L'Allemagne et nous

Charles Maurras

1945

Édition électronique réalisée par
Maurras.net
et
l'Association des Amis
de la Maison du Chemin de Paradis.

— 2011 —

« Il vous est reproché d'avoir favorisé les entreprises de l'ennemi. »

(Note du Juge d'instruction.)

Introduction

Mon instinct anti-germaniste

Je parle d'abord de ce qu'il y a en moi d'instinct profondément anti-germaniste [1].

Je suis né le 20 avril 1868, en Provence, à Martigues (Bouches-du-Rhône), un peu plus de deux ans avant la guerre de 1870, bien loin de son théâtre, mais la répercussion en fut immense en moi et autour de moi. Tous mes lecteurs habituels savent que les souvenirs de ma petite enfance remontent très loin. Je suis sûr, ici, de n'être dupe d'aucun mirage. Je vois encore dans le bureau de mon père les portraits de l'empereur, de l'impératrice et du petit prince. Ce ne pouvait être qu'avant le mois de mai 1871 où l'on m'emmenait à la campagne ; au retour, après le Quatre-Septembre, je ne revois plus ces portraits. Dans le trajet, il me souvient parfaitement d'avoir traversé Marseille, par un jour d'émeute sur la Plaine Saint-Michel ; mon père était venu nous chercher précipitamment à Roquevaire, ma mère et moi, afin d'être tous réunis en cas de désordre. Les semaines suivantes, je vois mon père rapporter de la Mairie les mauvaises dépêches, et mon père et ma mère, front

[1] Nous sommes au cours de la première journée du procès intenté contre Charles Maurras et Maurice Pujo, le 24 janvier 1945. Maurras a déjà tenté de lire sa déclaration, qui tient en un peu plus de 130 feuillets dactylographiés, mais la conduite des débats ne lui revient pas. Après avoir longuement traité du « témoignage » de Paul Claudel, puis évoqué les rapports entre l'Action française et la Milice, le président lui ouvre une porte en lui posant une question d'ordre général :

— Une dernière question sur ce sujet. Ne croyez-vous pas que, pour votre propagande, vous avez porté et que vous porterez la responsabilité d'un très grand nombre d'actes de trahison ?

Maurras répond par les mots suivants avant d'attaquer sa lecture :

— Jamais de la vie ! Encore une fois, c'est une pure calomnie, une calomnie qui est faite par ceux qui, précisément, sont responsables de tous nos malheurs. Encore une fois, laissez-moi exposer la généralité de ma pensée. J'ai posé une question préalable. Monsieur l'avocat de la République ne m'a pas répondu. Son silence est une négation. Il veut maintenir une espèce de confusion, ce chaos faussement légal contre lequel je proteste. Alors maintenant, je vous demande la permission d'exposer toute ma politique. (n. d. é.)

contre front, les yeux en larmes, suivre sur la carte les progrès de l'invasion, dans un atlas brun que j'appelais *« Le Live des Pussiens »*.

Je vois, au delà du canal, sur le Cours, la garde nationale faisant ses exercices, commandée par mon parrain, le professeur d'hydrographie, et dont le commis de mon père, nommé Corneille, était le clairon.

Je vois un peu plus tard, à la maison, la halte des mobiles que l'on embarquait pour réprimer l'insurrection algérienne et je me vois touchant avec respect les shakos, les gibernes et les ceinturons dénoués.

Ces souvenirs m'ont obsédé. Ils sont les seules tristesses de ma petite enfance, entourée, turbulente et gaie. Ce coin est bien le seul qui fût voilé d'un crêpe qui a pesé sur toute ma vie. En 1943, devant les sentinelles allemandes aux fusils braqués sur nos ponts, je disais à mes concitoyens :

— Voilà réalisé le cauchemar de mon existence. J'ai toujours redouté qu'ils ne viennent en Provence, jusqu'à Martigues.

L'antagonisme des Français et des Allemands a dominé ma jeunesse.

Dans les familles les plus paisibles, on ne donnait pas à un marmot de sabre de fer blanc qui ne fût destiné à planter le drapeau français sur les murs de Berlin.

Arrivé à Aix pour y commencer ma huitième, j'eus un vrai coup de foudre en apprenant que mon professeur allait être un Lorrain, le propre beau-frère de l'abbé Wetterlé qui, lui-même, un peu plus tard, devait venir surveiller nos études et nos cours de récréation pendant quelques mois.

Des Lorrains !... Et qui avaient opté pour la France !...

Dans la maison où nous avions loué le premier étage, une famille de Messins, réfugiés pour la même raison, habitait le second et le troisième. Leur contact nous émut par la dignité du foyer, sa gaîté charmante et simple, son esprit religieux et national, son ardente fidélité au paradis perdu. Le vieux père, la vieille mère, leur fille, leur fils, se ressemblaient par les mêmes traits ; il fallait les voir réunis, un jour entre les jours, graves, sombres, commémorant la capitulation de leur belle ville inviolée ; on tirait d'un petit coffret certain objet mystérieux, enveloppé d'étoffe précieuse, et qu'on démaillottait avec respect ; un morceau de « pain du siège » apparaissait, tout noir. Après six ans, sept ans, il était devenu plus dur que la pierre. La relique sacrée !... On la prenait en main, chacun la saluait et la caressait, les femmes avec des larmes, les hommes avec le dur accent d'un regard plein de foi... Car toutes les années qui suivirent, ce fut aussi, dans notre escalier, au temps des congés militaires, le même gai fracas des sabres contre l'éperon de Saint-Cyr ou de Polytechnique annonçant l'avenir des fils, tous officiers.

Je me destinais à l'École Navale. Devenu sourd à quatorze ans, il y fallut renoncer. Le plus dur fut, il m'en souvient bien, de quitter mon vieux rêve d'aller canonner quelque port allemand et traquer, dans la mer du Nord ou en Baltique, cette entrée du canal de Kiel que l'on commençait à construire avec les milliards de notre indemnité !

Vers 1882, quand Jules Ferry conseilla de ne pas nous hypnotiser sur « la ligne bleue des Vosges », ce fut un scandale que les adolescents de mon âge ressentirent très vivement. Quoique riverains de la mer, ils étaient contre la politique coloniale, pour la politique de recueillement, en vue de la reprise des provinces perdues. L'Alsace-Lorraine avant tout !... Ce fut le mot d'ordre général.

J'emportai à Paris ce bagage moral.

À Paris

J'ai publié un certain nombre de volumes de prose et de vers, essais critiques, littéraires et philosophiques, études politiques et sociales, d'où l'on a tiré un *Dictionnaire politique et critique* en cinq grands in-octavo et on y pourra lire avec fruit l'article « Allemagne ».

Entre d'autres ouvrages, plusieurs sont consacrés presque entièrement aux relations franco-allemandes : *Kiel et Tanger*, *Quand les Français ne s'aimaient pas*, *Devant l'Allemagne éternelle*. Il y a deux ans, je publiai encore, en Provence, *Sans la muraille des cyprès*, allégorie du rempart nécessaire de la Patrie.

En 1888, j'eus dix-huit ans. C'était le boulangisme. Tant que Boulanger n'est qu'un soldat démagogue et radicalisant, je suis anti. Quand il prend la figure populaire du Général Revanche, je deviens boulangiste, et, tout jeune écrivain, je rejoins mon ami Maurice Barrès, qui s'était déjà déclaré en 1888. J'ai vingt ans. En 1889, ce sont les élections. Je suis majeur. Quoique antisémite, je vote, par discipline, pour le candidat juif Naquet.

Dès l'époque de mes premiers articles politiques, je cite beaucoup la remarquable formule de Robert de Bonnières[2] que « l'idée de revanche tient longtemps le rôle d'une Reine de France », en ce sens qu'elle maintient l'unité politique de la Nation, fait l'union des citoyens, s'impose à tous les partis, fait (ou faisait) voter les crédits militaires à l'unanimité. J'ai tant cité la phrase qu'on me l'a attribuée parfois, bien que je l'aie presque toujours accompagnée du nom de son auteur ou mise entre guillemets. Un parti de la revanche me

[2] Robert de Bonnières (1850–1905), poète et critique littéraire, auteur notamment de contes en vers. (N. D. É.)

parut, en 1940, être la garantie de toute revanche française. Quand Laval et Déat insultèrent cette idée, je réagis contre eux, automatiquement.

En 1894, Barrès fonde *La Cocarde.* J'y suis son bras droit. Inutile de dire dans quels sentiments je collabore avec lui et le socialiste Gabriel, député de Nancy. Le sentiment de ces hommes de l'Est correspondait très exactement au mien.

Toute ma vie politique a d'ailleurs été en contact permanent et étroit avec des hommes de l'Est, dévoués à l'idée de revanche : le général Mercier, à qui nous devons le canon de 75, les frères Buffet, le commandant Picot, qui avait battu Jules Ferry dans les Vosges aux élections de 1885, etc., etc. C'est dans leur atmosphère que se situait pour moi la véritable orientation de la politique extérieure française.

Jusqu'ici, la France avait été presque unanime sur cette direction. Les instituteurs publics se signalaient par leur ardeur patriotique et leur esprit de revanche. Pas un n'eût été capable de dire, comme fit l'un d'eux, vingt-cinq ans plus tard, dans une réunion électorale de 1914 :

— Nous aimerions mieux être Allemands que de voir nos fils faire trois ans de service militaire.

La politique coloniale de Ferry n'avait pas encore mordu sur le sentiment national anti-allemand. Mais déjà, en 1892, il y avait eu un fait nouveau.

Le Tzar à Paris

Ce fait nouveau, c'était l'Alliance Russe que tous nos bons badauds croyaient dirigée contre l'Allemagne et qui, tout au contraire, travaillait en sa faveur.

Suivant l'expression européenne, Saint-Pétersbourg se faisant « l'honnête courtier de Berlin », organisait, le 18 juin 1895, la rencontre de nos vaisseaux avec la flotte allemande dans le canal de Kiel qui venait d'être ouvert.

L'année suivante, le Tsar et la Tsarine se faisaient acclamer à Paris. Rédacteur au *Soleil*, je refusai absolument de faire un seul article en l'honneur des souverains russes, et je dis pourquoi. Mon directeur, M. Édouard Hervé, de l'Académie française, me fit dire et vint me dire lui-même que l'avenir pourrait bien me donner raison. L'avenir… Deux ans plus tard (1898), la tentative de coalition franco-germano-russe se brisa sur l'écueil désertique de Fachoda.

À partir de ce moment-là, l'idée de Revanche perd du terrain ; le peuple français, à qui l'on montre deux ennemis au lieu d'un seul, ne sait plus où donner de la tête. Puis, il écoute trop les socialistes ; à leur suite, au chant

de Pottier[3], « Crosse en l'air et rompons les rangs », l'anti-militarisme et l'anti-patriotisme, masques du pacifisme, font de terribles progrès.

Les deux Athènes (1898)

Je fais l'une de mes premières courses hors de France pour les Jeux olympiques d'Athènes, et constate quatre choses :

1. combien toutes les nations, sauf la nôtre, deviennent de plus en plus nationalistes ;
2. combien l'alliance russe nous a fait de tort dans l'Orient grec, latin et même turc ;
3. combien l'importance matérielle de la France a baissé dans ces pays du Levant autrefois tout à nous ;
4. je commence à me représenter toute la décadence que la démocratie a imposée à la France depuis cent ans.

L'Affaire Dreyfus (1897)

Partie d'Angleterre, en réponse à la mission Congo-Nil[4], « l'Affaire » est vite devenue une manœuvre de l'espionnage allemand pour se dégager du contre-espionnage français, une manœuvre de l'armée allemande contre l'armée française, devenue inquiétante. Paris sait ce que fait Berlin qui ne sait pas ce que fait Paris. Paris a pu se pourvoir d'un mystérieux nouveau canon, le 75, sans être aperçu de Berlin. L'affaire Dreyfus n'est pas une affaire judiciaire, c'est un cas de salut public. Bainville, dans son *Histoire de France*, a relevé un de mes aphorismes :

— Si Dreyfus est innocent, qu'on le fasse Maréchal de France, mais que l'on fusille douze de ses principaux défenseurs.

Je fais donc une campagne anti-dreyfusarde violente qui ne s'arrête pas de dix ans, et dont le résultat a été enregistré par un critique républicain peu suspect, Albert Thibaudet :

[3] Eugène Pottier (1816–1887) fut bien l'auteur des paroles de *L'Internationale* en 1871. Mais il ne s'agit que d'une référence mythique, car la musique fut composée après sa mort, et le chant associé au souvenir de la Commune ne fut adopté par l'Internationale ouvrière qu'au début du XXe siècle, dans les années dont parle ici Maurras. (N. D. É.)

[4] Première appellation de la Mission Marchand. Le triste épisode de Fachoda se déroula de juillet à novembre 1898. (N. D. É.)

> Politiquement, les dreyfusards furent vainqueurs sur toute la ligne. Moralement, intellectuellement, ils ont été vaincus. Ce sont leurs adversaires qui l'ont emporté ; les idées des Droits de l'Homme, de la démocratie, etc., ont été battues au profit du nationalisme.

Fidèle à Dreyfus, le noble Péguy se rattrapa sur Jaurès qu'il accabla, dans un livre fameux, d'invectives et de sarcasmes.

I — L'Allemagne intellectuelle et l'Action française

En 1899, je rejoins les fondateurs de *L'Action française*, Vaugeois et mon admirable ami Pujo. Il y a donc quarante-cinq ans que je suis le collaborateur de mon co-accusé.

Or, l'objet de *L'Action française* n'était pas seulement politique, il était intellectuel. *L'Action française* tenait tête à la *Revue blanche* des frères Natanson et de Blum, qui était ardemment judéo-germaniste. Notre mouvement tendait à combattre l'influence allemande dans les Arts, les Lettres, l'Histoire, la Philosophie. Oh ! Nous avons tenu compte de ce qu'il y a d'humain dans l'Allemagne. Les énormes défauts de ce peuple, constatés par des témoignages millénaires, sa perfidie (« *genus mendacio natum*[5] »), sa rapacité (« *Germani ad praedam*[6] ») ne nous faisaient pas méconnaître la part qu'il a prise à la civilisation, ses savants, ses artistes, ses philosophes, au temps où il ne s'était pas entièrement enfermé et perdu en lui-même, ni déclaré le maître et le Dieu du genre humain. Nous avons honoré, parmi les modernes, des hommes comme Leibnitz, Goethe, Schopenhauer, même Nietzsche, dont on oublie trop la violente critique de l'esprit allemand et l'éloge de la civilisation classique et méditerranéenne.

Mais nous avons attaqué, jusque dans la racine, ce germanisme qui a fait de l'Allemagne le synonyme, la mesure, de Vérité, de Bonté, de Beauté, et qui remplace l'humanité par la germanité (*All Mann*, tout l'homme, disait Fichte, dans son premier *Discours*). L'Allemand suffit à tout. Il est tout. Rien n'est ni ne vaut hors de lui. Ainsi se retranche-t-il de l'humanité, ou s'oppose-t-il à elle.

---

[5] Velleius Paterculus, *Histoire romaine*, livre II, chapitre 118 : « les Germains, un peuple né pour le mensonge ». (N. D. É.)

[6] Tacite, *Histoires*, livre IV, chapitre 78. Dans le texte original, *Germanos ad praedam* : « Les Gaulois se battent pour la liberté, les Bataves pour la gloire, les Germains pour la rapine. » (N. D. É.)

Ce schisme semble bien avoir commencé à Luther (l'homme allemand, disait Fichte). Puis, sous l'action de la défaite d'Iéna, Fichte, Schelling, Hegel et leurs disciples élaborèrent, développèrent, propagèrent leur évangile du « moi » allemand qui fut le grand moteur, en Allemagne, de l'unité, et dont l'hitlérisme est un simple dérivé adapté à des temps nouveaux ou à peine renouvelés.

Car on connaît mal l'hitlérisme si l'on ne tient pas compte de cette racine « Fichtéenne », sur laquelle aucun écrivain n'aura écrit plus que moi pour attirer l'attention des Français. Dès 1894, avant l'existence de *L'Action française*, quand le capitaine Philippe, de l'année coloniale, publia la première traduction séparée des *Discours* de Fichte *à la Nation allemande*[7], je fis, dans la *Revue encyclopédique Larousse*, un article, ardemment motivé, sur ce livre révélateur des vrais sentiments allemands et du genre de bien qu'ils nous désirent.

En me remerciant, le traducteur m'écrivait (j'ai sa note) que le Conseil municipal de Paris, alors radical bon teint, avait été ému par mon article et avait fait acheter 200 exemplaires de son ouvrage. Mais il aurait fallu en acheter 200 000 pour que les Français fussent mis en garde et au courant. Ils étaient si en retard quant à la vérité sur l'Allemagne !... Ils le restèrent si longtemps, du fait de leurs mauvais bergers ! mais on le vit plus tard, par *Mein Kampf*...

Telle était la position des fondateurs de *L'Action française* à l'égard de l'Allemagne, et cela datait, pour moi, de 1894. Ils y ont été fidèles.

L'anniversaire de Fustel de Coulanges

Dix ans plus tard, dix ans après 1895, en 1905, ils organisaient la célébration du soixante-quinzième anniversaire de la naissance de Fustel de Coulanges parce que :

1. cet historien avait ramené à sa juste mesure la part de l'élément dit « germain » dans les invasions barbares du Ve siècle, la formation du composé français et la genèse des institutions de la France ;
2. ce grand patriote avait signalé en termes éclatants la différence dans la manière d'écrire l'histoire en France et en Allemagne, nationale là-bas, et anti-nationale chez nous ;
3. dans ce puissant réquisitoire, Fustel de Coulanges montrait les conséquences morales, sociales et politiques du libéralisme des écrivains

[7] Chez Delagrave.

français et du nationalisme, toujours militant en tout et partout, des écrivains allemands ;

4. dans ces deux tableaux, Fustel de Coulanges mettait en relief le double devoir : pour le savant, celui d'être impartial et objectif, et pour les citoyens, celui de servir, d'aimer, d'honorer leur patrie, non seulement dans son étendue territoriale, mais dans son espace historique, dans son passé.

« Qui détruit le passé détruit la Patrie ». C'est un axiome essentiel de Fustel de Coulanges.

Cette célébration de Fustel de Coulanges nous fit nous heurter à l'offensive passionnée de toutes les Gauches, de *L'Humanité* au *Journal des Débats*. Jaurès, germanomane dans l'âme, était déchaîné. On trouvera tous les détails de cette échauffourée dans ma brochure *La Bagarre de Fustel*, recueillie en 1937 dans mon livre *Devant l'Allemagne éternelle*.

On achèvera de connaître les caractères de notre position devant l'Allemagne intellectuelle quand on saura que, le lendemain du jour où notre revue devint journal (1908), nos premières batailles de rues se produisirent entre nos étudiants et le petit groupe qu'un professeur socialiste [8] avait emmené en Allemagne pour lui faire oublier le grand deuil alsacien-lorrain.

Monarchie et démocratie

En 1900, je fais mon *Enquête sur la Monarchie* et conclus que la Monarchie (traditionnelle, héréditaire, anti-parlementaire et décentralisée) est de salut public.

Pourquoi cette conclusion ? Non en vertu de sentiments de fidélité personnelle ou de principes généraux déduits du droit divin ; je n'étais pas né royaliste. Rien ne me liait aux Princes, je ne les connaissais pas. Quand j'avais pris la plume pour eux, mes uniques raisons étaient tirées de ce que, depuis la chute de ses rois, la Patrie française, qui était née et qui avait grandi par eux, n'a plus cessé d'être exposée, rongée, menacée par l'étranger, effet naturel des incapacités de la Démocratie.

Mes raisons, développées dans un volume qui compte aujourd'hui près de mille pages, y sont tirées des seuls besoins de la Patrie, de sa vie et de sa grandeur. Il faut ajouter que ces raisons n'ont cessé de croître en valeur depuis quarante-quatre ans. Je ne me plaignais alors que des cinq invasions allemandes depuis 1792 : 1792, 1793, 1814, 1815, 1870. Il y a eu depuis celle

[8] Charles Andler. Celui-ci revint de son erreur un peu avant la guerre de 1914. (Note des éditeurs de 1945.)

de 1914 (jusqu'à Noyon) et celle de 1940 (jusqu'à Saint-Jean-de-Luz). Or, aucun règne bourbonien n'avait été envahi dans ces proportions. La dernière pointe étrangère, celle de 1636, n'avait pas dépassé Corbie !... Les choses ont bien changé depuis 1792 où les républicains de la Gironde déclarèrent une guerre qui dura vingt-trois ans et qui, après des gloires magnifiques et épuisantes, se termina à Trafalgar, Leipzig et Waterloo.

Dans mes réquisitoires contre la démocratie, mon grief, tiré du tort qu'elle a fait à la France, l'est aussi des agrandissements dont elle a fait cadeau à l'Allemagne.

Plébiscitaire ou parlementaire, républicaine ou couronnée, la démocratie, par les Girondins, par Napoléon, par les libéraux du XIXe siècle, a été la plus grande artisane extérieure de l'unité allemande. Jacques Bainville l'a démontré péremptoirement dans *Bismarck et la France*, et surtout dans *L'Histoire de deux Peuples*, qui sont les deux Bibles de *L'Action française* pour la politique extérieure, ainsi que l'incomparable plaquette de Pierre Lasserre, *Le Germanisme et l'Esprit humain*[9].

Les responsabilités de la démocratie sont plus graves encore. On peut dire qu'elle n'a pas pu défendre les frontières de la Patrie, puisqu'elle les a laissé éventrer sept fois en cent cinquante ans. C'est qu'elle était, d'une part, selon le mot de Renan, le grand dissolvant de notre organisation militaire et que, d'autre part, nos « tumultes gaulois » nous ont lancés quatre fois dans des entreprises inconsidérées. Seule la monarchie, de 1815 à 1848, aura, pendant trente-trois ans, trouvé la méthode de politique raisonnable et forte qui nous gardait de la guerre aux autres et qui faisait qu'on ne nous la déclarait point.

Le même patriotisme qui nous faisait désirer pour l'Allemagne le « retour aux Allemagnes » et à leurs « républiques de Princes » nous commandait de réclamer un roi, un chef unique et héréditaire pour notre Patrie qui y avait trouvé son principe générateur, agrandisseur et sauveur.

On trouvera aux annexes de l'*Enquête sur la Monarchie*, dans un document intitulé *Dictateur et Roi*, quelques notes en faveur de « l'armée de métier », à laquelle personne ne songeait alors, et que M. de Gaulle devait reprendre trente ans plus tard, vous savez avec quel succès.

Mais continuons à descendre le fil de ma vie politique.

La guerre et la paix

Nous sommes en 1904. Mais les beaux esprits du commencement du siècle ne s'intéressaient pas du tout aux questions nationales ou militaires.

[9] Document édité chez Champion en 1915. (N. D. É.)

Une invasion ? Il n'y en aurait plus. Le Progrès moderne avait rendu cette antiquaille impossible. Une guerre ? Plus de guerre non plus.

Ils songeaient à la paix perpétuelle par l'accord spontané des peuples, spécialement par l'Internationale ouvrière. C'était le grand « dada » de Jaurès.

Et l'Allemagne ? Eh bien ! l'Allemagne serait la première à imposer la paix, car l'ouvrier allemand ne marcherait jamais contre nous pour ses princes… Malheureusement Jaurès lui-même aurait pu s'éclairer là-dessus dans les séances du Congrès socialiste d'Amsterdam auquel il prit part en août 1904, et il aurait pu comprendre que les socialistes allemands s'étaient montrés très nationalistes, très dévoués à leur empereur, pleins de mépris pour sa République, et sans grande estime pour sa propre personne ; ce qui fut vérifié en 1914, où les socialistes de l'Empereur remplirent à Paris et ailleurs toutes les missions publiques ou secrètes que Guillaume II voulut bien leur confier. C'est ce que nous avions prévu.

Pendant les dix ans qui précédèrent 1914, L'Action française n'avait pas arrêté de montrer à Jaurès l'étendue de son erreur sur l'Allemagne. On sait que, toute l'après-midi du 31 juillet 1914, cet incurable optimiste ne voulait pas croire à la guerre et compulsait les dictionnaires pour trouver la signification la moins alarmante du mot « *Kriegsgefahrzustand*[10] ».

S'il eût regardé le monde avec les yeux clairs d'un esprit libre, il eût vu que le temps n'était pas à la paix. Que de guerres, en effet, depuis que j'en avais vu apparaître les premières cornes dans le stade panathénéique de 1896 !… Turco-grecque en 1899, hispano-américaine en 1898, transvaalienne en 1899, russo-japonaise en 1903-1904, la guerre n'avait cessé de rôder autour de nous. Nous disions tous les jours qu'elle se rapprochait. Nous le disions, et on se moquait de nous.

[10] Littéralement, *état de danger de guerre.* (N. D. É.)

II — L'Action Française et l'autre guerre

La provocation allemande *Kiel et Tanger*

On a vu tout à l'heure comment la politique coloniale franco-russo-allemande, commencée à Kiel, et dirigée contre l'Angleterre, s'était brisée à Fachoda (1898). C'est que la démocratie nous avait laissés sans marine contre la plus puissante flotte du monde…

L'amiral Bénard, ministre de la Marine, avait dit [11] :

— Nos matelots sauront mourir.

On ne déclare pas une guerre pour faire mourir des matelots. Il faut avoir, tout de même, de quoi résister à l'ennemi.

La République retourna alors sa politique étrangère. Elle s'entendit cordialement avec l'Angleterre contre l'Allemagne. Mais la démocratie venait de diviser et d'affaiblir perfidement notre armée au moment d'engager la lutte contre la plus puissante armée du continent. Il a donc suffi d'un discours de l'empereur Guillaume à Tanger et d'un froncement de sourcils de Sa Majesté à Berlin, pour faire renvoyer notre ministre des Affaires étrangères, M. Delcassé. C'est ce que M. André Tardieu devait appeler « l'humiliation sans précédent ».

Ces deux affaires, de Kiel et de Tanger, furent pour moi un trait lumineux, aigu et dur. Je les analysai au fur et à mesure du développement de la seconde crise dans une série d'articles de la Gazette de France, qualifiant les périls auxquels on venait d'échapper et suivant le progrès de la menace allemande. L'année suivante, le jeune éditeur qui publiait *Bismarck et la France*, de Jacques Bainville (ce livre capital, je l'ai dit), me demanda de tirer de mes articles un volume. Je le fis. On le composa. Je le relus en épreuves et reculai

[11] Armand Bénard, ministre de la Marine du 28 janvier au 1er novembre 1895, puis du 29 avril 1896 au 28 juin 1898. (N. D. É.)

d'effroi. Avais-je le droit d'alarmer mon pays à ce point ? J'estimai que non, je remboursai l'imprimeur et remis dans mon tiroir l'épreuve de sinistre augure.

Les années 1907, 1908, 1909, s'écoulent. Les gouvernants, quand ils crânent, comme Clemenceau à Casablanca, ne se rendent pas compte de l'immensité du péril. On a réduit le temps du service militaire, on n'a même pas su organiser les périodes d'instruction des réservistes et des territoriaux, l'incapable général Picquart est ministre de la Guerre… Un autre général, celui qui lui succède au même poste [12], dit matin et soir : « De guerre, il n'y en aura plus, il n'y en aura jamais ». Le patriote Clemenceau lui-même humilie l'armée en supprimant ses préséances telles que les avait organisées le décret de Messidor : un colonel aura droit, désormais, à moins d'honneur et de respect qu'un sous-préfet !… Décidément, il faut à tout prix avertir la France. Je reprends mon livre et le donne à composer. Il paraît en juillet 1910.

Je dois reconnaître que l'effet fut sérieux. La question que je voulais poser fut posée. Le régime pourrait-il sauver la France d'une guerre désastreuse ? C'était, disait le socialiste Marcel Sembat, un immense point d'interrogation que j'avais inscrit au tableau noir. Sembat écrivait, réponse ou conséquence, son livre *Faites un roi, sinon faites la paix.* C'est à cette occasion qu'il appela la République d'une façon si irrévérencieuse et si scandaleuse pour vous, Monsieur l'Avocat de la République, « la femme sans tête ». Il y avait de quoi donner ce surnom.

On m'a accusé, à ce propos, et à d'autres, d'avoir découragé les démocrates de la démocratie. Non ; je les ai éclairés, je les ai sauvés d'une euphorie dangereuse, je les ai obligés à penser, malgré les nuages de la doctrine, à l'évidence de leur Patrie en danger.

Kiel et Tanger collabora énergiquement au réveil national qui poussa au Ministère et à la Présidence Poincaré, mais, hélas, sans convaincre ni Jaurès, ni les socialistes, ni les radicaux de l'espèce de M. Caillaux, qui prétendaient que l'Allemagne était notre meilleure amie.

La réorganisation Hommes et armements (1905–1914)

Ce loyal mais timide essai de renouveau nationaliste dont nous avions, avec Barrès, été les promoteurs, prouve que mes collaborateurs et moi n'avons jamais été pour la politique du pire. En attaquant le régime, nous avons toujours servi et défendu le pays.

[12] Le général Jean Brun (1849–1911). (N. D. É.)

Mais sait-on en quel état moral nous avions trouvé le pays au début du siècle ? Environ ma trentième année, les milieux intellectuels étaient surtout contaminés par l'esprit cosmopolite, le défaitisme butor, le pacifisme désarmeur. Des enfants revenaient du lycée en disant :

— Papa, est-ce vrai que, pour être intelligent, il ne faut pas être patriote ?

D'autres disaient :

— N'est-ce pas, maintenant, la plus grande nation, c'est l'Allemagne ?

Des processions officielles conduisaient les enfants des écoles publiques de la Ville de Paris pour défiler devant la statue d'Étienne Dolet [13] et aller ensuite entendre, que dis-je, applaudir, *La Marseillaise de la Paix* :

> Vivent les nobles fils de la grave Allemagne…
> … Déchirez ces drapeaux ! Une autre voix vous crie
> L'égoïsme et la haine ont seuls une patrie,
> La fraternité n'en a pas.

Des comédiennes de théâtres subventionnés venaient réciter ces horreurs sous le patronage d'hommes politiques connus. Telle était la doctrine officielle du régime. M. Gabriel Monod disait que l'Allemagne était « la seconde patrie de tous les hommes qui étudient et qui pensent ». La doctrine officielle de l'Université, dénoncée par notre Pierre Lasserre, faisait chorus.

Cette anarchie tenait la rue comme l'État.

Il faudrait ici plus que des lignes, des pages pour montrer comment Maurice Pujo imprima à ses Camelots du roi, à ses Étudiants d'Action française, aux fonctionnaires d'élite de nos Ligues, ce magnifique esprit national, civique, militaire, qui fit reflamber dans la nouvelle jeunesse une âme de patriotisme combattu et pur. Avec Marius Plateau et Maxime Real del Sarte, on peut dire que, de 1908 à 1914, six années de batailles de rues et de prétoire, six années de prison et de triomphe, restaurèrent le moral national de toutes les classes de la nation, car les jeunes ouvriers, les jeunes employés, étaient aussi nombreux dans leurs rangs, plus nombreux peut-être, que les jeunes bourgeois. Le vieux sang français se réveillait, de tous les purs sangs de ses hérédités, mais roulant des métaux d'une vaillance et d'une générosité inconnues. Le nom de Jeanne d'Arc, son oriflamme, sa devise, les fleurs que l'on apportait à ses statues, comme à des autels, restent le symbole historique de cette époque de feu.

Mais on avait commencé par punir Thalamas, on finissait, comme il le fallait bien, par soutenir le Gouvernement qui tenait le drapeau et l'épée de la France.

---

[13] Cette statue, érigée en 1889 place Maubert à l'endroit où Étienne Dolet fut brûlé en 1546, a été détruite pendant la guerre. (N. D. É.)

Quand M. Barthou fit voter la loi de trois ans, il disait :

— Cela n'aurait pas été possible sans les Camelots du roi.

C'est-à-dire l'Action française. Tous tinrent en respect l'anarchie révolutionnaire.

Ces belles épreuves de force au-dedans nous permettaient de restaurer l'espérance et la confiance à l'extérieur.

En 1904, le vieux général de Galliffet criait partout :

— Il ne nous faudrait pas une guerre maintenant. Ah non ! Nous serions foutus [14].

À l'automne de 1913, nous nous adressions à nos jeunes amis les conscrits qui rejoignaient leurs corps. Nos orateurs avaient tous fait leur devoir et dénoncé la guerre que tous sentaient venir. Je me permis, quant à moi, d'annoncer aussi la victoire, en leur communiquant les raisons de ma foi.

Tout cela a été écrit, publié, imprimé en son temps. On le retrouvera quand on voudra.

À ce moment-là, ce n'étaient pas seulement les hommes qui manquaient. L'armement avait subi, depuis quinze ans, un terrible retard. Trois séances historiques du Sénat et de la Chambre, à la mi-juillet 1914, un rapport non moins historique de Charles Humbert, ont établi que, d'après un circuit régulier, les bureaux de la Guerre demandaient un certain nombre de millions pour le matériel ; le conseil des ministres le réduisait, la Commission parlementaire en rabattait ensuite encore, souvent dans des proportions fantastiques, et cela depuis 1900.

C'est seulement à la fin de 1912 que s'était arrêtée cette cascade d'imprudentes folies. Il était difficile de se rattraper en deux ou trois ans.

Mais pendant que *L'Action française* menait la campagne nécessaire pour le réarmement, les socialistes faisaient élire je ne sais combien de députés sur le programme de la folie des armements : « Pourquoi acheter des obus au lieu de livres de classe ? »

On saurait bien repousser les Boches à coups de dictionnaires et de bancs d'écoliers.

Je n'étais pas seul à l'ouvrage. Parallèlement à mes études, Jacques Bainville, avec son étonnant esprit de précision, montrait dans les articles qui ont formé son livre *Le Coup d'Agadir et la Guerre d'Orient*, combien M. Caillaux, qui croyait avoir calmé l'Allemagne en lui cédant notre Congo, la mettait en plus grand appétit ; et Léon Daudet menait, contre l'espionnage allemand, cette longue et perspicace campagne qui devait figurer à l'éternel dossier de la défense française et dont il a tiré cette *Avant-Guerre* d'avant

[14] Les pudeurs typographiques du temps inscrivent ici « f… tus ». Nous rétablissons. (n. d. é.)

l'autre-guerre, où sont même préfigurées quelques-unes des méthodes boches de 1939, celles dont le caractère était de s'appuyer à certaines puissances de l'État français.

Les prophéties de Daudet eurent contre elles toutes les forces officielles plus ou moins gangrenées par le pro-bochisme ambiant la presse gouvernementale, la presse « bien pensante », l'administration, la magistrature, le Parlement, presque toutes les autorités. Toute la France légale s'abandonnait, ou presque toute.

Les hommes de L'Action française ont sonné, presque seuls avec Barrès et Déroulède, le réveil français contre les menaces des gens qui refusaient de voir, ou qui voulaient dormir, ceux dont l'aveuglement était si fort que, le 14 juillet 1914, Jaurès, dans un congrès socialiste, osait conseiller la grève générale devant l'ennemi. Jules Guesde lui répondit avec raison que ce serait un acte de trahison contre la nation la plus socialiste, c'est-à-dire la France. On fut surpris de voir *L'Action française* applaudir Jules Guesde.

— Ne voyez-vous pas, répondîmes-nous, qu'il est du parti de la France ?

Et cela semblait un bien extraordinaire parti !...

À la fin du mois de juillet 1914, Briand disait :

— La guerre ? Allons donc !... Ils ne sont pas fous, les Allemands !... Ils raisonnent, les Allemands !... Non, ils ne feront pas la guerre.

Deux jours après, c'était la rupture, c'était l'invasion.

L'Union sacrée (1914)

Remontons quelque peu. Dans le mouvement d'indignation qui accueille le scandaleux acquittement de Mme Caillaux, qui avait assassiné Calmette, le Paris national frémit.

Or, que faisait *L'Action française* ?

Pendant que M. Jaurès parle ainsi de grève générale, elle recommande le calme. Elle interdit à l'innombrable et ardente jeunesse qui l'écoute, la suit, aucun mouvement pouvant troubler l'ordre ; la crise européenne nous fait, déclare-t-elle, un devoir de paix intérieure et d'absolu sang-froid.

L'Action française est obéie. Mais la guerre éclate. Qui donne alors les premiers gages de l'Union sacrée ? L'Action française. Qui demande l'institution d'une censure de la presse ? *L'Action française*, par la voix de Bainville. Et qui, sur les grands boulevards, fait rosser la bande anarchiste d'Almereyda qui voulait troubler la mobilisation ? L'Action française, toujours.

Lorsque, le second ou le troisième jour de la guerre, nous recevons de notre bien-aimé prince le duc d'Orléans, une lettre disant :

— Plus de politique, au drapeau !

nous avons la satisfaction de lui répondre :

— Monseigneur, c'est fait.

À preuve, le témoignage qu'en a porté, en 1917, M. Poincaré, celui que je vous ai lu, contre le faux témoignage de Paul Claudel :

« Dimanche, 28 octobre 1917… Depuis le début de la guerre, Léon Daudet et Charles Maurras ont oublié leur haine contre la République et les républicains, pour ne plus penser qu'à la France. » (Extrait des *Mémoires* de Poincaré, *Au service de la France*, tome IX, *L'Année trouble*.)

Il serait trop long d'analyser l'œuvre de L'Action française pendant l'autre guerre. Il est indispensable de marquer qu'elle y a perdu des milliers de combattants de première valeur, à peu près tous les membres de ses cadres qui étaient en état de porter les armes.

Ces morts glorieux que nous pleurons encore sont à classer parmi ces quarante ou cinquante mille jeunes Français qui, selon le mot du républicain Georges Lecomte, ont donné l'exemple du premier élan et dont le sacrifice volontaire a sauvé le reste de la Nation. Ceux que l'âge, la santé ou l'infirmité ont retenu à l'arrière, se sont fait un devoir d'y allumer le feu sacré et d'y entretenir un moral intact.

Et d'abord, ils ont soutenu sans réserve tous les gouvernements, même celui de Briand, même après qu'il eût perdu leur confiance lors de sa lâche et louche attitude du 1er décembre 1916, après le massacre de nos matelots dans Athènes [15]. Nous avons souhaité à Briand la durée, la stabilité. Nous avons soutenu tous les ministres, dis-je, hormis ceux qui trahissaient leur devoir, comme cela a été jugé pour Malvy, que Léon Daudet a fait condamner par la Haute Cour de la République [16].

Jacques Bainville ne se relâchait pas de montrer, dans la constance séculaire de l'agression germanique, un des plus sérieux motifs de renforcer l'ordre et l'unité. Son incomparable *Histoire de deux peuples* (1915) agit si puissamment par le charme irrésistible de sa clarté que le président de la Chambre, Paul Deschanel, futur président de la République, en appuya tous les thèmes dans un article mémorable du *Manuel de l'Instruction primaire*, adressé aux instituteurs publics. Un peu après Bainville. je publiai, de mon côté, le recueil d'études *Quand les Français ne s'aimaient pas* (1916), où je faisais honte à mes compatriotes de déserter l'esprit de la France pour courir toutes les fades prétentaines de l'inquiétude étrangère, spécialement

[15] Officier du Sauveur de Grèce, je renvoyai cette décoration au ministre de Grèce à Paris. (Note de Charles Maurras.)

[16] Cette condamnation a été prononcée le 6 août 1918, alors que la lettre accusatrice de Léon Daudet avait été lue à l'Assemblée le 4 octobre 1917. Louis Malvy fut condamné à cinq années de bannissement. (n. d. é.)

germanique. La censure de Briand et son cher Théodore Tissier [17] craignaient qu'un tel livre n'entraînât des polémiques.

— Pas un ne bougera, leur répliquai-je.

Personne n'a bougé. Les mauvais conseilleurs et les mauvais bergers ne furent pas pressés de crier : « coucou, c'est nous. » Ils n'avaient rien à répondre. Mais la confusion des anciens serviteurs de l'Ennemi aida à reconnaître de nouvelles raisons d'aimer et d'honorer la Patrie.

De même, aussi, pour les mêmes raisons d'ordre public, dénoncions-nous ceux qui le troublaient encore, comme le misérable Almereyda, ceux que Barrès appelait la « canaille du Bonnet rouge ».

L'antimilitarisme de Clemenceau m'avait un peu porté à la réserve à son égard. Je finis par lui faire confiance lorsque, éclairé par Léon Daudet, Clemenceau eut à son tour dénoncé la trahison et l'espionnage. Tout a été subordonné à la nécessité de vaincre les Allemands et d'unir les Français.

Nous aurions voulu que cette « union sacrée » survécût à la guerre. Ce n'est pas nous qui l'avons rompue. Aux approches des élections de 1919, ce fut Millerand qui voulut bien avoir un « Bloc national », mais républicain. C'est de ce mot fatal, prononcé à la Paix, qu'est venue une grande partie du mal intérieur.

L'armistice du 11 novembre et le mauvais traité

À la fin de 1918, l'armistice avait causé dans le pays une joie bien naturelle. Bien qu'il fût un peu précoce, prématuré de le dire, Clemenceau essaya d'en rejeter la responsabilité sur Foch. Mais il en avait été le premier auteur quand il refusa de donner, dès septembre, au maréchal de France déjà victorieux, des indications pour la paix.

Au moment où l'armée Pétain-Castelnau allait descendre sur le Rhin, envelopper l'armée allemande en Belgique et la réduire à capituler en rase campagne, au moment où Franchet d'Espèrey marchait sur Vienne et menaçait Berlin, l'armistice du 11 novembre 1918 limitait et mutilait la victoire. *L'Action française* est le seul journal français qui ait laissé voir, ces jours-là, son malaise et sa déception. Dans la joie du triomphe à laquelle nous nous associions de tout cœur, nous fûmes bien forcés, Bainville, Daudet et moi, de laisser voir nos inquiétudes, puis nos alarmes, relatives aux imprudences politiques, diplomatiques, financières que l'on accumulait.

[17] Théodore Tissier (1866–1944), haut fonctionnaire plusieurs fois directeur de cabinet d'Aristide Briand. (N. D. É.)

L'occupation, magistralement commencée par le grand Mangin, appliquait toutes les méthodes traditionnelles de la France révolutionnaire et royale. Mais son autorité était minée ; dès l'automne 1919, il était muté de Mayence où personne ne pouvait le remplacer dans son prestige, ni l'égaler dans sa fonction.

Le traité se négociait en dépit du bon sens, sans égard ni aux travaux de la commission préparatoire qui avait fonctionné pendant la guerre sous la présidence de M. Charles Benoist, ni aux sages conseils de M. Jules Cambon.

Personne ne voulait avoir égard à la constitution fédérative de l'Empire de Guillaume II. On mutilait, on irritait l'Allemagne, mais on en resserrait l'unité. Et c'est tout juste si, sur les instances et les menaces de *L'Action française*, encore, il lui était interdit de réunir l'Autriche à son grand corps renforcé au centre, dangereusement égratigné aux extrémités. Autant, disions-nous, couper la queue d'un tigre et l'essoreiller, en lui administrant des toniques et des fortifiants. Ces absurdités étaient tous les jours signalées, discutées par Bainville, Daudet et moi.

Quand ce « mauvais traité » fut apporté au Parlement, Jules Delahaye[18] vint arrêter chez nous les termes d'une protestation très mesurée, mais très nette, devant laquelle les législateurs de gauche quittèrent leur rang pour n'avoir ni à l'appuyer, ni à la contester. Mais, dans les couloirs, Clemenceau prit à partie Jules Delahaye :

— Il ne faut pas, dit-il, que la France puisse douter de la paix.

— Il faut l'avertir de la guerre, répondit Jules Delahaye.

La guerre, en effet, est revenue, à petits pas, mais à pas sûrs.

[18] Jules Delahaye (1851–1925), chartiste, fut le premier parlementaire à dénoncer le scandale de Panama. Député du Maine-et-Loire (puis sénateur) à partir de 1907, il s'abstient lors du vote sur l'armistice. (n. d. é.)

III — Vingt ans d'alarme de Varsovie à Munich

Après que nous eûmes ainsi protesté, par personne interposée, à la tribune de la Chambre, je peux ajouter que les vingt ans qui suivirent, de 1918 à 1938, se passèrent à avertir les Français de la guerre que préparait l'escamotage de la victoire par le traité.

Tout homme cultivé doit avoir lu, sur ce sujet, le livre classique de Jacques Bainville : *Les Conséquences politiques de la paix.* Tout ce qui est sorti de cette paix y est annoncé, y compris le commencement de la guerre et le point par lequel elle devait commencer.

Sur le point névralgique de la Pologne, ce recommencement avait failli se produire en 1920, lors de la marche des Russes sur Varsovie. Les Allemands guettaient le moment où, maîtres de la Pologne, leurs alliés les Soviets, à qui ils avaient facilité la révolution de mars et d'octobre 1917, viendraient grossir leur propre armée, et marcher avec eux de l'Est à l'Ouest. Cette fois encore, *L'Action française* fut la voix, la haute voix de l'inquiétude nationale. Bainville était malheureusement en vacances. Je le suppléai tant bien que mal. Mes appels répétés chaque matin collaborèrent dans l'opinion à la démarche de Lyautey, qui décida Millerand à envoyer la mission Weygand à Varsovie. Tout le monde sait de quelle haute efficacité furent les conseils de l'illustre lieutenant de Foch, le coup d'arrêt direct qu'en subit l'invasion moscovite.

Les espoirs allemands étaient déçus, mais pas pour longtemps.

En 1921, l'Allemagne reprenait l'offensive par un autre biais. Briand revenait aux Affaires Étrangères, et recommençait son terrible jeu d'arrangeur dissolvant. La France avait bien déposé déjà quelques-unes des armes que lui avait laissées le Traité. Nous avions renoncé à bien des réparations. Briand se mit à l'œuvre pour liquider le reste. Il avait, dès mars 1921, démobilisé, remobilisé, re-démobilisé, une partie de notre armée. Il s'était ainsi placé dans l'impossibilité pratique de la rappeler de nouveau sous les drapeaux. Il fit ensuite le voyage de Washington pour livrer notre marine présente et

future aux décisions d'une assemblée internationale [19], aux débats de laquelle nos représentants prenaient à peine part car l'Anglais était la seule langue employée.

Enfin, de nouvelles déperditions étaient envisagées dans une nouvelle conférence, quand la motion des 249, dont Léon Daudet, alors député de Paris, avait pris l'initiative, rappela Briand de Cannes et le mit dans l'obligation de donner sa démission.

Ce nouveau triomphe de L'Action française semblait annoncer la reprise et la rectification de nos abandons à l'Allemagne. M. Poincaré succédait à Briand. M. Poincaré qui avait défini le traité « une création continue » ! Promesse de vigueur, qui nous a bien déçus ! Ce Poincaré, affaibli, vieilli, surtout honteux d'apparaître une créature de la Droite, en tout singulièrement hésitant… En 1919, il n'avait pas su, malgré ses promesses, maintenir Mangin à Mayence. En 1922, 1923, 1924, il n'osa pas reprendre la politique de Mangin. Elle était toujours possible. À l'automne 1923, Barrès, visitant Spire, entendait un vieux chanoine, ami de la France, lui dire :

— Monsieur Barrès, ici, nous sommes en train de défaire l'œuvre de Bismarck et de Luther.

Mais ce beau travail rhénan avait besoin d'être appuyé par l'épée et l'esprit de Paris. Le Gouvernement, très velléitaire, gardera son esprit indécis, son épée au fourreau. Au milieu de 1922, la plus haute autorité militaire avait conseillé, si l'on voulait faire quelque chose, de le faire pleinement et rapidement : pénétrer en Allemagne par Mayence et la rive du Main, chercher l'armée allemande, si elle existait, la battre, entrer à Berlin, et dicter de là de nouvelles conditions.

Alors la plus forte puissance militaire de l'Europe, nous étions assez forts pour le faire. M. Poincaré ne l'a pas osé… Il a préféré la partie au tout, la Ruhr à Berlin. Nous nous sommes résignés à la Ruhr, et l'appui donné à cette expédition nous valut l'assassinat de Marius Plateau [20] par une fille de police, et le meurtre, plus cruellement raffiné, d'un enfant de quatorze ans et demi, Philippe Daudet, le propre fils de Léon Daudet [21].

---

[19] La conférence navale de Washington se tint à partir de novembre 1921, pour aboutir le 6 février 1922 au Traité naval de Washington qui limitait le tonnage de la marine de guerre des États-Unis, de l'Angleterre, du Japon, de la France et de l'Italie. (n. d. é.)

[20] Secrétaire général des Camelots du Roi et de la Ligue d'Action française, héros de la guerre où son attitude à Port-Fontenoy lui valut d'être appelé le « Décius français ». Marius Plateau fut assassiné à Paris le 22 janvier 1923. Son assassin fit appel, pour sa défense, à tout ce que les gauches comptaient d'anti-patriotes. Elle déclara avoir voulu protester contre les campagnes de l'Action Française qui demandaient l'exécution par l'Allemagne des clauses du Traité. (Note des éditeurs de 1945.)

[21] Philippe Daudet fut assassiné à Paris le 21 novembre 1923. Cette affaire, par plusieurs aspects et notamment par la participation aux deux meurtres d'un indicateur de police

Mais ces deux crimes impunis trouvaient M. Poincaré aussi glacé qu'il devait l'être devant les crises extérieures. Avant que la Ruhr n'eût donné le gros résultat financier escompté et lorsque cette occupation commençait seulement à payer, M. Poincaré la lâchait. Entre deux efforts, il avait choisi le plus faible, et en ratiocinant, il s'en désintéressait à moitié chemin.

De la Ruhr à Mayence

Enhardis, les Allemands envoyèrent, en février 1924, des cars chargés d'assassins armés jusqu'aux dents, qui, dans Pirmasens et Kaiserslautern, assiégèrent leurs compatriotes amis de la France, les brûlèrent vivants et retournèrent en triomphe dans leur pays sans être inquiétés. Barrès était mort en décembre précédent. Il ne vit pas cette catastrophe de l'honneur. Tous ceux qui l'ont connu disent que, lui vivant, Poincaré eût éprouvé les réactions de la conscience nationale ; mais, seul, sans conseil, ou assailli de mauvais conseils, Poincaré ne connut que la timidité, le respect humain et la fausse terreur des partis de la Gauche pro-allemande.

C'était pourtant l'heure psychologique. Hitler venait de se manifester pour la première fois dans l'émeute munichoise, aux côtés du quartier-maître-général Ludendorff. Il était temps de mettre le pied sur la mèche allumée du pangermanisme reviviscent. Mais la démocratie ne songeait qu'à préparer les élections du 11 mai 1924, le « dimanche noir ». Les partis de l'Étranger faisaient son jeu, car le premier pas accompli alors par Herriot, doublé de son « cher Blum », fut fait pour inquiéter dans leurs croyances les catholiques d'Alsace. Là encore, ils nous trouvèrent devant eux, et une immense réunion populaire à Strasbourg obligea le Cartel à rebrousser chemin. Nouvelle victoire de L'Action française pour la Patrie.

Les pages qui précèdent ont l'aspect d'un résumé d'histoire générale. Elles font la table des matières sur laquelle s'est exercée notre activité, soit de protestation, soit de correction et de ralliement. Il n'était pas de jour où nous n'eussions à expliquer comment Briand, qui revint vite au quai d'Orsay, recommençait son éternelle et fatale politique de concessions réelles en échange de mots écrits ou dits.

Nos réparations étaient sacrifiées, mais non pas nos dettes à l'étranger qui faillirent même être exigées. On laissait l'Allemagne se réorganiser et

---

nommé Le Flaoutter, est liée à l'assassinat de Marius Plateau. Les assassins voulaient venger les traîtres que les campagnes de Léon Daudet menèrent durant la guerre devant les conseils de guerre, et ils espéraient faire taire le père meurtri. (Note des éditeurs de 1945.)

même réarmer. Quand ce réarmement était signalé à Briand, « Rangez, classez ces dossiers », disait-il. Il laissait Stresemann raconter aux princes d'Allemagne qu'il avait fait des capitulations de forme, mais qui n'étaient que des « finasseries ». Le pacte Briand-Kellog n'avait-il pas mis la guerre au ban des Nations ? Et ne parait-il pas à tout ?

C'est pourquoi, en août 1929, à La Haye, intervenait un grave arrangement qui désagrégeait tout : l'évacuation de Mayence. « Mayence, la ville la plus importante d'Europe », disait Napoléon. Mayence, par laquelle on tenait l'Allemagne sous le canon français. Mayence qui signifiait la possibilité d'une marche foudroyante de nos armées. Mayence qui représentait encore la possibilité d'une supériorité de terrain pour un peuple de trente-neuf millions d'âmes soumis à la nécessité d'en contenir et d'en maîtriser soixante-cinq millions.

Tout notre hiver, à *L'Action française*, se passa à dénoncer la folie de cet arrangement monstrueux dont l'exécution était annoncée dans un semestre : Mayence ! Mayence !

Un peu rechignant devant les perspectives de l'évacuation de Mayence, Tardieu, qui avait succédé à Briand, ne laissait aucune espérance [22].

---

[22] Le temps passe et la nuit est tombée. Le président interrompt alors Maurras :

« Lorsque vous aurez terminé ce chapitre, vous voudrez bien vous arrêter.

— Je vous propose de terminer, répond Maurras ; j'entre dans un autre ordre d'idées. »

La séance est alors levée, et reprend le lendemain 25 janvier 1945.

Au début de l'audience, Maurice Pujo demande la parole pour rectifier un incident de la veille. Il s'agit d'un problème de dates concernant le soutien de la Milice à la Waffen-SS. Le président écoute un moment puis interrompt Pujo :

« Je vous interrogerai le moment venu ; vous pourrez me donner toutes ces explications. Monsieur Maurras a la parole. »

Maurras commence par quelques mots de recadrage :

« Monsieur le Président, Messieurs les jurés, avant de reprendre l'exposition d'hier, je vous demande la permission de vous apporter d'abord mes excuses pour la longueur de cet exposé. Mais il est absolument nécessaire de vous faire connaître l'essentiel et les accessoires de mon accusation. Par ailleurs je me permets d'insister pour obtenir de vous le maximum d'attention possible, car outre qu'il est, je crois, difficile de juger avant de connaître, il me semble que ce n'est pas seulement dans l'intérêt de l'accusé que je fais cette insistance, c'est aussi parce qu'il s'agit d'une question nationale qui vous est soumise en même temps que mon cas particulier. Vous savez que je ne suis pas un partisan de la démocratie, mais je suis un grand ami du peuple de France. Je veux que ce peuple soit mis au courant des circonstances de tout ce procès. Je l'ai caractérisé hier comme une véritable fumisterie, il ne faut pas qu'il soit une forfaiture. »

Puis Maurras reprend la lecture de son texte, non à l'endroit où il l'avait laissée, mais quelques paragraphes plus haut :

« Les pages qui précèdent ont l'aspect d'un résumé d'histoire générale. Elles font la table des matières sur laquelle s'est exercée notre activité, soit de protestation, soit de correction et de ralliement. Il n'était pas de jour où nous n'eussions à expliquer comment Briand, qui

C'était fait, réglé, signé, disait-il. Le malheureux ! Un véritable homme d'État, ainsi mis en rapport avec des nécessités vitales pour son pays, eût trouvé dix moyens juridiques et cent raisons politiques pour échapper à cette échéance cruelle. Il n'en fut rien. Nous multipliâmes les moyens d'avertissement. Un de nos collaborateurs, aviateur de guerre, qui était notre secrétaire de rédaction, inonda Paris de feuilles volantes adjurant les Français de ne pas consentir à la destruction de leur sécurité. Rien ne servit ; pas même l'avertissement que, les premiers et longtemps seuls, nous avions donné d'après des informations de source hollandaise sur les progrès cachés du parti hitlérien. Les renseignements donnés à Maurice Pujo, utilisés par lui, ne laissaient pas de doute ; ils étaient sûrs.

Une fois Mayence évacuée, le grand parti hitlérien se démasqua. L'évacuation est du 30 juin 1930 ; au bout de dix semaines, le 15 septembre suivant, cent dix députés nazis étaient élus au Reichstag. Stupeur de Paris, de la France, du Monde. Seuls les lecteurs de *L'Action française* ne furent pas surpris.

L'épée d'Hitler (1930)

Nous avons eu l'occasion de dire ce qu'était, dès son origine, la doctrine d'Hitler : celle de Fichte, celle du germanisme au XIXe et au XXe siècles. Mais il convient d'ajouter ce qui la doublait ; bien plus qu'un parti, autre chose : il y avait le Grand État-Major de l'armée allemande.

On a vu Hitler faire ses premières armes à Munich auprès de Ludendorff. Que l'on se rappelle maintenant la manière dont le vieux maréchal Hindenburg accepta de céder la place à Hitler. Et que l'on n'oublie pas les traits significatifs rapportés par M. Benoist-Méchin dans la première édition, non remaniée, de son livre *L'Armée allemande* quand, en pleine révolution de 1918, un ancien ouvrier sellier, Ebert, était président du Reich et téléphonait tous les jours au même Grand État-Major pour lui rendre des comptes ou pour lui demander des ordres ; cela fait entrevoir à l'arrière-plan de l'hitlérisme quelque forte tête militaire qui inspirait l'essentiel de son jeu et du jeu de son parti.

Ce parti est pangermaniste avant tout. Il est religieusement et historiquement convaincu de la supériorité raciale de l'Homme Allemand sur tout autre représentant de l'espèce humaine. Mais ce parti ne peut ignorer qu'il ne règne que par l'épée forgée par Blücher, Moltke et leurs pareils. En épargnant

---

revint vite au quai d'Orsay, recommençait son éternelle et fatale politique de concessions réelles en échange de mots écrits ou dits… »

(N. D. É.)

à leur armée la débâcle par l'armistice du 11 novembre 1918, en la faisant défiler sous des arcs de triomphe et des guirlandes de fleurs, en traitant ces vaincus de *victuri* (ceux qui vaincraient), le Grand État-Major exploitait à coup sûr les deux forces physiques de l'instinct allemand : rage de la défaite, volonté de la réparer. Nous ne sommes pas assez amis de l'Allemagne pour lui rendre le service de méconnaître ce qu'elle a de qualités militaires connues de tous ses ennemis ; elle est trop bête, ou, si l'on veut, trop bestiale pour savoir user de cette puissance, mais c'est là que vivent les sources de ses fortunes. Hitler et son parti ne sont pas mariés à la haute armée allemande, mais j'ai toujours conseillé aux bons esprits de ne pas compter trop facilement sur le triomphe fatal de l'antagonisme entre le Parti et l'Armée, entre Hitler et les Généraux. Leur union se défera certainement, comme l'unité allemande ; produits fragiles et cassants, ils ne se casseront pas tous seuls. Il aura fallu les casser.

Mein Kampf

Électorale et émeutière, parlementaire et militaire, la victoire nazie avait besoin de prendre des racines dans l'esprit public allemand. De là l'extraordinaire diffusion du livre de Hitler, ce *Mein Kampf* (*Mon Combat*), qui est donné d'office à tout couple qui se marie, comme la pierre d'angle de ce nouveau foyer. Mais ce livre comporte plusieurs pages pleines de haine et de menaces contre le peuple français. Il y avait le plus grand intérêt à faire connaître ce livre de ce côté du Rhin, d'autant que l'inquiétude commençait à gagner notre gouvernement et les partis qui le dirigeaient. Un jeune éditeur, Fernand Sorlot, fit faire une traduction de *Mein Kampf* et la mit en vente. On vit alors une chose inouïe : de Berlin, Hitler fit défense à la librairie française de vendre son livre et lui intenta un procès, procès qui fut plaidé devant nos tribunaux comme un procès de mur mitoyen sur on ne sait quelle législation de commerce international. Et Hitler gagna ce procès ! Et le Gouvernement n'intervint pas ! Et le Gouvernement de la démocratie ne vint pas dire qu'il s'agissait là d'un fait politique et national, question de salut public sur laquelle notre peuple souverain avait le droit de savoir exactement ce qui s'imprimait contre lui ! La traduction de *Mein Kampf* disparut des étalages, elle fut ensevelie dans les caves de l'éditeur et toutes les protestations que nous élevâmes n'y firent rien. Nous donnâmes un florilège dans nos Échos. Nous demandâmes une traduction complète officielle pour les écoles, tirée à des milliers d'exemplaires, pour apporter un peu de vérité au peuple français. Peine perdue ! Les Français restèrent condamnés à ignorer ce qui les menaçait de si près.

Déjà pourtant l'on se disait tout bas dans les « sphères » que la guerre des démocraties contre Hitler était fatale ; seulement le peuple qui devait en faire les frais n'était pas mis au courant des mauvais desseins de son ennemi.

Montée de l'Hitlérisme (années 1934–1935)

Dans l'opinion démocratique du pays, demeurée inquiète, on n'osait pourtant pas (habitude briande) avouer qu'il y eût menace de l'Allemagne. On disait menace hitlérienne, nazie, volontiers fasciste.

Mais le fascisme servait aussi à désigner les non-démocrates, les nationalistes français, comme alliés naturels de l'Internationale blanche, les « antifascistes » étant ou se croyant les alliés naturels d'une Internationale rouge en raison de leur similitude de doctrine ou, comme ils le disaient, d'idéologies.

Or, il faut faire ici trois observations.

1. L'Internationale rouge a déçu les démocraties : en 1914, quand les socialistes allemands marchèrent avec leur empereur, et en août 1939, quand les révolutionnaires russes marchèrent avec les hitlériens berlinois.
2. La similitude de doctrine entre hitlérisme, fascisme et nationalisme français serait ensuite à reconsidérer. Dans une certaine mesure, le fascisme italien, anti-capitaliste, anti-électif, anti-républicain (jusqu'à 1943) offre certains rapports avec nos idées. Rapports très limités : le fascisme mussolinien est profondément étatiste et centralisateur. Nous sommes le contraire. Pendant près de vingt ans, notre grand ami regretté, le marquis de Roux [23], en faisait de nombreuses et profondes critiques dans notre page économique et sociale du samedi. Si les idées de l'Action française comportent un État autoritaire, il est concentré dans des fonctions d'État, et il laisse leur champ naturel aux initiatives privées, à celles des communes, des provinces, des professions, des corps, compagnies et communautés ; la doctrine de l'Action française veut le roi, mais elle veut sous le roi, « les républiques », car elle est profondément décentralisatrice. Ces différences sont si graves qu'elles ne nous ont jamais permis d'admettre aucune identification sérieuse entre notre plan constitutionnel et les réalisations de Mussolini.

   Les différences sont encore plus fortes entre nos idées et celles d'Hitler. On ne prend pas garde qu'il a vaincu en grande partie par l'élection

[23] Le marquis de Roux a réuni dans sa brochure *Nationalisme français, Fascisme, Hitlérisme*, les conférences qu'il donna à l'Institut d'Action française sur ce sujet. (Note des éditeurs de 1945.)

au suffrage universel, car, en Allemagne, grâce à la doctrine fichtéenne et à l'éducation germaniste, la démocratie de 1930 était beaucoup plus nationaliste qu'en France ; le socialisme n'y a jamais été anti-patriote et anti-militariste comme chez nous.

3. Enfin, nous n'avons jamais cru que les États et les peuples dussent fatalement s'allier sur les similitudes de leurs statuts intérieurs. Il n'est rien de plus faux. Le roi très chrétien François Ier s'alliait au Grand Turc, les cardinaux de l'Église romaine, comme Richelieu et Mazarin, s'alliaient aux petits princes protestants d'Allemagne.

Au fort des diatribes démocratiques contre le fascisme, le vrai fascisme, le fascisme italien, nous avait rendu, en juillet 1934, un fier service lorsque Mussolini avait massé 60 000 hommes sur le Brenner contre Hitler et les hitlériens et avait ainsi arrêté leur marche sur Vienne.

Une Française patriote, la comtesse Joachim de Dreux-Brézé, se trouvait à ce moment en Tyrol autrichien dans un gîte estival tenu par des hitlériens qui l'avaient fait assister aux téléphonages et retéléphonages annonçant l'élan, le succès, puis l'arrêt, puis le recul de leur vague viennoise. Mme de Dreux-Brézé raconta ces heures dramatiques dans des pages d'une objectivité lumineuse et vivante. Notre *Revue universelle* les publia ; *L'Action française* l'appuya ; elles parurent en volume *Chez les nazis d'Autriche*. J'eus le très grand honneur d'en écrire la préface, mais pas un des organes officiels préposés à la direction morale du pays ne daigna prêter attention à cet avis fulgurant.

Quelque opinion qu'on eût de l'Italie, le fait attestait l'importance de ce pion sur l'échiquier européen. L'homme qui gouvernait l'Italie montrait de l'allure et de la décision. Il était de notre intérêt de le garder avec nous, de le garer d'un possible retour contre nous, de ne pas le jeter dans les bras de notre ennemi. Cela valait bien une distinction entre fascisme et nazisme.

Ah, *ouiche* ! On se moquait bien des alliances et des rivalités. C'était le moment où nous fatiguions la Belgique par le décousu de notre politique. Allait-on faire de même avec l'Italie ? Non, tout l'abord. M. Laval faisait le voyage de Rome pour offrir et pour livrer à l'Italie cent mille kilomètres carrés de terre française dans le Tibesti africain. Mais ce cadeau sans contre-partie ne donna pas une grande idée de son sérieux ! Le don fait, l'accord conclu, M. Laval se hâta de le rendre stérile : pour l'affaire d'Abyssinie qui nous regardait si peu, il lâchait l'Italie et courait l'Angleterre, tout en faisant mine de lâcher l'Angleterre pour l'Italie, et tout en proposant à l'une et à l'autre une cote mal taillée comme il s'en fait dans un couloir de Parlement. Ni l'un, ni l'autre n'en fut satisfait et M. Laval dut aller s'asseoir le cul entre deux selles sur le parquet glissant de ses accords avec M. Hoare.

La seconde avant-guerre (1934–1935–1939)

Devant cette prodigieuse accumulation de sottises, une certaine alarme devenait sensible : cet Hitler que l'on n'avait pas osé démasquer devant le pays, on le redoutait avec raison. L'aventure de Vienne avait montré qu'il était riche en mauvais desseins. Les gouvernants allaient-ils mettre leur conduite d'accord avec cette défiance ? Pas du tout ! Hitler n'eut que la peine de proclamer qu'il suffirait de lui rendre la Sarre, on n'aurait pas de meilleur voisin que lui. On le crut sans difficulté. Nous acceptâmes les conditions extravagantes dans lesquelles eut lieu le plébiscite sarrois et cette petite épaule de hauteurs, qui défendait encore un peu notre victoire, fut abandonnée. Heure grave ! Dès lors rien ne nous sépara plus du « vaincu », un vaincu près de deux fois plus nombreux que nous ! La collection de *L'Action française* pourrait montrer comment y furent soulignés les énormes périls de la situation.

La démocratie n'en tint aucun compte.

Renversement du pacifisme (1938)

À la vérité, le mur Maginot se construisait ; mais il ne pouvait faire le point de départ d'une offensive (à moins que de lui mettre d'inimaginables roulettes).

Or, écoutez-moi bien. Écoutez ce que *L'Action française* fut seule à signaler alors.

C'est au milieu de cette année cruciale où l'on abandonnait la Sarre que l'idée de faire la guerre, et une guerre offensive, est venue aux partis démocratiques français.

L'idée de faire la guerre avait été considérée jusque là par tous leurs Briand et leurs sous-Briand comme une impiété monstrueuse, aussi longtemps que nous avions eu les moyens de faire puissamment cette guerre grâce à l'occupation rhénane et grâce à Mayence, tant que l'on pouvait encore entrer en Allemagne, même tant que l'on commandait du haut de la Sarre un coin de la frontière allemande.

Ces éléments de force et de victoire nous permettaient alors de faire une guerre heureuse, ils nous le permettaient, et nous nous l'interdisions. Mais dès qu'on les eût perdus, on se mit à vouloir faire la guerre, à risquer la guerre malheureuse, comme si l'on eût désiré d'être battus.

La paix ! la paix ! bêliez-vous quand vous étiez forts.

Depuis que vous étiez faibles, vous hurliez : *la guerre ! la guerre !*

Une des plus ardentes campagnes de *L'Action française* fut donc menée contre ces anciens pacifistes tournés en boute-feux qui, dès septembre 1935, réclamaient la guerre à l'Italie ; dès juillet 1936, la guerre à l'Espagne blanche ; dès 1938 et 1939, à l'Allemagne, c'est-à-dire, pendant trois ans entiers, une bataille sur trois fronts. Dans l'année 1936, l'idée de guerre fait des progrès immenses. Une partie du Parlement y est acquise, c'est l'aile marchante du pays légal républicain. Cent quarante députés socialistes, radicaux-socialistes ou démocrates-chrétiens demandent par écrit des sanctions contre l'Italie, la bataille sans plus tarder.

Eh bien, ainsi placé sur cette pente roide de la guerre, sait-on quel est en 1936 le premier soin du Gouvernement responsable ? À propos d'une écorchure infligée à l'oreille de Léon Blum par des agents provocateurs policiers, le cabinet Sarraut, le 13 février, dissout toutes les ligues patriotiques et nationales. Admirable moyen de réchauffer l'énergie combattive du pays. Nouvelle édition, très originale, de la vieille « union sacrée ».

Le mois suivant, mars 1936, les Allemands violent le Traité, passent le Rhin en armes, s'établissent dans la zone qui leur était interdite. M. Sarraut lance de vains cocoricos. S'il en avait eu le moyen, il eût agi, mais que faire sans une armée ? Parler !

Il chante ! Il crie ! Il savait comme tout le monde qu'on ne fait pas la guerre à la veille des élections générales. Après, tout ce qu'on voudra ! Pas avant ! L'Assemblée Législative de 1792 était élue quand elle a déclaré sa grande et longue guerre le 20 avril. Napoléon III avait en poche les résultats du plébiscite quand il déclara la guerre en juillet 1870. M. Blum était d'humeur à guerroyer une fois sa majorité réunie. Ni lui, ni M. Sarraut n'étaient fichus de s'aliéner les urnes par des préparatifs de combat. Les Allemands s'installèrent donc où ils voulurent, comme ils voulurent. Ce fut une nouvelle position perdue, après la Sarre, après Mayence. Ce n'est pas notre faute si tout le monde vit alors quel fond l'on pouvait faire sur la politique républicaine et sur son énergie. La « femme sans tête », toujours !

Au mois suivant, élections de 1936 ! En exécution du serment juré le 14 juillet 1935 entre tous les partis qui comptaient parmi leurs chefs quelques complices de la grande escroquerie Stavisky, les communistes, les socialistes, les radicaux-socialistes, les démocrates chrétiens, allèrent au scrutin la main dans la main et cela composa une très belle majorité, et un ministère encore plus beau, celui de l'aventurier dénommé Léon Blum qui avait dit aux Français « Je vous hais ». On sait quels furent les ravages de cette révolution sèche du Front populaire, mais l'impuissance y fut encore supérieure aux dégâts.

Fin octobre 1936 fut exécuté dès qu'il fut définitif, sans une heure de sursis, le jugement qui me condamnait à la prison pour avoir voulu empêcher

de faire la guerre à notre ancienne alliée italienne qui venait de nous rendre un tel service sur le Brenner. Je ne me plains pas d'avoir fait les deux cent cinquante jours de prison qui me valurent la couronne civique décernée à *Magic-City*[24] au milieu d'un Paris beaucoup trop bienveillant. Je me servis immédiatement de ma liberté pour multiplier articles, réunions, conférences, où je dénonçai à la France les cruelles extrémités du bellicisme fou qui coïncidaient avec notre pitoyable affaiblissement.

Je ne me bornais pas à comparer nos évacuations de Mayence et de la Sarre à la libre occupation militaire du Rhin. Je montrais combien l'organisation de notre armée avait été systématiquement réduite par les gouvernements avancés qui s'étaient succédé après 1924, comme après 1932.

« Les gauches arrivent ! » avait alors crié le monde de Genève. Mais cette arrivée des Gauches, après avoir signifié le désarmement de la France, la plaçait sur la pente de la folie guerrière sans natalité, sans armée, sans alliance continentale assurée ! La guerre d'une armée polarisée tout entière sur la défensive, alors qu'il s'agissait d'aller protéger nos alliés de la Petite Entente[25], surtout qualifiés alors par le nombre et la gravité de leurs mésententes ou par la facilité avec laquelle ils avaient relâché leurs liens avec nous. Au surplus, pour les Polonais comme pour les Tchèques, que pouvions-nous ? Où était la grande armée de choc indispensable pour crever le mur Siegfried ? Mais surtout, ni l'état moral du peuple français, déçu par la *der des der*, ni sa population, après une saignée de deux millions d'hommes en quatre ans, n'autorisaient les effusions nouvelles d'un sang raréfié, ni des sacrifices nouveaux en vue de chimères. Alors, à quoi bon cette guerre ? On ne le voyait pas.

On voyait moins encore d'où venait cette métamorphose de moutons pacifistes en taureaux va-t-en guerre. Ces questions, portées aux quatre coins du territoire, n'ont jamais reçu de réponse de personne, jamais. J'ajoute que pour une fois, la presse officieuse, de l'Ordre à l'Aube, m'injuriait tant qu'elle pouvait ; jamais cette presse, dis-je, n'a complété ses outrages et ses menteries par une réponse directe à ma question : *Vous aviez votre armure et vous vouliez la paix ; vous êtes désarmé et vous voulez la guerre ?* Nul de leurs écrivains n'a pu expliquer pourquoi ils avaient tant tenu à ne point user de leur ancienne puissance et pourquoi ils nous ont poussés, lancés et précipités dans la guerre dès que nous avons été impuissants. Folie ? Trahison ? L'Histoire répondra.

---

[24] Le *Magic-City* était un vaste espace d'attractions foraines situé sur la rive gauche, face au pont de l'Alma. Diverses réunions politiques de masse s'y sont tenues. (N.,D. É.)

[25] La Petite Entente associait la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie. (N.,D. É.)

Nous ne bêlions pas à la paix quant à nous. Nous montrions seulement son extrême nécessité pour la France d'alors ; nous analysions objectivement la situation, nous démontrions qu'il nous était impossible d'intervenir pour le moment. Mais, connaissant l'Allemagne, nous concluions à la nécessité de précautions rapides pour un proche avenir.

Aussi chaque démonstration était-elle suivie d'une exhortation qui se résumait en un mot trois fois écrit en un caractère différent : *Armons ! Armons ! Armons !* Comment nous répondaient les partis de gauche ? Par des tracts de propagande accusant le budget de la Marine et de l'Air de rogner celui de l'École et des hôpitaux, ou en faisant grief aux gouvernants (pauvres gouvernants !) de marchander les grèves, les loisirs et les facilités, pendant que de jeunes attachés aux cabinets ministériels, comme ce Marceau Pivert [26], menaient en certains arrondissements parisiens de furieuses campagnes contre la défense passive ! En pleine élaboration de la guerre !

Toujours le désarmement ; toujours le programme des socialistes de 1914 sur « la folie des armements » !

Cependant, en septembre 1938, notre campagne énergique, affermie et secondée par l'opinion parisienne, avait obtenu le coup nul de Munich, ce qui était tout bénéfice pour le pays car alors nous étions encore moins prêts que nous ne devions l'être en 1939.

Mais peu après Daladier mollissait. Il finissait par grogner à son bonnet de nuit que la guerre était inévitable.

Or, au même moment, il se mettait personnellement au travers de nos campagnes pour l'armement.

Voici dans quelles circonstances :

C'était en juillet 1939. Je rentrais d'Algérie, ayant aperçu beaucoup de mauvais augures sur le ciel, la terre et la mer. Trois nécessités m'obsédaient à ce retour :

1. prouver à l'Italie fanfaronne notre fermeté en occupant Cheik-Saïd dans la mer Rouge, face à son Érythrée ;
2. prouver notre désir d'arrangement avec elle en lui faisant des offres susceptibles de l'intéresser dans l'Adriatique par une diplomatie capable de se faire écouter mieux que le vain ambassadeur que nous y avions envoyé ;
3. enfin, remédier en vitesse à notre éclatante infériorité aérienne.

J'avais d'ailleurs trouvé Paris ému de cette dernière et triste vérité partout affirmée, que nous n'avions pas assez d'avions.

---

[26] Marceau Pivert (1895–1958), figure historique de l'aile gauche de la SFIO. (n. d. é.)

— Alors, disais-je, fabriquons-en.
— C'est trop long, était-il répondu.
— Achetons-en...
— Nous n'avons pas d'argent.
— Alors, organisons une grande souscription nationale...

Et je lançai, en tête de *L'Action française*, l'idée de réunir de gros capitaux en vue d'assurer la liberté du ciel français. J'eus aussi l'idée de proposer cet appel à tous nos confrères, à nos confrères de toutes les couleurs, pour ne pas en rester aux quelques pauvres millions qu'aurait obtenus notre seul effort, afin d'obtenir en vitesse tous les milliards nécessaires. Or, le même Gouvernement qui déclarait la guerre inévitable, le Gouvernement qui savait mieux que nous notre infériorité aérienne, fit demander à tous les syndicats de presse de ne point adhérer à cette proposition. Était-ce parce que nous étions royalistes ? L'intérêt national aurait dû limiter l'esprit de parti. En tout cas, il était facile de faire reprendre la même proposition par quelque frère ou ami. Nous aurions applaudi et adhéré de grand cœur.

Le premier semestre de 1939 se passa en adjurations inutiles. J'avais eu l'occasion de dire et d'écrire, à plusieurs reprises, qu'Hitler était « l'ennemi numéro 1 ». Alors, me disaient les écervelés ?

Alors, répliquais-je, il suffirait de se connaître un ennemi numéro 1 pour lui courir sus ? Tout droit ? Comme ça ? sans s'embarrasser ni s'enquérir des temps, des lieux et des moyens ? L'histoire des années 1940–1944 nous a montré depuis que des pays aussi vastes, riches, peuplés que les États-Unis et l'Empire Britannique ont mis de longues années à mettre sur pied leurs moyens d'action proportionnés à l'objectif ; pendant de longues saisons, on les a vus résister aux instances de Moscou les sommant de créer un second front *hic et nunc* ! II n'était pas besoin de cet exemple de fait ; le plus simple bon sens, la plus grande raison auraient dû faire comprendre que l'on n'entreprend pas une guerre avant d'en avoir assemblé le personnel et le matériel.

Quant au risque d'être mis soi-même dans la nécessité de se défendre, mieux valait aussi le courir et attendre l'attaque de pied ferme en profitant du bénéfice moral de cette agression. En 1914, notre mobilisation fut enthousiaste parce que nous étions envahis. Les paysans auraient sauté sur leurs fourches pour repousser l'envahisseur. Chacun savait pourquoi il allait au front. La mobilisation de 1939, masquée de démonstrations superficielles, fut à peine correcte parce que l'on ne savait pas pourquoi ni contre qui l'on partait. Hitler ? Inconnu au corps ! On ne l'avait même pas laissé se faire connaître chez nous par son livre écrit contre nous. Le fascisme ? Le nom était honni des politiciens braillards, mais les politiciens ne font pas la guerre, et ceux qui la font ne sont pas des politiciens. Enfin, la « guerre des démocraties » n'enchantait personne, attendu qu'en France la démocratie

décevait tout le monde, et quant à ce qu'elle était ailleurs, à Londres et à Washington, on n'en savait à peu près rien.

Cela résume des colonnes et des colonnes de discussions que nous soutenions pour l'amour de la paix.

Nos quatre règles

Au fur et à mesure que les choses se gâtaient, nos positions étaient prises plus fermement.

Je les ai formulées à plusieurs reprises, en août 1939, en quatre propositions faciles à suivre ; on le vérifiera quand on le voudra.

1. Il ne faut pas faire la guerre.
2. Si elle nous est imposée ou si, malgré nos conseils, elle éclate par la faute du Gouvernement, faisons-la et faisons-la bien, à fond, de toutes nos forces. Gagnons-la. Pour la gagner : *Armons ! Armons ! Armons !*
3. Et si nous la gagnons. Ah ! alors pas de bêtises, arrangeons-nous pour mettre définitivement l'Allemagne hors d'état de nuire, c'est-à-dire usons des procédés qui l'y ont réduite autrefois. Car ce ne sont pas d'imbéciles conventions militaires comme celles d'après Iéna ou d'après 1918 qui seront efficaces, elles ont toujours échoué. Ce ne sont pas les grosses contributions que l'Allemagne finit par ne jamais payer, ni d'exaspérantes occupations sans objectifs bien déterminés. Commençons par renoncer énergiquement à ces nuées modernes, leur inefficacité a été flagrante. Usons de la méthode qui a donné un siècle et demi de tranquillité au peuple de France, et même à l'Allemagne jusqu'à Frédéric II : la méthode des traités de Westphalie, la destruction de l'unité allemande, le retour aux Allemagnes, la paix de Jacques Bainville, en un mot.
4. Pour arriver à ce résultat, au bon usage de la victoire, à l'obtention de la victoire, donnons à la guerre un objectif national, c'est-à-dire en dehors d'un anti-hitlérisme incompris et d'un esprit démocratique bien périmé : proclamons que nous visons la décomposition politique de l'ennemi.

Et, pour ces derniers mots, nous recevions de nouveaux paquets de sottises. Quoi ? Découper l'Allemagne ? avec un couteau de cuisine ? Il s'agissait d'utiliser les forces centrifuges dont elle est animée, le particularisme qui lui est naturel, mais on disait que nous allions irriter les Allemands ! Comme si on ne les irritait pas davantage en leur tirant des coups de fusil ! On nous accusait d'empêcher les savantes manœuvres qui allaient séparer le parti

d'Hitler du reste de l'Allemagne, comme si le parti hitlérien, né du fichtéisme, n'était pas le même que celui de l'unité et de la plus grande Allemagne ! Nous allions, disait-on encore, blesser ce qu'il y a de plus sensible au cœur de l'Allemand, comme si notre solution était capable de faire du mal à la moindre mouche allemande ! Comme si nous ne savions pas très pertinemment qu'il y avait en Allemagne de très nombreuses traces d'esprit particulariste et de séparatisme total ! La circonstance était favorable, car l'exclusion des Juifs d'Allemagne avait privé le parti unitaire d'un grand nombre de partisans dévoués : n'étaient-ils pas, avant 1914, citoyens et électeurs du grand Reich, mais sans l'être des divers *Landstags* des États particuliers ?

Il suffisait de lire nos paroles. Elles tenaient compte de tout ce que nos bellicistes insensés oubliaient ou niaient sans raison.

La Russie (août 1939)

Au milieu de ces discussions, éclate, véritable trait de foudre, un événement qui aurait pu illuminer l'opinion des pires crétins : le traité du 22 août avouant l'alliance de l'Allemagne et de la Russie. Nous n'avions pas cessé de dire que cette alliance était latente mais tenait toujours (renseignement particulier d'un Alsacien patriote), que le traité de Rapallo (1922) avait été plusieurs fois renouvelé à Berlin et qu'au surplus il fallait se souvenir du nom que donnait Bainville à la Pologne : il l'appelait le trait d'union entre les deux grands empires du Centre et de l'Est. Tant que la Pologne ne serait pas de nouveau partagée entre eux, il fallait prévoir leur accord. Après ? ce serait autre chose ! Pour le moment, l'union était fatale. Et voilà cette fatalité qui éclatait, qui se vérifiait, qui foudroyait nos contradicteurs. Conséquence immédiate : toute possibilité théorique d'un grand allié de l'Est disparaissait. Ceux des partisans de la guerre à qui restait un atome de bon sens avaient professé jusque là que, sans cette grande alliance, la guerre devenait impossible, la Pologne n'étant pas assez armée, son armée n'étant pas assez mécanisée, ses cinquante régiments de cavalerie ne pouvant faire face à un ennemi bardé de chars et d'avions, elle serait vite mise hors de cause et nous aurions à supporter seuls tout le poids aggravé de l'Allemagne accrue, renforcée et enivrée de sa victoire. Mais ces demi-sages se turent ou ils oublièrent leur demi-sagesse. Plus l'idée de la guerre devenait folle, plus ses partisans étalaient d'aveuglement et de fureur, d'aveuglement contre le bon sens, de fureur contre nous qui n'arrêtions pas de le leur rappeler.

Nos adjurations : le sursis !

Il importe de concentrer ici quelques-uns des derniers avis qui furent donnés par *L'Action française* entre le 23 août et le 3 septembre 1939.

Le 26 août 1939, nous transcrivions l'avis d'un chef militaire « aussi réfléchi qu'informé », montrant que ce que nous entreprendrions sur le Rhin coûterait très cher, nous affaiblirait cruellement et ne servirait de rien à la Pologne.

C'est exactement comme si quelqu'un prétendait enfoncer avec sa tête un mur solidement maçonné pour secourir quelqu'un que l'on égorgerait de l'autre côté de ce mur. Conclusion : surseoir ! Surseoir !

Tout ce qui est de cet ordre crée le répit, donne le délai, permet de recueillir et de réorganiser nos forces ; tout ce qui sursoit au stupide va-tout des impulsifs et des passionnels crée une supériorité manifeste en faveur des armes de la Patrie. Est-ce que l'on va rejeter au gouffre ces puissances de l'avenir ?

Et l'avis avait commencé comme il finissait :

Qu'on se hérisse de défenses, qu'on mobilise ou qu'on remobilise, qu'on se trouve sur tous les points. C'est naturel, c'est nécessaire. Il serait criminel de ne pas faire là-dessus tout ce que recommande l'information lucide et le calcul exact. Mais marcher avant que l'on ait marché sur nous, c'est une autre affaire.

Et trois jours après, le 28 août 1939, nous recommandions le parti « d'armer, de réarmer, de surarmer et d'attendre l'arme au pied ». Nous émettions la crainte « qu'une offensive inopportune nous casse les reins pour cent ans »... J'ajoutais notamment qu'il ne fallait pas souhaiter à la France « une nouvelle hécatombe ».

Entre le parti de laisser durer ou grandir la plus dangereuse des Grandes Allemagnes et le parti du massacre auquel on nous rue, je suis d'avis de laisser courir les délais.

Mourons, certes. Il convient de mourir pour la Patrie après avoir vécu pour elle, mais, comme le disait le très beau mot du général de Castelnau aux manœuvres d'avant-guerre en 1913, il faut « mourir puissamment » et tout beau trépas doit servir.

Le trépas sans puissance est d'inanité pure et de pure imbécillité, le trépas de Gribouille ne peut pas comporter d'honneur.

Tel a été le ton et le sens de nos adjurations des suprêmes minutes. Le sursis ! Le temps de s'armer ! Le temps qu'ont su prendre depuis l'Angleterre et l'Amérique, mais que nous n'avons pas pris nous, parce que nos politiciens n'y réfléchirent pas.

L'imprudence de Daladier

Pendant ce temps, nos bellicistes soutenaient qu'Hitler jouait au poker, faisait du *bluff*, n'avait en vue qu'une politique de prestige sans réalité. M. Chamberlain déclarait qu'il ne ferait la guerre ni pour Dantzig, ni pour la Pologne, mais pour les principes supérieurs, pour sa religion, pour son idéal, dans le genre de la guerre de propagande révolutionnaire où la France s'est épuisée de 1792 à 1815.

M. Daladier ajoutait à cette guerre de principes, une guerre de prétendu réalisme ; honneur de notre parole, secours nécessaire à donner à nos alliés, alors qu'il savait bien ou devait bien savoir que les moyens matériels de ce secours nous échapperaient comme ils nous échappèrent en effet.

Il n'était pas armé. Il n'armait pas. En 1915, on avait stimulé l'armement ; des improvisations fructueuses avaient l'inconvénient d'enrichir bien des intermédiaires marrons, de susciter de mauvais nouveaux riches, mais aussi l'avantage de faire abonder les armements. On avait du moins des canons et des munitions. C'est en 1939, toujours désuni et désarmé par le Front Populaire, que le Gouvernement Daladier eut l'idée bouffonne de limiter tant qu'il le pourrait les gains, et, par conséquent, la production des industries de guerre. Mais, pas de gain, pas de produits guerriers. Un très grand industriel, fort peu intéressé à susciter des concurrences, mais Français avant tout, M. de Wendel, monta à la tribune du Sénat pour démontrer combien de telles limitations étaient stupides et funestes. Il aurait aussi bien fait de chanter. Encore si le travail officiel normal eût suivi un cours régulier ; mais les usines nationalisées raréfiaient et amoindrissaient leur rendement.

Pour mesurer quelle fut l'imprudence de M. Daladier, il faut se rappeler que l'état précaire de notre aviation ne fut officiellement discuté et reconnu que six mois après la guerre déclarée, à la séance du comité secret de la Chambre du 9 février 1940 à laquelle M. Fernand Robbe [27] vint dire : « L'Allemagne a 4 000 avions en première ligne, 3 500 avions en seconde ligne. Nous, combien ? 800. » Le ministre Guy La Chambre soutint que nous en possédions 2 300. Ce calcul était plein de petites ruses et de grosses tromperies. En admettant son chiffre, il restait que l'ennemi avait 7 500 avions, cinq mille deux cents de plus que nous. Encore faut-il supposer que de septembre 1939 à février 1940 nos fabrications d'aéronautique avaient dû faire quelques progrès sur leur chiffre au jour de la déclaration de guerre. Quel était alors ce chiffre ? Personne ne put le dire. Il ne pouvait qu'être inférieur même au chiffre de 800 donné par M. Robbe.

[27] Député radical de Seine-et-Oise. (N. D. É.)

Telles sont les négligences, les présomptions, les ignorances et les imprudences que nous combattions de toute notre âme en nous opposant à la déclaration de guerre de 1939.

Décidé à passer outre à nos adjurations répétées, Daladier fit son possible pour les étouffer.

1. Le 27 ou le 28 août, M. Meyer. chef de la police judiciaire, fit appeler mon cher ami, Maurice Pujo, pour lui dire que Daladier l'avait chargé, lui, Meyer, de faire une démarche auprès de lui pour arrêter ma campagne à moi. Pujo répondit que nous assumions toutes nos responsabilités. Que le Gouvernement prenne les siennes, et s'il veut arrêter la liberté de la presse, qu'il rétablisse la censure.
2. Daladier rétablit alors la censure, et son premier soin fut de caviarder toute la page de *L'Action française* où je renouvelais mes instances afin qu'il attendît, qu'il armât, qu'il rétablît nos alliances.
3. Or cette censure précédait la déclaration de guerre. En 1914, la presse était restée maîtresse de penser ce qu'elle voulait sur la guerre et sur la paix. En 1939, nos boute-feux claquaient des dents à la pensée de se voir arracher leur chère *guéguerre*. Nos journaux, s'ils avaient été libres, auraient suffi à parer le malheur, nous y étions décidés. Enchaînés, l'instrument nous manqua et Paris ne put être alerté comme il l'eût fallu.

Devant l'immensité de malheurs variés qui, depuis cinq ans, se sont abattus sur la France, il n'y a pas au monde un patriote raisonnable qui puisse contester le bon sens de notre opposition, la justice de nos réserves et refuser de regretter qu'on ne les ait pas écoutés, et qu'on n'ait pas aussi redoublé les préparatifs, en armant, réarmant, surarmant. Une véritable usurpation du pouvoir exécutif brusqua les choses ; la guerre fut déclarée le 3 septembre 1939.

La guerre est déclarée

La première des quatre règles que nous nous étions imposées tombait donc par force majeure. Nous ne pouvions plus l'observer.

Nous mîmes en vigueur la règle n° 2, en continuant de penser aux règles n° 3 et 4.

Règle n° 2 : il faut gagner la guerre, donc aider à tout ce qui peut y aider en soutenant, en affermissant le moral du pays :

– Faire confiance au Gouvernement quel qu'il fût.
– Le presser de réagir contre toutes les insuffisances de la démocratie.

– Réprimer le sabotage communiste.
– Veiller aux intrigues des partis.

Nous avons été avec le Gouvernement toutes les fois qu'une question s'est posée entre lui et les partis.

Mais, en vertu même de ce soutien généreux et gratuit que nous lui donnions, nous l'avertissions cordialement des points faibles.

Il avait compté sur l'enthousiasme de la guerre contre l'hitlérisme. Il avait été déçu. L'Allemagne pouvait inquiéter les Français ; le nazisme ne leur faisait ni chaud ni froid. De même, répétons-le, la fameuse « guerre des démocraties », ce refrain ; les combattants n'étaient pas démocrates et les politiciens démocrates ne combattaient pas spontanément ou fort peu, ou fort mal, et beaucoup, comme les communistes, désertaient ou sabotaient. Il a fallu quatre ans d'occupation rigoureuse et tyrannique pour réveiller la flamme de l'esprit, de l'action et du langage patriotique dans les partis de gauche.

Il fallait donc alors, de toute nécessité, rappeler, de temps en temps, nos règles n° 3 et 4 pour donner à la guerre un objectif national, intelligible à tous les nationaux : la destruction de l'unité allemande. Là-dessus, les idées de Daladier étaient sans cohérence. Pendant que nous nous occupions de faire de la propagande à cette idée en Angleterre au moyen d'Anglais amis, Daladier passait sans raison d'une idée à l'autre. Un jour, il faisait caviarder mes éclaircissements sur l'unité allemande ; un autre jour, il donnait l'ordre de me laisser faire. Je n'ai pas cessé de lui crier : *si vous faites la guerre, faites-la bien, et, pour la gagner, donnez-lui un objectif français, accessible aux Français. Les vôtres n'émeuvent qu'un nombre insignifiant de nos combattants. Il ne faut pas que cette guerre soit faite seulement par devoir de notre côté, mais par passion comme elle l'est du côté allemand.*

Daladier et ses hommes n'ont jamais compris cela. Ils n'ont pas compris non plus notre suggestion initiale et perpétuelle : *Pétain ! Pétain !* La guerre doit être faite par des gens qui savent la faire ; même à l'État-Major, ni Pétain ni Weygand ne furent employés à temps.

Quand, en 1940, Paul Reynaud succéda à Daladier, il ne se montra pas plus intelligent que lui sur l'objectif de la guerre, mais nous le louâmes d'avoir enfin appelé le maréchal Pétain, et M. de Gaulle pour les mêmes raisons.

Pour donner une idée du loyalisme national avec lequel j'ai soutenu alors le Gouvernement, et sur les points les plus délicats, il faut retenir un fait :

Quand les malheurs de mai 1940 commencèrent à montrer notre évidente infériorité en matériel, sur la terre comme aux cieux, en tanks comme en avions, je n'ai pas démordu de ma campagne que l'espérance était militaire. Je citais tous les bruits que je pouvais recueillir sur la façon dont il était possible, par des moyens de fortune, de balancer les engins allemands, d'arrêter leur

pointe rapide en les cernant sur leurs ailes. J'écrivais entre autres choses, en tête de ma « Politique », le 9 juin 1940, au moment où tout allait mal :

Ce qui sauve et sauva

Les caractères de la bataille de France participent de deux difficultés qui tiennent au nombre et au terrain. Le terrain : nous sommes envahis. Le nombre : il essaie de nous submerger.

Un troisième facteur était escompté par l'ennemi : les machines. Mais, plus rapidement que ne l'avait prévit l'ennemi, si l'on n'a pu opposer char à char, ni aile à aile, des mécaniques analogues out été trouvées et mises en place qui ont réparé exactement et parfois annulé notre infériorité théorique.

De toute évidence, les lacunes de préparation n'ont pu être suffisamment comblées par l'habile détour d'improvisations merveilleuses. Il n'est point de baguette de fée qui supplée au temps et à l'effort continu, et notre vieil *Armons ! Armons ! Armons !* n'a point trouvé d'écho durant plus de quinze ans, mais les choses guerrières ne sont pas tellement assujetties à la royauté du matériel qu'on n'y puisse créer en vitesse ces équivalents efficaces auxquels l'homme ajoute son multiplicateur, et qui le multiplie lui-même. Quand on racontera l'essentiel des journées de mai dernier où le 75 et l'artillerie lourde purent intervenir au secours de certaines déficiences, on connaîtra une belle page de l'histoire militaire de la patrie, et l'on aura de plus un trait de lumière éclatante sur la manière dont les choses humaines sont quelquefois menées par ce qu'il y a de plus humain dans l'homme : l'Esprit.

Charles Maurras.

De telles pages de résistance et d'espérance invincible nous ont valu, depuis, pendant quatre ans, de longs fleuves d'injures vomies par la presse pro-allemande de Paris.

Je n'ai pas cessé d'en être très fier. L'écrivain ne se bat pas. Son rôle n'est pas d'affaiblir le moral des armées ou des populations, mais, au contraire, de le fortifier en portant au plus haut point la foi, le courage, la volonté de vaincre et en donnant aussi soi-même l'exemple d'une imperturbable fidélité. En 1914, quand von Klück approchait, je refusai de quitter Paris parce que Galliéni avait déclaré devoir le défendre jusqu'au bout. Un des compagnons du Gouvernement d'alors, dans sa fuite à Bordeaux, m'ayant conjuré par écrit de le suivre parce que Paris allait être réduit en cendres, je répondis que j'aimais mieux être dessous que dehors.

En 1940, nous n'avons quitté Paris qu'absolument assurés que Paris ne serait pas défendu.

À Poitiers et à Villefranche-de-Rouergue

En quittant Paris, le 10 juin 1940, nous étions allés imprimer le journal à Poitiers ; il y eut six numéros. L'avant-dernier était encore consacré à la rubrique « l'Espérance est militaire. »

En voici le texte :

L'espérance est militaire

Ce titre n'est pas d'aujourd'hui.

L'Action française le récrit en ce 12 juin 1940, du rocher de Poitiers, où elle a dû se transporter, mais il avait été inscrit il y a vingt deux ans, en mars 1918, dans une de ses éditions parisiennes, sous la menace d'une première émigration presque décidée.

Le moment était dur, en effet. Anglais et Français venaient d'être coupés par une terrible ruée allemande, qui se dirigeait sur Paris. À peine savions-nous qu'au même instant, il se tenait à Doullens une réunion de chefs tout à fait décisive ; l'unité de commandement allait être constituée, Foch prenait le commandement général. Dans notre ignorance de ces deux grands bonheurs suprêmes et sous les coups de la fatalité prétendue dont on prétendait nous accabler, notre raison et notre cœur s'accordaient à répondre qu'une seule pensée devait y faire face : la pensée de l'Armée, de notre confiance en elle, et de ce que cette confiance avait d'exclusif. Elle, oui, mais seule. Hors de l'Armée française et de la victoire qui emporterait tout, tout était perdu, la guerre, la paix, tout, disions-nous, ou bien l'Armée allait tout sauver.

L'espérance était donc militaire à ce moment-là.

Elle l'est très exactement de même aujourd'hui (1940).

Et j'ose dire plus encore.

Car nous avions affaire, en 1918, à un empereur romantique avec lequel il n'eût pas été tout à fait absurde ni fou d'imaginer, peut-être, dans un vague peut-être, quelque système de composition et d'arrangement de paix et d'accord plus ou moins susceptible d'être tenu.

Ici, rien de pareil. Ni pacte, ni traité, rien, rien : le joug. Nous avons devant nous une horde bestiale et, menant cette horde, l'individu qui en est la plus exacte et la plus complète expression.

Nous avons affaire à ce que l'Allemagne a de plus sauvagement barbare, c'est-à-dire une cupidité sans mesure et des ambitions que rien ne peut modérer, des visées politiques, sociales, morales dont nous avons à peine une idée. Les biens, les personnes, les libertés, les vies sont également menacées par cette horde et son système d'un nivellement tel que rien, rien, rien ne saurait en rester ni libre, ni sauf.

Cette maison, ce jardin, cette chemise, ce travail, ce chant, cette idée, tout doit être volé, interdit, arraché, broyé. Si nous cessions de mettre notre espoir dans notre armée, on ne verrait plus ni force naturelle, ni médiation morale à quoi se confier, femmes, enfants, vieillards exposés aux mêmes exactions, aux mêmes violences que les propriétés. Ce qui s'est vu dans la Roumanie en 1918 et dans la Pologne en 1939 se reverrait dans la France de 1940 et des années suivantes si notre armée était vaincue ; chacun devrait désespérer également de tout et d'abord de tout ce qu'il croit posséder et de ce dont il se figure pouvoir disposer. Il n'est plus pour nous libérer que les armes telles qu'elles sont maniées par la partie armée de notre peuple et par ceux qui l'instruisent au plus noble des arts : cet art de protéger la seule garantie de la vie civile.

Ceux qui connaissent l'Allemagne hitlérienne, ceux qui voient les progrès du germanisme essentiel, savent que je n'exagère rien. Le malheur de mes paroles, ces temps derniers, n'est certainement point d'avoir poussé les choses au noir, c'est que leur vérité, si exacte fût-elle, n'ait pas été admise par la légèreté et le scepticisme courants. Il y a des années que nous poussions ce cri d'alarme qui n'a guère été cru que d'un petit nombre d'esprits prévoyants et réfléchis. Nous voilà au bord d'un abîme. Qu'est-ce qui nous en sépare ? L'armée. Telle est notre seule espérance. Notre espérance est militaire. Elle seule, répétons le.

On peut se fier à nous là-dessus. Personne n'a été plus opposé que nous à la guerre.

Quelque prétexte qui fût invoqué depuis 1935 et de quelque doctrine juridique et morale qu'elle fût coloriée, nous avons passé des mois, des saisons, des années à crier et à recrier : *Non, non et non !* Je feuilletais hier le dossier de nos articles d'août 1939 ; ce sont, à la lettre, de longs aboiements pour la paix.

Mais nous prenions soin d'ajouter :

Attention, cette guerre, si elle vient, que nous l'imposions ou qu'on nous l'impose, il faudra (mais il faudra absolument) la faire jusqu'au bout et jusqu'à la victoire, ou (refrain) tout sera perdu de tout ce qui peut être récapitulé de nos libertés, de nos biens et de nos personnes, comme de la sûreté de nos vies.

De manière ou d'autre, la guerre est venue. Et, telle quelle, il faut la faire dans ces conditions précises. Nul avenir ne nous est permis que dans le bonheur de nos armes. Nous n'avons de garantie qu'en nos magnifiques soldats et dans leurs grands et admirables chefs.

Charles Maurras.

Soit dit en passant, un des documents de l'accusation nous impute à ce moment-là l'état d'esprit de « capitulation ». En lisant cette page des 11–13 juin 1940, on prendra conscience de l'énormité du mensonge dont on veut nous éclabousser.

C'est dans le dernier seulement de mes articles de Poitiers que, averti de l'avis du général Weygand et de la décision du maréchal Pétain, dans ma consternation profonde, je déclarai pourtant faire confiance aux plus compétents et aux plus glorieux des experts. Il eût été stupide et ridicule, en effet, de superposer notre compétence à celle du vainqueur de Verdun. Il eût été anarchique de substituer notre volonté à la volonté du Chef ; il eût été insensé de ne pas mettre au premier rang de tous les impératifs la volonté de salut public par qui peut en connaître les conditions.

Nous étions surpris de la rapidité avec laquelle le Maréchal faisait écouter l'autorité de sa parole. Nos pronostics sur la fureur barbare du vainqueur étaient un peu contredits sur ce point ; l'armistice entrevu ne nous dépouillait pas de tout, il allait nous laisser, avec une zone libre, la flotte, l'Empire, la souveraineté juridique et morale. Cet armistice du Maréchal nous laissait dans la condition de traiter avec le vainqueur, condition qui n'appartenait alors, observa une revue anglaise, à aucun autre des peuples vaincus jusque-là par Hitler. L'armistice du Maréchal, signé dans l'honneur, entre soldats, créait une situation qu'il fallait utiliser pour le bien de la France.

Cela valait mieux qu'une guerre à outrance comme celle de Gambetta dont M. de Gaulle a lui-même fort bien signalé les erreurs.

Cela pouvait avoir le même résultat heureux pour la France qu'eut pour l'Allemagne l'armistice du 11 novembre 1918, celui qui permit au vaincu d'alors de se relever, de se renforcer.

IV — Prise de position au lendemain de nos désastres

Telles sont les raisons irréfutables qui dictèrent la déclaration du 26 juin 1940 [28], rédigée à Villefranche-de-Rouergue, où nous étions repliés et que nous confiâmes à l'agence Havas repliée à Bordeaux.

Voici le texte de cette déclaration :

> À la première rumeur de l'armistice, *L'Action française* élevait à Poitiers, où elle paraissait, le cri qu'elle répétera en reprenant sa publication : « Fou, et fou à lier serait n'importe quel Français qui voudrait substituer son jugement à celui qu'ont émis les compétences militaires des Pétain et des Weygand. Ces deux grands Français avaient sous les yeux tous les renseignements sur ce qu'il importait de savoir. Absolument personne ne pouvait en juger comme eux. Que des spécialistes aigris élèvent leur murmure, ce n'est qu'une offense au bon sens. De tous ceux qui voudraient poursuivre la lutte à outrance, pas un n'ignore maintenant qu'elle est impossible sur le territoire de la métropole ; ils veulent la réfugier dans nos colonies. Cela équivaudrait à abandonner la France et à la livrer tout entière. Quand la reverrait-on ? Peut-être jamais.
>
> Ce point militaire réglé, tout est dominé par la question nationale. Ceux qui ont le sens de notre passé se demandent si nous ne sommes pas tombés au degré le plus bas de l'Histoire de France. Eh bien, nous en remonterons si nous gardons le sentiment essentiel et vital de notre unité.
>
> Unité française d'abord ! Dans l'unité tout peut revivre. Mais si nous avions le malheur de nous diviser, même avec l'illusion de faire face à l'adversaire victorieux, cette division ne profiterait jamais qu'à lui.
>
> Nous n'avons d'autres chances que dans le maintien fier et fort de l'unité nationale incarnée par le maréchal Pétain et ses collaborateurs.

[28] Cette déclaration fut reproduite par presque tous les journaux.

> Pour triste et dure que soit la situation, une chose peut l'aggraver et c'est la déchirure de la tunique de la Patrie. Or ceux qui tendent à ce crime sont précisément les responsables de cette guerre mal préparée, ceux qui nous ont fait perdre en dix mois l'effort de dix siècles. Contre les nécessités douloureuses auxquelles la raison solide et le cœur fidèle sont bien contraints de se résigner, les mêmes responsables font un déchaînement de patriotisme verbal dont il n'est pas difficile de comprendre le sens…

Je pensais à M. Mandel et à ceux qui se trouvaient sur le pont du *Massilia.*

> Il s'agit de servir des causes fort peu nationales : l'oubli de leurs erreurs, les intérêts de leurs partis et les manœuvres de l'Étranger.
>
> Unité française d'abord ! C'est le seul axe et la seule colonne de l'espérance. Nul Français digne de ce nom ne peut perdre de vue cet axiome fondamental. Tout notre avenir de peuple en dépend.
>
> Charles Maurras.

L'armistice de 1940

Le souci de l'avenir et de cette condition d'avenir : l'unité française, est ce qui dominait en effet dans notre esprit.

Nous pensions, comme Galliéni, comme Foch, qu'il fallait se battre jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'au dernier point de l'utilité pour la victoire et la puissance. Nous ne pensions pas qu'il fallût pousser toujours cette guerre à outrance. Là, répétons toutes les explications nécessaires.

La guerre à outrance de 1870 consistait à chanter en septembre qu'on ne céderait pas un pouce de territoire ni une pierre des forteresses, à rejeter les conditions, en somme modérées, proposées par Bismarck (cession d'un morceau de l'Alsace et contribution de deux milliards), tout ce tapage pour devoir, cinq mois plus tard, céder toute l'Alsace, une partie de la Lorraine et payer cinq milliards. Quant à l'honneur ? L'honneur, d'abord, avait été sauvé à Saint-Privat et à Reischoffen. L'honneur n'a rien gagné au siège de Paris, au campement des Allemands aux Champs-Élysées ni à la Commune de Paris et au second siège qui en est sorti.

Si les adversaires européens de Napoléon Ier avaient fait la guerre à outrance sur ce modèle, il ne leur serait pas resté un soldat ni un canon pour prendre leurs revanches de 1812, 1813, 1814 et 1815.

Si les Allemands de 1918 avaient fait la guerre à outrance, ils auraient été encerclés et faits prisonniers par Foch, Pétain et Castelnau, pendant que Franchet d'Espèrey serait entré à Berlin. Ils n'auraient pas pu se réorganiser et préparer leur revanche de 1940.

Un armistice conclu à temps, même une paix désavantageuse, permettent, en réservant l'honneur, de sauver l'avenir. L'armistice de 1940 sauvait l'avenir avec de larges morceaux du présent.

Là-dessus, Messieurs, je vous demande la permission de répondre en quelques mots à l'étonnant *factum* lu hier par M. le greffier. On me reproche une « confiance folle », une « confiance mystique » dans le maréchal Pétain. On me dit : Vous avez parlé du « miracle Pétain », vous avez parlé d'un « homme providentiel » !

Messieurs, je ne suis pas un plagiaire ; j'ai l'habitude de laisser à chacun ce qui lui appartient.

Eh bien, le « miracle Pétain » n'est pas de moi, mais de quelqu'un de beaucoup plus compétent pour parler de miracles, il est du Pape lui-même. C'est le Pape Pie XII qui, avec son expérience des choses surnaturelles, mais aussi avec sa grande sagesse naturelle, l'a dit. Le Pape Pie XII sait, lit, parle, écrit sept langues vivantes ; il a parcouru dans sa longue vie de diplomate le monde entier ; il a été nonce dans les deux Amériques. Dans cette culture magnifique, le Pape Pie XII possède une expérience de la langue française peut-être inégalée ; pour extraordinaire que cela soit parmi les théologiens romains, il aime Bossuet malgré son gallicanisme. J'ai été très content, très fier de me trouver d'accord avec lui sur Pétain. Le « miracle Pétain », c'est un terme du Pape[29].

Maintenant, quant à « l'homme providentiel », il faut descendre d'un degré, ce n'est pas non plus un mot de moi ; il est du doyen du corps diplomatique, c'est-à-dire du nonce du Pape qui a dit au Maréchal : « Vous êtes l'homme providentiel. »

Il y a d'autres propos, d'autres formules que l'on a appliquées à Pétain et que j'ai souvent répétées ; ce fut notamment au moment où le président Roosevelt commençait à dessiner clairement la tendance de sa politique qui était l'alliance complète avec l'Angleterre. À ce moment-là, Roosevelt envoyait quelqu'un au maréchal Pétain pour le féliciter de son « œuvre magnifique ».

Enfin, au banquet de Clermont auquel nous avons assisté, Pujo et moi, dans l'hiver 1941–1942, banquet présidé par l'ambassadeur des États-Unis, l'amiral Leahy. L'amiral, après avoir écouté les discours français, a remercié le Maréchal et a conclu en buvant — à la santé du Chef de l'État ? Pas du tout ! Il a dit : « Au maréchal Pétain, votre héros national. »

---

[29] À la reprise de l'audience, M. Maurras tint à préciser : « Je voudrais compléter ce que j'ai dit tout à l'heure au sujet du mot pontifical sur le *miracle Pétain* en vous disant ma référence. Le mot a paru chez notre confrère *Le Nouvelliste*, de Lyon, dont vous savez les sentiments catholiques, et celui qui l'a rapporté ne sera pas inculpé de maurrassisme, puisqu'il est à la fois bergsonien et démocrate. » (Note des éditeurs de 1945.)

Vous pensez bien, Messieurs, qu'après Roosevelt, l'amiral Leahy, le nonce du Pape, le Pape lui-même, j'aie pu m'abandonner très tranquillement, en toute sûreté, à mon admiration naturelle, profonde pour le maréchal Pétain !

N'oubliez pas Verdun, n'oubliez pas son rôle dans la victoire finale, son intervention dans le Rif, son ambassade à Burgos et Madrid. C'est un homme qui a toujours réussi parfaitement, et la magnifique parole par laquelle il faisait don de sa personne à la France m'avait profondément ému de la part d'un vieillard de quatre vingt-trois ans.

Voilà le secret de mes adulations pour le Maréchal.

Sens de l'armistice : les deux armistices

Mais il faut que je vous apprenne une chose qui n'est pas un secret, mais qui est un peu trop ignorée : il y a eu deux armistices.

Ceux qui ont suivi le 26 juin 1940 le maréchal Pétain pensaient avec Danton que « l'on n'emporte pas la Patrie à la semelle de ses souliers ».

Les concessions du Maréchal étaient celles que font tous les vaincus. Mais il gardait, en sus des réalités substantielles, la possibilité de toutes les réorganisations à l'intérieur. On n'a pas assez remarqué, en outre, qu'en sauvant l'honneur national, le Maréchal gardait aussi le respect de nos alliances. À Bordeaux, au fort de la crise, l'ambassadeur d'Angleterre, Sir Ronald Campbell, demande dix fois à nos ministres : « Et votre flotte ? Elle n'est pas livrée au moins ? — Non et non ! » On lui en renouvelle dix fois au moins la certitude. Elle fut confirmée par les faits : la flotte ne fut pas livrée, la flotte nous resta, et, deux ans et demi plus tard — novembre 1942 — pour ne pas être livré à l'Allemagne, ce qui restait de cette flotte s'est sabordé.

Tel a été le double honneur de l'armistice. Tels en étaient les profits qui eussent été durables s'il eût été respecté par d'autres comme il l'a été par le Maréchal, qui lui a conservé sa valeur de pacte devant les Anglais comme devant les Allemands.

Le Maréchal a toujours refusé à ceux-ci la collaboration militaire contre l'Angleterre. Il leur a toujours refusé les points d'appui méditerranéens, Bizerte, Toulon, qu'ils demandaient, et prétendaient même exiger. Il a fallu qu'on l'en eût dépossédé lui-même pour que les Allemands puissent s'y établir.

Or, à peine conclu, cet armistice trouva immédiatement devant lui deux ennemis : l'Angleterre et le parti franco-allemand.

L'Angleterre

La position des Français ralliés autour du Maréchal, vis-à-vis de l'Angleterre était bien nette.

Le soir même du jour où fut lancée notre dépêche à l'agence Havas, je me trouvais chez un homme politique républicain qui avait réuni à l'occasion de mon rapide passage chez lui un certain nombre d'adhérents de L'Action française. Comme j'ai eu plusieurs occasions de le raconter, l'un d'eux me posa une étrange question. Il me dit (je reprends ses termes authentiques) :

— Si l'Éternel vous donnait le pouvoir de choisir entre l'Allemagne et l'Angleterre, de quel côté pencherait votre balance ?

— Pour l'Angleterre, répondis-je sans hésiter. L'Allemagne reste l'ennemi numéro 1.

Nous étions, redisons-le, au 26 juin. Huit jours après, le 3 juillet, la flotte anglaise venait canonner nos vaisseaux ancrés, presque désarmés, à Mers el-Kébir, tuait plus de quinze cents matelots français, sans raison, sans utilité ; la flotte ne devait pas être livrée, il n'y avait aucun sujet de présager qu'elle pût l'être et, en tout cas, les Allemands ne pouvaient venir la chercher là où elle était.

Eh bien, Mers el-Kébir n'a rien changé à l'armistice du Maréchal.

Le Maréchal n'a pas livré la flotte.

Il n'a pas fait la guerre à l'Angleterre.

Il n'a pas fait de collaboration militaire avec l'Allemagne.

Mais quelque chose a été changé dans nos rapports moraux avec nos anciens alliés.

La balance, qui était pour l'Angleterre, n'a pas été infléchie pour l'Allemagne.

Elle a été en équilibre entre eux, il y avait un ennemi numéro 1, il y a eu *ex aequo* un ennemi n° 1 bis.

On répond à cela : c'était la guerre. Oui… mais la guerre à la France.

L'Angleterre a cru devoir continuer cette politique, qui lui aliénait beaucoup de Français.

Elle attaqua Dakar. Elle attaqua la Syrie, l'Afrique équatoriale française, plus tard Madagascar. Elle organisa une guerre coloniale qui prit bientôt les proportions d'une guerre civile. Et l'Angleterre organisa à la radio une prédication quotidienne de propagande injurieuse contre la France continentale, et l'État, et le Maréchal.

C'était pour notre bien, diront ses amis. D'autres continuent à penser que notre bien apparaissait étrangement subordonné au sien. On admire qu'elle ait fait un si grand tour pour attaquer l'Allemagne, sa voisine dans la mer

du Nord ! On est également surpris que notre bien comportât tant de maux pour nous.

Avant la transformation de notre territoire métropolitain en champ de bataille, la ruine de Toulon et de la Normandie, le bombardement de tant de nos villes, l'incendie de vastes pays, le grand circuit de notre empire colonial (qui a pris beaucoup de temps, et nous a ravi beaucoup de possessions lointaines) était propre à éveiller les plus légitimes défiances. Cependant, jamais les fidèles de l'armistice du Maréchal n'ont demandé, ni le Maréchal n'a fait, comme il eût été possible, la guerre à l'Angleterre. On s'est borné partout à la défensive locale pure et simple. Ce dont la presse pro-allemande de Paris se montra toujours irritée.

Ni ces outrages d'un côté, ni ces brutalités de l'autre, ne sont parvenus à nous repousser du côté de l'Allemagne.

Dans la presse, la même défensive était aussi pratiquée, en réponse à la radio. À ses diffamations quotidiennes, il fallait des réfutations appropriées. C'était un devoir, Nous n'y avons pas manqué. Nous ne sommes jamais allés au delà de notre droit, soit que nous maintenions la qualité d'indépendance et de souveraineté de l'État français dont le Maréchal était le Chef, auprès duquel l'Amérique même fut longtemps représentée, soit que nous ripostions aux calomnies des émigrés par les qualificatifs juridiques que leur infligeait l'autorité légitime de notre pays.

Et (refrain) ni ces polémiques, ni les coups matériels et sanglants portés par l'Angleterre n'ont fait livrer ni la flotte, ni les points d'appui naval que réclamait l'Allemagne. Quant à la défense de l'Empire, elle tenait dans le mot de Weygand : « Ni aux uns, ni aux autres. » Il est impossible de concevoir un programme plus loyal d'une part, plus patriotique de l'autre. C'est celui auquel s'est tenu strictement le Maréchal et nous derrière lui : observer l'armistice envers et contre tous.

V — Le parti Laval
Le parti allemand
L'armistice pour tout livrer

Mais nous parlons de l'armistice du Maréchal, de l'armistice national, de l'armistice destiné à sauver ce qui pouvait être sauvé.

Il y avait un parti pour qui l'armistice devait consister à tout livrer.

Il est impossible d'avancer dans cette direction sans nous arrêter sur celui qui a tout faussé et tout perdu : M. Laval.

M. Laval est un homme d'une rare habileté dans tous les cas où ses intérêts personnels directs sont en jeu. Il était sans le sou, il s'est acquis une fortune. Il était inscrit sur le carnet B comme anarchiste en 1914, il est allé à Kienthal [30] pendant l'autre guerre, il s'en est tiré au point de devenir l'idole des conservateurs et même d'un certain nombre de nationaux. Son avant-dernier chef-d'œuvre fut, en juin 1940, de surprendre pendant quelques mois la confiance du Maréchal et, grâce à son expérience des milieux parlementaires et à son bagout politicien, de se faire confier la deuxième place de l'État. Son dernier chef-d'œuvre est de s'être, en fin de compte, un peu refroidi avec le parti franco-allemand représenté par Déat, de manière à se ménager un bon alibi d'anti-germanisme.

M. Laval est un pilote excellent pour sa barque, détestable pour le vaisseau de l'État.

Dès que l'intérêt personnel immédiat ne l'aiguillonne plus, M. Laval est réduit aux ressources de sa cervelle, ignorante et bornée. On n'a jamais vu se donner carrière une pareille incapacité politique. Sa retenue des 10% à la veille des élections suffisait à coaliser contre lui les fonctionnaires et à faire élire le Front populaire. J'ai donné plus haut l'esquisse de sa politique anglo-franco-italienne et n'ai pas dit tout ce que je pourrais dire de sa stupidité. Sa

[30] Kienthal est une station touristique de l'Oberland bernois où s'est tenue en avril 1916 une réunion internationale de socialistes opposés à la guerre, pour la plupart dissidents de leurs partis nationaux. (N. D. É.)

politique allemande de 1935 était plus stupide encore. Il venait, pensait-il, d'ébaucher les éléments d'une alliance défensive contre l'Allemagne. C'était, disait-il, l'excuse de son accord avec Moscou, qui devait lui permettre d'aller jusqu'à Berlin... Et il y est allé, l'animal !

D'où notre parabole de la battue au sanglier. *Le chef de la battue, M. Laval, a recruté les meilleurs fusils du canton. Ils ont donné leur accord. Alors, M. Laval court à la bauge dire :*

— Voulez-vous être de la battue, Monsieur du Sanglier ?

Tout 1938–1939, il s'est empêtré dans ses contradictions. Elles étaient si fortes que le parti franco-allemand n'eut aucune peine à le mettre sur son triste pavois.

En 1940, il prit la tête du parti de l'armistice. Non pas pour tout sauver ; je rappelle que nous avions deux armistices. Mais du parti de l'armistice pour tout livrer.

À notre premier voyage à Vichy, 11 ou 12 juillet 1940, Laval nous fit de grandes avances, à Pujo et à moi. Nous fûmes froids. Il nous dit : « Donnez-moi vos hommes, je travaillerai avec eux. » Nous nous bornâmes à répondre que nous pouvions mettre à sa disposition un grand juriste qui pourrait l'aider dans toutes les questions de droit national et international, le marquis de Roux. Ce nom le mit en fuite. Il nous recommandait de ne plus parler des Allemagnes, de peur qu'on ne parlât des *Frances*, comme si c'était la même chose ! Il nous raconta que, dans les trois mois, les Allemands allaient jouir dans la zone occupée d'une popularité irrésistible et que c'était le plus grand danger que la France courait ; qu'il fallait se mettre à la botte des Allemands à tout prix... Ces bêtises, ressassées, achevèrent de nous faire juger l'homme.

En septembre 1940, nous communiquâmes au général Weygand, qui la lut en conseil des ministres, une lettre admirable de la baronne François de Lassus dont le mari, président de la Ligue d'Action française, était tombé trois mois plus tôt au champ d'honneur. Cette lettre protestait contre la radio de Laval qui faisait pression en faveur des Allemands. En riposte, la censure de M. Laval voulut nous frapper pour notre attitude, mais la mesure prise contre le journal provoqua un incident au conseil des ministres, et sur la protestation personnelle du Maréchal, la suspension fut rapportée ; M. Montigny, secrétaire général à l'Information, nous téléphona par ordre ses excuses de l'erreur.

Quelques jours après, au terme d'une discussion avec Maurice Pujo, il nous autorisait à arborer notre manchette permanente : « La France, la France seule ».

Et *L'Action française* la garda pendant quatre ans, en dépit des fureurs qu'elle provoquait dans les deux partis de l'Étranger, le pro-anglais et le pro-

boche. Mais c'est avec ceux-ci qu'il fallait en découdre tous les jours, car le parti pro-allemand, par Laval, tenait toutes les commandes.

Aucun doute n'était plus possible. Le parti d'un armistice qui livrait tout s'était organisé auprès de M. Laval et de ses journaux.

Cette presse avait deux pôles. L'un, officieux, patelin, « modéré », représenté par l'*Inter-France* de M. Dominique Sordet ; l'autre, tapageur, excité, véhément, par *L'Œuvre* de M. Déat. L'entre-deux était garni, comme il convient, des dupes ou des complices. Un trait commun les marquait tous : faire litière de tout sentiment d'honneur français. M. Montigny pouvait dire dédaigneusement que la politique de la dignité valait ce que l'on appelait la politique de la fermeté, en août 1939 !... Mais ce que l'on rebutait nommément, à tout coup, c'était l'idée que l'on peut revenir de cette défaite. Elle était définitive, acquise, éternelle.

L'armistice du Maréchal, l'armistice sauveur, réservait particulièrement l'avenir. Il emmagasinait et conservait précieusement des forces. Or, c'était celles mêmes dont on faisait fi ouvertement. Non seulement l'armistice était une « fiction », la ligne de démarcation, un mot, l'empire, la flotte, des termes sans réalité, mais toutes les conditions étaient tenues pour révocables « *ad nutum* », la bonne volonté du vainqueur étant tenue pour règle de tout ; mais on se précipitait au devant de l'Allemand pour lui faire les offres de services qu'il ne demandait pas ou qu'il ne songeait même pas à demander. L'armistice n'était pas conclu pour éviter de tout perdre ; d'après ces gens c'était le don total du pays à ses vainqueurs du jour.

N'était-il pas stupide, aimait à dire M. Laval, de se battre tous les vingt ans entre voisins ? D'abord, l'on ne s'était pas battu tous les vingt ans !... Et le moyen aussi de toujours se battre était de mendier un servage humiliant, donc exaspérant, donc générateur de nouveaux conflits !...

On a vu plus haut quelle importance ma jeunesse et mon âge mûr avaient accordé à l'idée de revanche, qui avait été, vingt ans, une « reine de France ». Le mépris qui lui était ainsi prodigué suffisait à éveiller mon attention. Dès que j'eus pris connaissance du numéro d'Inter-France du 1er août 1940, c'est-à-dire à la mi-août, j'écrivis à son directeur, M. Dominique Sordet, la lettre suivante :

Limoges, le 15 août 1940.

À M. Dominique Sordet.

Monsieur,

En traversant Vichy, j'ai lu votre *Inter-France* du 1er août.

J'ignore absolument quand *L'Action française* sera à même de reprendre la publication de la chronique musicale dont vous étiez le titulaire, mais une chose est bien certaine : l'auteur de ce numéro

d'*Inter-France* ne remettra plus les pieds chez nous, on n'y retrouvera plus une signature déshonorée.

La page affreuse que vous avez signée est-elle de vous ? Je voudrais en douter. Les termes que vous employez à l'égard de l'Allemagne, ceux dont vous croyez accabler les « patriotes jaloux », ou encore des « super-patriotes impénitents », tout cela ne fait que rappeler le mot du prince de Bülow :

— Nous n'avons pas demandé la tête de Delcassé, on nous l'a offerte.

Vous voilà donc, Monsieur, en 1940, à peu près comme Rouvier en 1905 : un de ces Français qui offrent à l'Allemagne ce qu'elle ne demande même pas.

Au bout de quelques semaines, Rouvier se repentit ; il disposait de ce délai. Vous a-t-il été laissé à vous, Monsieur, et à vos misérables inspirateurs ? Ou bien le mal, qu'en des circonstances critiques, vous aurez fait délibérément à la France, ne sera-t-il pas devenu définitif et sans remède ?

Non content de courir au-devant des vœux du vainqueur, non content de porter vos offres au delà de ses exigences, vous voulez encore, Monsieur, que l'on coure et que l'on offre comme vous. Vous osez même accabler de sarcasmes prétentieux les Français qui refusent de rien imiter de votre bassesse ; ils ne comprennent pas, dites-vous, ils ne connaissent pas... Et vous, qu'est-ce que vous comprenez ? Qu'est-ce que vous savez, misérable ?

Vingt fois, ces dernières années, j'ai été tenté de souligner quelques-unes de vos niaiseries ou de vos platitudes.

J'ai cédé aux instances des amitiés qui intercédaient en votre faveur.

J'étais trop bon !...

Cette fois, il s'agit de patriotisme et d'honneur, autant et même plus que d'esprit politique. On ne saurait se contenter de sourire et de laisser faire.

Adieu donc, Monsieur, soyez heureux et, comme vous le dites, confiant sous l'étendard de votre collaboratrice et de votre protectrice, l'Allemagne victorieuse.

Vivez avec elle, dans un « accord » sans « réticence », enivrez-vous de tous les élixirs de son « bon vouloir ». Nous nous honorons de nous tenir à l'écart, pour rester entre Français dignes de ce nom.

Il est impossible de vous saluer, croyez-moi.

Signé : Charles Maurras.

Voilà la lettre, et voilà comment, à *L'Action française*, on écrit aux partisans de l'Allemagne.

En même temps, *L'Action française* annonçait à ses lecteurs le renvoi de M. Dominique Sordet. Pour que l'on ne crût pas à une exécution de pure forme, je demandai le remplacement immédiat du critique musical. Objection : il n'y avait guère de comptes-rendus musicaux à faire à ce moment-là à Limoges. Le successeur de M. Sordet, l'éminent musicographe Joseph Canteloube, fut prié de faire une chronique musicale régulière des « Chansons populaires de France ». Cette intéressante série s'est prolongée durant plus d'une année.

Après M. Dominique Sordet, ce fut le tour de M. Déat. Voici le document qui le concerne : c'est une lettre écrite, le 2 septembre 1940, à M. Tixier-Vignancour, chef de la Radio nationale, sur ses écrits politiques, en réalité en réponse à une lettre d'excuses du 27 août où il confondait mes positions avec celles de M. Déat.

> Limoges le 2 septembre 1940.
>
> Cher Monsieur,
>
> (...) Cette lettre apportait une bonne nouvelle : vous changiez de place les citations Déat, et vous en modifiiez le volume qui était scandaleux. Malheureusement, ce scandale a recommencé avant-hier 31 août, midi.
>
> En vérité, tout ce qui réfléchit se demande ce que c'est que cette politique de suicide. Comment pouvez-vous laisser un adversaire évident de la France et de l'ordre social prendre cette licence publique de tout remettre en batterie contre vous : vous, État français, vous, État non marxiste, vous, adversaire de la lutte des classes, de l'anti-patriotisme et de l'antimilitarisme, et vous aussi, Tixier-Vignancour.

(C'était un patriote.)

> Par la plus grosse des ruses, cousue de fil rouge, on dénonce les « survivants d'un régime quelque peu bousculé », et vous ne voyez pas que c'est ce survivant qui mène le bal contre vous ? Sait-on lire à la Radio ?
>
> Ce que vous me dites de la convergence des thèses de Déat et de moi en 1939 est obligeant, conciliant, et petit être pris pour de la politique. Ce n'en est pas, parce que c'est faux. Le refus de « mourir pour Dantzig » est d'un homme qui songe à des mouvements publics, à des « remous », comme il dit, tendant à des refus de services et à des mutineries militaires pouvant tourner à la révolution devant l'ennemi. Les termes qu'il emploie le montrent tout à fait dépourvu du sens de la dignité de la France et du respect de soi.
>
> Nous ne convergions nullement avec lui lorsque nous disions, nous, la simple vérité objective : que pouvions-nous pour la Pologne ? Rien.

Nous subissions un cas de force majeure, mais sans contester qu'il fallût mourir pour Dantzig si on eût pu mourir utilement et puissamment, sans abdiquer, comme Déat, tout esprit de prévision politique, sans nous aveugler, comme lui, sur l'évidence énorme du péril européen constitué par les progrès de l'Allemagne hitlérienne. Jaurès s'y était montré déjà résigné en 1913 ; rappelez-vous sa conversation avec Barrès retour du Levant. En 1939, Déat s'y était résigné comme son triste maître.

Notre position, seule politique, seul digne d'un national comme vous, Monsieur Tixier-Vignancour, maintenait toutes les précautions et toutes les mises en garde, armement, réarmement, surarmement, alliances, tout ce que la position Déat refusait, explicitement ou non.

C'était donc le jour et la nuit. Nous pensions à l'avenir en même temps qu'au présent, au lieu qu'il niait puérilement le danger ou se figurait pouvoir le conjurer par des figures de rhétorique. En fait, il le remplaçait par un autre ; celui d'une guerre intérieure, non moins perdue pour l'ordre et l'intérêt de la France. La manière dont M. Déat disait « Pas de guerre » était exactement celle de ces Jaurès et de ces Caillaux qui, entre 1902 et 1914, cédant tout, les colonies et l'armement, rendaient inévitable la grande guerre.

Refuser de distinguer entre deux pensées aussi opposées que celle de M. Déat et la nôtre, sous prétexte qu'elles aboutissent aux mêmes conclusions verbales, ne représente qu'un réalisme tout fictif et, encore une fois, verbal. Si vous regardiez un peu attentivement les choses, soyez sûr que vous y verriez très distinctement les idées.

Je ne reproche pas à M. Déat de venir de Genève, ainsi que vous semblez le croire, c'est son affaire. Je reproche à l'ancien ministre de l'Air du cabinet Sarraut, de faire perpétuellement abstraction de la France, en tant que Nation, et de s'en f… littéralement. Ne me dîtes pas qu'à une autre époque de sa vie, il a porté les armes avec honneur ; M. Gaston Vidal[31] aussi. Tous les deux ont su se débrouiller pour se faire payer *cash and carry.* Vous avez le devoir de ne pas être dupe de ces marchands.

Mais il se trouve que notre polémique est exploitée et amplifiée par l'ennemi, ce qui, dites-vous, a les conséquences les plus désastreuses à l'intérieur et à l'extérieur. Eh !… croyez-vous qu'il fût besoin de mes répliques pour donner à l'ennemi les moyens d'amplifier et d'exploiter les thèses de M. Déat ? Elles étaient faites sur mesure pour son intérêt, son plaisir, son utilité essentielle. Et à qui la faute ? À vous d'abord. Vous aviez la censure, vous pouviez arrêter au passage les infamies pro-

[31] Gaston Vidal (1888–1949), député de l'Allier, secrétaire d'État à l'enseignement technique et promoteur des Jeux olympiques de Paris en 1924, avait fait une brillante guerre puis fut condamné en 1935 pour son rôle actif dans l'affaire Oustric. (n. d. é.)

boches de M. Déat. Ce n'est pas à mes répliques, trop modérées encore, que le mal a pu commencer. Votre police, vos services d'information auraient dû vous faire entrevoir le double effet du scandale de M. Déat ; il donne raison aux calomnies de la radio de Londres, il recrute à la douzaine des partisans à M. de Gaulle. Ce n'est pas tout ; le peuple français, moins bête qu'on ne le croit, se montre sensible aux carnages publics que font les marxistes de son honneur et de ses intérêts vitaux. Il a donc ressenti une angoisse qui lui fait dire : Alors, le Gouvernement n'a pas changé en France ? Le nouveau vaut l'ancien et la seule différence est que M. Déat le livre aux Boches, alors que M. Mandel le livrait aux *Angliches* ? Injustice ? L'injustice de la douleur ! Elle serait impardonnable si vous n'aviez si malheureusement pardonné tout à M. Déat. Vous pouviez écraser dans l'œuf sa récente manœuvre, et vous le deviez. Vous ne l'avez pas fait. Le seul coup de frein efficace est venu de nous. Parce qu'on nous savait amis du Gouvernement, la rude opposition faite à Déat a permis de conclure que ce révolutionnaire mal repenti n'était pas toujours aussi maître du nouveau jeu qu'il l'apparaissait tout d'abord, et qu'il restait possible que son briandisme fut écrabouillé à temps.

La collaboration avec l'ennemi, me dîtes-vous, n'est pas seulement, comme je vous le disais, possible, vous la déclarez nécessaire et inéluctable. Eh, mon Dieu ! Ne nous attribuez pas des sottises pour les réfuter plus commodément. Personne, parmi nous, n'a jamais empiété sur les terres du nécessaire et de l'inévitable. L'*ananké* [32] n'est pas en cause, ni son acceptation loyale. Vous devriez le voir. Reportez-vous aussi aux lignes qui précèdent. Je ne reproche pas à M. Déat de donner ce que nous ne pouvons pas refuser, mais bien de livrer ce qu'il nous appartiendrait de réserver et de défendre. Je lui reproche d'ajouter à la nécessité subie les offres d'une immonde et stupide liberté, la sienne, qui vaut celle de M. de Gaulle. Le malheureux met tout sur le tapis, et il l'y jette, il l'y précipite, voici-voilà, comme une marchandise qui lui appartiendrait. Il court au devant de l'occupant, le tire par les basques pour mieux faire prendre la mesure de ses espérances, de ses larges vues, de ses intentions, dignes du plus cocu des libéralismes internationaux. Tout cela, d'ailleurs, de la force des ruses de Gribouille, des mathématiques de Calino et de la portée d'esprit d'un pédagogue à grand bagout.

Ce Kérillis pro-boche fait donc illusion ? Vraiment ? À qui ? Et qui peut en être dupe ? Il suffit de le lire. Et l'on se convainc du volume de ses maladresses. En admettant, ce que n'admet aucun Français honnête, qu'à la politique du clan des « *yes* » doive succéder celle du clan des « *ja* », la raison suffit encore pour établir qu'il faut distinguer

[32] Transcription du grec : la nécessité. (N. D. É.)

cette politique en soi d'un programme publié, étalé, affiché. Il y a une différence ! Autre chose est faire, autre chose parler. Je sais bien que ces Roumestan ne peuvent avoir une idée sans monter à la tribune sans vociférer ou sauter sur leur stylo pour la gribouiller. Et cela joue le réalisme !

Il n'est pas un maquignon de village pour ignorer qu'annoncer des concessions a pour immanquable et immédiat effet de gonfler les exigences du partenaire averti. Il est idiot de supposer qu'il va se contenter de ce qu'on lui offre. Il sautera dessus, il s'en emparera, et, comme déjà sien, s'y établira solidement, pour s'élancer de là et demander autre chose. Cela est une évidence si monstrueuse que j'ai honte de vous l'écrire. Votre Déat et ses amis sont d'abominables gâte-métier.

Leur campagne dont il semble que vous soyez dupe et victime réunit les quatre caractères :

– *de l'indignité morale,*
– *de l'imprudence politique,*
– *de l'imprudence diplomatique,*
– *et de la plus énorme faute de psychologie qui puisse être commise sur le caractère allemand.*

C'est coquet, c'est complet, c'est de quoi nous demander si le programme de la Radio française est d'apporter une belle eau bien claire, bien limpide, au moulin des deux radios ennemies.

Voilà l'essentiel de ma réponse. Je ne demande pas mieux que d'aller la compléter de vive voix à Vichy. J'y serai vers la fin de cette semaine. Les explications orales peuvent aider à dissiper tous les malentendus. Mais ce qui précède doit vous être évident. Les fautes commises sont encore réparables. Il ne faudrait pas s'y enfoncer, ou gare la fin ! Vous aurez abouti à tout ce que vous ne voulez pas et vous en pleurerez des larmes de sang, ce qui, croyez le bien, ne sera pas pour consoler quelqu'un qui a donné beaucoup d'avertissements de ce genre, que l'on n'a pas voulu écouter, et que l'événement n'a que trop cruellement approuvé, au grand malheur de notre Patrie.

Au moment de vous dire que j'ai l'honneur de vous saluer, il me tombe sous les yeux une véritable image d'Épinal dont la grossièreté devrait tout régler. Lisez le commentaire incroyable que les gens d'*Inter-France* viennent de donner au projet de reporter sur notre frontière pyrénéenne le contrôle postal qui s'était installé à Moulins. Ce projet est ce qu'il est. Il peut avoir des avantages ou équivaloir à la situation présente. Mais les malheureux ont imaginé de superposer à ce dispositif matériel, qui est quelconque, des *motifs* désastreux.

Savez-vous ce dont argue *Inter-France* ? De ce qu'il appelle la fiction de l'indépendance de la zone libre ! Soit. Et de vous à moi,

c'est une fiction. Hélas, nous le savons autant que ce crétin, le Boche peut y faire ce qu'il veut, on ne nous l'apprend pas. Mais ce n'est pas à nous de l'écrire, ce n'est pas à nous de dire publiquement au Boche que l'Armistice est chose qu'il puisse transgresser à son gré et à son aise, et que ce seuil légal ne sera pas défendu. Le bon sens dit au contraire que notre rôle doit être de nous accrocher à toutes les moindres stipulations de l'armistice, sans laisser croire un seul instant que nous ne les prenions pas au sérieux et que ses clauses puissent être contestées et minimisées. C'est le *b-a ba* de l'affaire. Sans quoi leurs négociateurs auront beau jeu de répondre aux nôtres : « Eh mais, vous le savez bien, puisqu'une agence officielle l'a dit et écrit chez vous. »

Pourquoi dit-on ainsi ce qu'il ne faut pas dire ? Est-ce donc pour faire ce qu'il ne faut pas faire ? Devant l'énormité de la faute commise, on est tenté de se demander s'il n'y a pas là une ébauche de trahison.

J'espère que non. Pour expliquer ces traits de catastrophique stupidité, il suffit de cœurs gâtés par l'ignorance, l'irréflexion, la fatuité, la présomption, le pédantisme, le manque d'éducation et d'instruction, les habitudes d'esprit du marxisme et du briandisme, l'inhabitude totale de concevoir les intérêts objectifs de la Patrie.

Mais, ici, permettez-moi de vous dire, Monsieur, que s'il paraît tout naturel de voir un Déat déatiser, avec l'appui de tous les Montigny caillautisants de la Censure, il nous est pénible qu'un Tixier-Vignancour le soutienne par la voix de sa Radio.

Hier encore, 1er septembre, à midi, cette Radio nous a largement répercuté l'article ridicule où M. Déat se proposait comme négociateur de la Paix…

Est-ce assez… ? Ces trois points couvrent un monosyllabe de sens très fort. J'ai toujours désapprouvé l'emploi péjoratif d'un terme qui ne signifie rien que d'agréable, mais je vois comment il peut être appliqué à une politique insensée. Cela veut dire une passivité absolue et l'aptitude à se laisser manœuvrer au plaisir du tiers et du quart. J'ai le droit et même le devoir de ne pas désirer ce destin pour un État français revenu à ses fins nationales qui, lui, doit tenir et agir ferme, jouer serré, et se donner la peine de songer aux conséquences des choses, des actes et des mots…

Ces pages, déjà longues, n'ont pas à être étendues d'une demande d'explication sur un mot de vous qui m'a étonné. Il ne suffit pas de dire qu'on vous a bien mal renseigné, il n'y a jamais eu de kérillisme autour de moi, il ne peut donc en rester.

Veuillez agréer, cher Monsieur, l'expression de mes sentiments les plus distingués et dévoués.

Signé : Charles MAURRAS.

P.-S. - Je lis *L'Œuvre* d'aujourd'hui lundi.

> « Il y eut le plan incliné de la victoire. »
>
> Vous m'effrayez par ce plan incliné de cette nouvelle défaite dans quelque folie suicide[33]. Je fais ce que je peux. Vous devriez y réfléchir en toute objectivité. Hélas !

Par la date (été 1940) et par leur sens, ces deux lettres sont capitales. Dans la seconde, toute la tactique du parti pro-allemand est déjà résumée. Dès août 1940, M. Déat est accusé de livrer et *d'offrir ce qu'il faudrait réserver et défendre*, et de tout précipiter sur le tapis voici-voilà, de tirer l'occupant par les basques pour faire le contraire de ce que sait et fait le moindre maquignon de village, offrant plus que le Boche ne demande et invitant le Boche à élever encore ses prétentions.

– *Indignité morale.*
– *Indignité politique.*
– *Indignité diplomatique.*
– *Énorme faute de psychologie sur le caractère allemand.*

Ma polémique contre M. Déat et son parti a reposé sur ces quatre chefs.

Toute la polémique de *L'Action française* excitait beaucoup de sympathie à Vichy dans l'entourage du Maréchal. Mais la thèse de M. Déat avait la caution de M. Laval qui le protégeait, au grand scandale du général Weygand dont les sentiments étaient connus.

Déat finit par lâcher pied. Il quitta Vichy pour Paris. Mais le clan Laval, soutenu par l'Allemagne, fit envoyer Weygand en Afrique du Nord. Cela ne changea pas d'une ligne la politique du Maréchal. Même, cela la fortifia, car Weygand pratiqua à Alger, la formule « Ni les uns, ni les autres », qui gardait tout à la France. Il ne livrait rien.

C'est pourquoi, Monsieur le Président, Messieurs les jurés, nous nous adressâmes directement au Maréchal lui-même.

Le 11 octobre 1940, nous fîmes, Pujo et moi, une course à Vichy pour remettre au Chef de l'État une note exposant ce qu'il y avait d'insensé, peut-être de pire, dans un système où l'armistice, méthodiquement dénigré, était traité de « fiction », où les avantages que nous nous étions conservés étaient offerts à l'occupant, comme de nul intérêt pour nous. Des Français n'avaient pas le droit de plaisanter la zone « nono[34] » ; autant dire aux Allemands qu'ils feraient mieux de l'occuper. Nous avions été bien obligés d'exécuter ce que l'armistice avait de dur ; il ne fallait pas affecter le décri pour ce qu'il avait d'avantageux. Il fallait, au contraire, faire là de la procédure à la Poincaré,

[33] *Sic.* (n. d. é.)

[34] Pour « non-occupée », appellation plaisante et alors fort répandue pour désigner la zone libre où s'exerçait l'autorité du gouvernement de Vichy. (n. d. é.)

se cramponner aux moindres clauses, comme dans tout pacte avec plus fort que soi.

Le Maréchal nous avait autorisé à lire cette note. Il nous demanda de la conserver, la fit dactylographier et la relut longuement. Dès le lendemain, il dit à son secrétaire :

— Ces messieurs ont raison.

Ainsi se dessinait la différence entre son armistice de salut et l'armistice de trahison.

Nous avons tout lieu de penser que cette dénonciation motivée ne fut pas étrangère au renvoi de M. Laval le 13 décembre suivant. M. Laval le savait si bien, qu'à la veille de sa défaite, il avait essayé de nous accuser, au conseil des ministres, mais sans aucun succès. Nous fûmes couverts par la majorité, puis par le Maréchal.

Quand l'Allemand Abetz, venu à Vichy au secours de M. Laval, jeta un coup d'œil sur les journaux, il s'arrêta à *L'Action française* :

« La France, la France seule. »

Il ajouta : « La France seule paiera. » Cela a été avoué par *Inter-France.*

Le parti franco-allemand et Montoire

Nous avons hâte de venir à cette première chute de Laval, tombé du second poste de l'État à celui de prisonnier et d'accusé, prison et accusation n'étant tombées que sur l'intervention des occupants. Mais il faut maintenant aborder deux questions. D'abord, la collaboration.

On ne comprendra rien à la collaboration si l'on ne se fait pas une idée nette de la frénésie du parti franco-allemand, de ses passions et des ses intérêts.

Comment s'était formé ce parti ? Il dut avoir pour noyau primitif les débris des anciens admirateurs de Briand, où l'on était pro-allemand à force. Berlin dut répandre beaucoup d'argent. On recruta un certain nombre de sots et de fous qui croyaient à l'internationale blanche, vieille chimère que Bainville, Pujo et moi, nous avons toujours combattue. On dut y faire entrer, en grand nombre, des Cagoulards que nous avions chassés de l'Action française en raison de l'absurdité de leurs plans de complots et de leur collusion policière visible à l'œil nu. Enfin, le petit clan mondain des Gobinistes et les financiers du parti des « *ja* » était complété par un grand nombre de communistes ; le nombre considérable de poursuites, perquisitions et condamnations prononcées en 1939 sous Daladier, montre que par leur propagande ces alliés des Russes alliés des Allemands mettaient le désordre dans les fabrications ouvrières et dans l'organisation militaire. Cela

concourait, par une faction puissante, à rendre des services à l'Allemagne, cela pendant la drôle de guerre, pendant l'invasion, et depuis.

Seulement, à la victoire allemande, ce joli monde a voulu se faire payer ; payer en argent, bien entendu, mais aussi en places, en influence auprès de l'occupant, en part de puissance au Gouvernement français. Les Allemands ont cru cet instrument utile, sans voir que leurs alliés publics de la veille deviendraient plus odieux au peuple français au fur et à mesure qu'ils apparaîtraient comme les serviteurs de l'occupant. Les Allemands commirent donc la forte sottise de prendre les partis de l'Étranger pour des répondants et des porte-paroles légitimes de la nation vaincue. Ils auraient pu ne négocier qu'avec le Maréchal, mais sa résistance dans la dignité et dans l'honneur les impatientait et les irritait. Ils trouvèrent commode de s'appuyer sur ces incendiaires décidés en essayant d'imposer un armistice qui livrait tout.

C'est ce qui ajouta beaucoup aux malheurs de la France. Les intérêts, les passions, les habitudes politiques des hommes du parti complétèrent les ruines de la guerre étrangère par une petite guerre civile sèche, faite à l'ensemble de l'opinion française, à sa résistance, à ceux qui l'incarnaient, et nommément au Maréchal et à ses fidèles, tels que nous, telle que, plus tard, la Légion, quand la Légion, dans son immense majorité, eut compris la situation et eut fait adhésion au signe de « la France seule ».

Nous sommes fiers d'avoir servi, pendant quatre ans, de tête de turc au parti franco-allemand.

Voulez-vous savoir ce qu'il disait de nous à ce moment-là ?

Il y a là treize pages que je vous épargnerai. Cependant, permettez-moi de vous citer quelques petits extraits et de m'en délecter.

On lisait, dans la presse boche de Paris :

> Il ne peut pas ne pas y avoir accord profond et total entre Maurras et Churchill... La collusion est évidente. Tout ce qui est contre l'Allemagne et la révolution européenne est dans le camp maurrassien... Les Juifs de Vichy ont certainement répondu avec un sûr instinct et un sincère enthousiasme aux appels de fonds de *L'Action française*. Quant aux maçons d'outre-Manche, ce sont des gens très bien... Les foudres de Maurras ne sont pas pour eux.
>
> *(Déat,* L'Œuvre*, 21 mars 1941.)*

> Le slogan de *L'Action française* : « La France, la France seule » est la couverture de l'anglophilie, rien de plus, et personne n'est dupe.
>
> *(Déat,* L'Œuvre*, 9 avril 1941.)*

> Charles Maurras et ses suiveurs procéderaient à retardement, mais avec une joie sauvage, à quelque Saint-Barthélemy, mettant hors d'état de nuire ceux-là mêmes qui ont été les pionniers de la collaboration.
>
> *(Déat,* L'Œuvre*, 8 mai 1941.)*

Voyez comme il se trompait, si nous en croyons l'accusation !…

> La manchette de *L'Action française*, « La France, la France seule… » qui a fourni les prétextes patriotiques au refus de toute coopération européenne…
>
> *(Déat,* L'Œuvre*, 24 novembre 1942.)*

> Charles Maurras condamne la Légion des volontaires français contre le bolchevisme, à croire qu'il ne veut faire à Staline nulle peine, même légère.
>
> *(Déat,* L'Œuvre*, 26 juillet 1941.)*

> Maurras a travaillé fébrilement au torpillage de toutes les négociations franco-allemandes.
>
> *(Rebatet,* Notre Combat*, 27 mars 1941.)*

Etc., etc.

C'est une littérature que j'aime autant vous épargner pour le moment [35]. Notez que nous avons également la contrepartie, c'est la même littérature, mais de Londres. Je n'ai pas la patience de la passer en revue.

Telle fut l'intensité, on peut dire l'énormité, de l'effort donné par le parti franco-allemand. Il faut s'en souvenir si on veut comprendre l'entrevue avec Hitler à Montoire.

Cette entrevue a été offerte au Maréchal, nullement demandée par lui. Elle pouvait recouvrir un piège, mais ce piège fut déjoué par les termes mêmes par lesquels le Maréchal annonça cet événement à la France.

Son premier mot y était pour saluer ce que le parti franco-allemand voulait sacrifier à tout prix : c'est-à-dire la dignité, l'honneur, l'avenir. Le Maréchal prenait toutes les responsabilités de la collaboration, il s'en réservait la direction détaillée, il n'admettait pas d'autre juge que l'Histoire. Il disait : *suivez-moi*, excluant par là les agitations des volontés individuelles. Il devait ajouter peu après : *Suivez-moi, ne me dépassez pas.*

[35] Un cahier de vingt pages ronéotypées des *Documents nationaux* a été entièrement consacré à « La presse germanophile contre *L'Action Française* ». On en lira de larges extraits aux Annexes. (Note des éditeurs de 1945.)

Nous entrâmes à pleine voile dans cette conception unitaire et personnelle, prudente et réservée. Voici notre commentaire de l'entrevue de Montoire, tel qu'il a paru, dès le lendemain, dans notre journal qui venait d'être transféré de Limoges à Lyon :

La collaboration

— Êtes-vous partisan de ce que le Maréchal appelle la « collaboration » ?
— Je n'ai pas à en être partisan.
— Adversaire, alors ?
— Non plus.
— Neutre ?
— Pas davantage.
— Vous l'admettez donc ?
— Je n'ai pas à l'admettre ni à la discuter.

Et je cite la suite de l'article :

Nous sommes, grâce au ciel, sortis de ce régime de la discussion dans lequel tout allait à vau-l'eau parce qu'il ne pouvait recevoir aucune direction continue ; rien ne tenait à rien, ni autorité, ni responsabilité. Puisque nous avons changé tout cela, il faut bien que le pays en ait le bénéfice.

Autrefois, on ne pouvait pas hésiter un seul instant à prendre des responsabilités globales et tragiques dans la carence absolue de tout gouvernement et de tout État. Là où l'État existe, où il fait son métier, notre devoir est double : d'abord le lui laisser faire, et puis le lui faciliter.

Pour le laisser faire, sachons ne pas nous mêler à ce centre essentiel de son activité qui est le libre choix d'une politique entre les systèmes divers qui s'offrent ou ne s'offrent pas ; afin de le lui faciliter, multiplions les efforts pour ramasser autour de lui le plus grand nombre possible de bons citoyens, créer une atmosphère de confiance absolue, lui apporter la force énorme qui provient de l'adhésion positive des multitudes quand elles sont organisées et dirigées par un souffle puissant.

Mais il n'y a pas à délibérer sur le fond de son action, ce serait de l'anarchie pure.

Le plus grand malheur de la France serait qu'on prît parti pour ou contre la « collaboration » et que des factions contraires se forment là-dessus ; cette dispersion et cette diversion nous seraient funestes. Tout doit aller au retranchement et au resserrement.

Le Maréchal est responsable. Il l'a admirablement dit.

Comprenons. . .

Alors, mon interlocuteur futur disait :

— Mais si...

— Il n'y a pas de si. D'abord, concentration. Ne penser qu'à *la France, la seule France...* C'est pour elle qu'il faut travailler.

L'action saine et utile de l'esprit public doit, en conséquence, se donner pour objet de contribuer à fortifier le mécanisme du pivot sur lequel tout roule et tout tourne, la tendance politique étant elle-même mise hors de cause.

Puisqu'elle est son affaire propre, nous devons, nous, songer à faire que la manœuvre de l'État, quelle qu'elle soit, soit pourtant la plus forte, la plus souple possible, son rendement aussi heureux que possible. Si la direction choisie par le Chef de l'État est parfaite, ses bons résultats seront accélérés et accrus par le concours du pays. Si quelque erreur s'est glissée au point de départ, la souplesse et la solidité de la machine de l'État sauront l'atténuer et la compenser, grâce au même concours.

Tout peut avoir des inconvénients, ou de graves défauts. Les uns pires, les autres moindres. Et le temps souffle là-dessus. On pouvait hésiter et stagner, ou se recueillir indéfiniment, avant Mers el-Kébir. Là, les dés sanglants nous furent jetés aussi insolemment qu'un gantelet par le Gouvernement de Londres, et les coups de la furieuse campagne poussés droit à la tête et au cœur de la France, à son gouvernement, manifestaient la volonté de nous assener une nouvelle révolution française. Il n'y avait plus qu'à marcher contre Londres, contre sa radio, contre sa malfaisante et perfide sottise. Un genre de choix nous était donc retranché de ce côté-là. D'autres courants se sont produits d'autre part et d'autres réactions dont il a fallu tenir compte.

— Mais que pensez-vous du parti adopté ?

— Je n'assistais pas aux délibérations, je n'ai pas vu le dossier ; je ne pense rien. Et cela ne me prive pas, attendu que, premièrement, j'ai quelques autres petites choses à penser par ailleurs, et, secondement, qu'il me serait odieux de penser de travers, sans les éléments nécessaires pour penser juste ; troisièmement, que nous avons le devoir d'appliquer tonte notre pensée à des choses immédiates, nécessaires et urgentes où elle peut rendre de bons et utiles services, tels que l'effort et l'art de donner au Gouvernement responsable tout l'adjuvant matériel et moral pour soutenir ses hautes responsabilités. La France entière doit être autour de lui. Ce grave labeur de ralliement reste, pour le moment, la première et l'unique chance de salut.

Principe vital : que le chef puisse faire sa politique, dans les conditions optimes constituées par l'attitude et le mouvement du pays. Soutenons-le, acclamons-le, il n'est point d'autre méthode pour aider à

maintenir fermement le vaisseau de la France entre la zone de son plus grand bien qui reste attingible, et celle du moindre mal dans laquelle il peut toujours se sauver.

Voilà pourquoi, parlant hier en père, le Maréchal s'est résolu à parler en chef, un chef et un docteur, dont la suprême leçon aboutit à la confiance dans la France éternelle.

L'Action française, *1er novembre 1940.*

Nous ne nous sommes jamais départis de cette ligne : la collaboration était l'affaire du Maréchal. Nous n'avions ni à la discuter, ni à l'appuyer, ni même à nous déclarer neutres. Nous suivions le Chef de l'État, juge compétent saisi de tous les dossiers.

Or, il faut toujours y revenir, cela ne faisait pas l'affaire du parti franco-allemand, ni de M, Sordet, ni de M. Déat, ni de M. Laval. Ils déchaînaient alors leur système qui était d'organiser et d'étendre une propagande écrite et orale en faveur de la collaboration, qui mettait sur les tréteaux forains, dans les cafés et dans les rues, les problèmes de politique étrangère de la France. Nous nous élevâmes violemment alors contre ce qu'il fallait bien appeler le *« collaborationnisme ».*

Des esprits habitués à tout voir, à tout mettre sur le plan électoral, parlementaire, journalistique ou tribunitien, avaient peine à comprendre cette différence. Il suffisait d'un moment de réflexion pour la saisir ; laisser faire au Maréchal ce qui était de son ordre, mais ne rien faire pour travestir ou caricaturer en entreprise de démagogie internationale ce qui était article de politique nationale et de défense nationale. Le Chef seul pouvait limiter la collaboration à l'enceinte de l'intérêt national. Le Chef seul pouvait empêcher qu'elle ne dégénérât en campagne de subordination volontaire française à l'hégémonie allemande. Des volumes d'explications ont été donnés par nous en ce sens, et dominés par cette nécessité de ne pas laisser partager la France en deux clans : parti d'un Étranger et parti d'un autre Étranger.

La France se devait de souder très rapidement ses intérêts quand les partenaires étrangers cachaient leur jeu et ne disaient rien de leurs intentions.

L'essentiel de cette politique de L'Action française est vérifié par deux faits. Deux de nos anciens amis sont venus faire du collaborationnisme à Lyon. Nous avons fait savoir tout de suite ce qui nous séparait d'eux.

Le 8 juin 1941, *L'Action française* publiait la note suivante :

À propos d'une conférence

Nous avons été sollicités d'insérer l'annonce d'une conférence sur « l'Europe nouvelle et la France » qui doit être faite à Lyon, par un homme éminent qui a été notre grand ami.

C'est Georges Claude.

Nous n'avons pas cessé d'estimer chez lui, avec la haute valeur du savant, un patriotisme généreux.

Nous avons cependant refusé l'insertion demandée d'abord parce que le conférencier a partie liée, dans la campagne qu'il poursuit aujourd'hui, avec des Français pour qui nous ne pouvons avoir aucune estime ; puis, parce que, dans l'état actuel, nous jugeons que nos moyens ne nous permettent pas de faire des plans sur l'Europe, alors que la seule France nous réclame ; enfin, parce que nous sommes, aujourd'hui comme hier, les adversaires de l'appel à l'opinion, de la diplomatie de la place publique, le plus clair résultat devant en être de provoquer dans les esprits la contradiction et le désordre.

Le plus grand malheur de la France serait qu'il se forme des partis sur des questions de politique étrangère. Tel est le grand péril. Le silence nous parait seul convenir aux citoyens, dans la matière où le Gouvernement compétent a seul voix au chapitre. C'est ainsi que sera assuré à ce Gouvernement la plus entière liberté d'action.

A. F.

Le 18 février 1942, *L'Action française* donnait la note suivante :

Réponse à une question

À l'occasion d'une conférence annoncée, quelques personnes nous ont demandé quels étaient nos rapports avec M. Brasillach, qui fut le collaborateur de notre page littéraire et qui, prisonnier de guerre libéré, a repris à Paris la rédaction en chef de *Je suis partout.*

Comme nous avons déjà eu l'occasion de le faire au sujet de son journal, nous répondons que nous n'avons plus aucun rapport avec M. Robert Brasillach.

A. F.

On peut encore se faire une idée plus claire de notre position par ces trois lettres échangées entre le président d'une de nos sections et un ligueur de son obédience, qui dut être rayé :

Ce 13 juin 1942.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur, et je me fais un devoir de vous informer qu'à la demande du groupe « Collaboration » de Paris et en tant que membre actif de ce groupe, j'ai accepté de présenter M. le professeur Grimm…

— Un Boche !

... lors de sa conférence, le mardi 16 courant.

Je ne doute pas d'être en plein accord avec vous, puisque la nécessité de cette collaboration a été précisée par le Maréchal et qu'elle entre dans une phase active de réalisation avec le gouvernement actuel de la France.

Je vous prie de croire, mon cher Président, à l'expression de mes sentiments les meilleurs et dévoués.

— Réponse du président des « Amis de *L'Action française* » de... :

Le 25 juin 1942.

Monsieur,

En réponse à votre lettre du 13 juin, j'ai l'avantage de vous adresser sous ce pli une coupure du journal *L'Action française*, en date du 1er novembre 1940, où Charles Maurras a clairement défini pour ses lecteurs la ligne de conduite sur le point précis que vous mettez en cause.

Il est suffisamment net ; s'en écarter est s'écarter automatiquement du groupement de nos amis.

J'ajoute que de même que cet article nous oblige tous en tant qu'Amis de *L'Action française*, il m'oblige en particulier en tant que Président. Je serai contraint de m'y conformer.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

— Réponse de M. X..., furieux :

Le 20 juillet 1942.

Monsieur le Président,

J'ai bien reçu votre lettre du 25 juin, m'apportant comme réponse à la mienne du 13 l'article de M. Charles Maurras du 1er novembre 1940, paru dans le journal *L'Action française*.

J'avais lu en son temps ce surprenant article qui me frappa, par son manque de conclusions positives.

À ce moment-là, j'avais déploré, avec certains de nos amis, la position prise par le maître contre l'idée de la collaboration.

Si l'expectative pouvait se concevoir comme un système pouvant être utile au pays au lendemain de l'armistice, les événements, depuis, ne permettent plus ce repli facile de l'action.

L'attentisme irresponsable et anonyme n'a pas servi les intérêts de la France pendant cette période vide des quinze derniers mois (l'absence de Laval).

> Le Chef vénéré de l'État a redonné au pays son témoignage de la nécessité de cette collaboration.
>
> Vous radiez ceux qui, courageusement, essaient de la rendre possible s'il en est temps encore.
>
> Au temps glorieux de l'A. F., où beaucoup d'enthousiasme et d'espoirs furent, hélas, sans lendemain, l'équivoque n'était pas permise. J'ai peine et regret de constater que cette qualité essentielle ne semble plus être admise maintenant par le parti auquel j'ai eu l'honneur d'appartenir et de croire.
>
> Veuillez agréer, monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments distingués.

Vous voyez, ce ligueur nous excommuniait nous-mêmes, parce que nous n'étions pas collaborationnistes !...

Inutile de remarquer que l'auteur de cette lettre n'avait su lire ni les écrits et discours du Maréchal, ni les miens. Il s'arrogeait le droit de dépasser le Maréchal en prenant notre discipline et notre confiance pour de l'équivoque !

Nos relations avec nos anciens amis de *Je suis partout*, quand ils ont passé au collaborationnisme, font la preuve de l'altitude invariable de l'Action française.

Dans les tout premiers jours de juin 1940, lorsque, pêle-mêle avec des proboches comme Serpeille de Gobineau et Fabre-Luce, MM. Lesca et Laubreaux avaient été arrêtés par ordre de Mandel, sous une inculpation imméritée de trahison (on n'avait à leur reprocher que des propos vifs contre le gouvernement), j'avais protesté contre cet abus de pouvoir. Malheureusement pour les rédacteurs de *Je suis partout*, la victoire allemande les détourna de leurs devoirs, ils se mirent à faire de l'Internationale blanche et à préférer l'idéologie naziste aux réalités de la Patrie blessée ; tout aussitôt nous les plaçâmes sur le même pied que ceux qui avaient abandonné la France pour suivre l'idéologie démocratique. Pendant l'été de 1940, M. Rebatet et M. Laubreaux, répandus dans les cafés de Vichy, déblatéraient violemment contre les « illusions » de *L'Action française* et les petites perspectives de sa petite politique. Ils faisaient de la grande, eux ! Rentrés à Paris, ils voulurent relancer *Je suis partout*, mais, nous craignant encore, le directeur Lesca envoya un messager à Lyon pour me demander mon avis sur cette réapparition. Ma réponse fut catégorique et violente :

« Il n'y a pas de possibilité pour un journal de garder l'honneur à Paris en ce moment. Ce journal sera aux mains des Allemands. Adieu, Monsieur. »

Le messager rapporta la réponse et, en ce qui le concerne, se retira de ce

journal[36]. Les autres passèrent outre et se déchaînèrent contre *L'Action française* et contre moi. L'immonde ouvrage de Rebatet, intitulé *Les Décombres*, me fit l'honneur de me traîner dans les mêmes boues que l'Armée et que la Patrie. La Censure de Laval ne me permit point de répondre sinon par un article qu'elle mutila (novembre 1942).

Suivant la presse parisienne vendue à Berlin, l'insuccès de sa campagne pro-boche nous était dû tout entier : maurrassisme égalait attentisme, qui égalait anti-collaborationnisme.

Il n'y avait pas de maurrassisme. Charles Maurras se conduisait comme il le devait, en bon Français, absolument fidèle au Maréchal, mais n'ayant aucune raison de le dépasser au profit d'une puissance étrangère.

Le renvoi de M. Laval, le 13 décembre 1940

Comme on l'a vu plus haut, nos réactions avaient rejoint les sentiments du Maréchal sur la politique de Laval quelques semaines avant qu'il ne fût renvoyé. Sur les modalités de ce renvoi, on a beaucoup discuté ; nous n'eûmes pas de réserve à formuler, car nous ne résidions pas à Vichy, mais nous saluâmes comme un bienfait public l'éviction d'un homme dangereux.

Demeuré dans le pays, y multipliant les intrigues, il put préparer, avec l'appui boche, son funeste retour de 1942.

Dans l'entre-deux (décembre 1940 à avril 1942), la presse allemande de Paris, fidèle à Laval, poussa contre moi les attaques les plus injurieuses et les plus violentes. Pour ne pas causer un surcroît de difficultés au gouvernement du Maréchal, je m'abstins de revenir à Vichy périodiquement comme je le faisais dans le premier semestre. Au commencement de 1941, le général et la générale Huntziger, avec qui j'avais des relations personnelles marièrent leur fils ; ils me firent l'honneur de m'inviter à la cérémonie de Saint-Louis de Vichy. Je les priai de m'excuser en raison de ces campagnes. Je portais allègrement, quant à moi, les injures boches et pro-boches, je ne voulais pas y exposer le Ministre de la Guerre, non plus que le Chef de l'État. Le Maréchal avait été prévenu des motifs de mon abstention par un chef militaire de nos amis et m'avait fait savoir son approbation.

Je conservais ainsi la liberté totale de mes mouvements, n'y engageais personne et pouvais servir la cause de l'Unité française, sans invoquer d'autres responsabilités que celles que je prenais.

Dès le début de l'État nouveau, nous avions posé le principe que nous servions librement. Nous ne demandions rien, ni pour nous, ni pour les autres.

[36] Lire à ce sujet la déposition de M. André Nicolas au procès. (Note des éditeurs de 1945.)

Nous donnâmes la preuve tangible et matérielle de cette liberté plus tard, en 1941, quand le gouvernement fit accepter des journaux repliés une mensualité de 275 000 à 300 000 francs, leur permettant de faire leurs frais. Nous la refusâmes ; nos lecteurs, nos abonnés, notre publicité, la générosité de nos amis, le désintéressement de nos collaborateurs, nous permettaient de faire honneur à nos engagements, sans nul secours officiel.

Et cela ne nous empêchait point de soutenir énergiquement toute la politique de refonte sociale amorcée alors par le Maréchal et des ministres dévoués, hommes de talents et d'expérience, qui s'occupaient du statut de la Famille et du Métier, de la Charte du travail, de la Corporation paysanne, et de toutes les reconstructions d'une nouvelle France. *Travail, Famille, Patrie*, il est vrai que cet effort utile et sensé était très moqué dans la presse de Paris. Que voulez-vous ? C'était français, ce n'était pas allemand !

Tout se passait d'ailleurs à Paris comme si M. Laval eût continué d'être le chef du Gouvernement. C'était sa grande pensée de juillet-août que l'on mettait en circulation, son mythe de l'Europe future, faux nez de l'Europe allemande.

Alors éclatèrent nos discussions quotidiennes avec le journal allemand de Lyon, *L'Effort*, qui ne cessait de caresser de vagues plans pour le jour où le continent serait fédéré, ou confédéré à Berlin. Nous raillions cette hypothèse, nous en montrions l'inanité, et, autant qu'il était possible, le danger.

À l'hiver 1941–1942, eut lieu à Lyon le banquet d'une revue amie, *Frontières*[37]. Je le présidais. On me demanda de dire quelques mots à la fin de cette réunion, dont le caractère était privé (une trentaine de personnes) mais où l'on pouvait craindre des fuites involontaires. Il me semble y avoir expliqué, une fois de plus, la différence entre une collaboration vue et conduite par le Maréchal, seul responsable devant l'histoire, et le dangereux collaborationnisme forain auquel des étourdis ou des misérables nous conviaient. Ce dont je suis sûr, c'est de mes dernières paroles. Les voici dans la clarté de leur ironie :

« Une Europe dominée par une grande Allemagne ! Messieurs, si je connaissais un homme raisonnable, instruit, réfléchi, au courant de l'Histoire, renseigné sur le caractère des Allemands, et qui crût que cette grande Allemagne pût être un facteur d'ordre et de paix en Europe, eh bien, Messieurs, cet homme, s'il existait, je l'accablerais des témoignages d'une admiration où il y aurait, comme le veut l'étymologie, beaucoup d'étonnement. Mais cet homme, je ne le connais pas, et je ne crois pas qu'il existe… »

[37] Lire à ce sujet la déposition de M. André Nicolas au procès. (Note des éditeurs de 1945.)

Et tel était l'avis général de ce milieu homogène d'amis qui pensaient comme nous.

Au moment dont je parle, discussions, réserves, railleries sur la prétendue « Europe nouvelle », ou différences faites entre le « Collaborationnisme » et la « Collaboration », pouvaient filtrer sous une forme ou une autre dans notre journal. La censure chicanait sur des détails, l'essentiel passait. Il suffit de se reporter à nos collections pour le constater.

Cela devint un peu différent, du fait des Allemands, à partir de la déclaration de guerre à la Russie par l'Allemagne en 1941. Au mythe de l'Europe allemande s'ajouta la fable de la Croisade contre le communisme. Nous n'acceptâmes pas de la prêcher, non plus que d'enseigner que l'Allemagne était devenue le champion désintéressé de la civilisation contre la barbarie ; nous la critiquâmes très directement lorsque la Légion des volontaires français contre le bolchevisme (L. V. F.) pénétra dans la zone Sud. *L'Action française* put marquer tout de suite une hostilité absolue. Au nom de *la France seule*, elle blâma cette entrée en ligne de volontaires, aux côtés et sous l'uniforme de l'occupant. Ce blâme, exprimé tant que la censure le laissa passer, irrita surtout les partisans de Doriot. L'un d'eux, Maurice Giffard, dans un numéro de *Notre Combat*, qui m'est consacré tout entier et où je suis insulté à toutes les lignes, écrivait, le 27 mars 1943 :

> Lors de la création de la L. V. F., il y a dix-huit mois, nous ne fûmes qu'un petit nombre en zone non-occupée pour nous associer à cette initiative. *L'Action française* nous fit aussitôt l'honneur de nous taxer de francophobie. Le Grand-Maître de l'Occitanisme en personne *(il paraît que c'est moi)* tint même à nous traiter élégamment de volontaires de la mort et à nous révéler que ce n'est pas en Ukraine qu'on défend la France, mais sur le Rhin et nulle part ailleurs.

Naturellement, cela nous valut aussi les attaques violentes de *L'Émancipation nationale*, qui avait pris la croix allemande et dont la presse boche de Paris vantait chaleureusement l'héroïsme [38]. Là encore, on en appelait à nos idées de politique intérieure et on essayait de nous embaucher dans une Internationale blanche à la marque de la Croix gammée : — Vous êtes pour l'ordre, pour la propriété, pour le respect des croyances, et vous ne voulez pas que l'on combatte vos pires ennemis. Nos réponses constantes furent : — Ce n'est pas dans l'extrême Est européen qu'il faut combattre le communisme, c'est chez nous. Balayons devant notre porte ; que l'État, ses polices, son administration donnent la chasse au communisme intérieur,

[38] Ancien journal communiste de Saint-Denis, *L'Émancipation nationale* était devenu l'organe du P. P. F. de Jacques Doriot. (n. d. é.)

qu'ils y surveillent les agents de Moscou, l'or de l'Oural, ils feront leur devoir. C'est seulement sur ce plan que nous comprendrons ce débat et ce combat.

Nous ne l'avons jamais compris autrement, et souvent nos attaques contre le communisme intérieur étaient un détour pour éloigner les Français de la fausse Croisade. Ni les instances de rares conservateurs affolés, ni, plus tard, celles du gouvernement de Laval, quand celui-ci fut remonté au pouvoir, n'y firent changer une ligne. En décembre 1942, étant de passage à Vichy quand on tentait d'engager le Maréchal sur je ne sais quel plan incliné qui aboutît à une collaboration militaire étroite avec l'Allemagne en Afrique, je me permis de demander au Maréchal ce qu'il y avait de vrai dans ce bruit. *Rien*, me fut-il répondu. On ne recommencera pas la faute commise dans l'Est... Je ne pus contenir l'expression de ma joie.

En février 1943, M. Bonnefoy, Secrétaire général de l'Information, vint exposer aux Lyonnais les beautés de la Croisade entreprise contre le bolchevisme qui menaçait l'Europe centrale ; il fit devant les représentants de la presse lyonnaise une conférence qui nous invitait à montrer nous-mêmes aux Français quel immense service l'Allemagne nous rendait là, et quel gré il fallait lui en avoir. Mon collaborateur Auphan, près de moi, recueillait par écrit les paroles de M. Bonnefoy. J'en ponctuai les phrases de la même exclamation à mi-voix : — *C'est idiot ! C'est idiot !* Quand il eut fini, je demandai la parole, et, m'excusant auprès de nos confrères lyonnais, nos hôtes, en invoquant mon âge et ma qualité de doyen, je réfutai M. Bonnefoy ; je lui répondis que le danger bolcheviste, tout réel qu'il fût, n'était ni immédiat, ni inévitable, que les Français y seraient toujours moins sensibles qu'au mal qu'ils subissaient actuellement et qui était l'occupation, avec ses humiliations, ses exactions, ses rapines, ses rigueurs de toutes sortes. Vous dites à un enfant qu'il y a derrière la haie un gros chien enragé et qui le mordra ; mais le chien n'est peut-être pas enragé, la haie ne sera peut-être pas franchie, ou le chien ne mordra pas. Mais, ce dont l'enfant est sûr, c'est qu'il a des poux sur le corps, qui le font se gratter, et que le grand ennemi pour lui ce sont les « totos » *(les « totos », c'est-à-dire les occupants).*

M. Bonnefoy, ayant aussi parlé de la relève, j'ajoutai qu'au lieu de vouloir dorer la pilule au peuple français, mieux vaudrait lui dire la vérité, à savoir que c'était une servitude nouvelle que le vainqueur exigeait du vaincu.

Nos confrères présents approuvèrent mes paroles, plusieurs intervinrent pour les appuyer. M. Bonnefoy, déconfit, ne sut que répondre assez piteusement que les peuples étaient bien difficiles à gouverner ! La séance fut levée. M. Bonnefoy, qui avait parfaitement entendu mes « c'est idiot » retint Auphan pour lui demander si c'était à lui que le mot s'appliquait. Notre cher ami et co-accusé vous en reparlera [39].

[39] Lire la déposition de M. L.-F. Auphan au procès. (Note des éditeurs de 1945.)

La question américaine (1941)

La logique de l'exposé m'a obligé à anticiper sur les faits. Mais l'année 1941 fut en grande partie traversée par le souci de l'Amérique.

Il paraissait déjà certain qu'elle allait intervenir aux côtés de l'Angleterre ; elle l'aidait déjà de toutes façons. Le problème était de faire que la France n'eût pas à en souffrir. Le Japon, allié à l'Allemagne, n'était pas en guerre avec la Russie. Pourquoi l'Amérique, alliée de l'Angleterre, se fût-elle mise en campagne contre la France ?

C'était la raison dominante de toute la politique alors suivie par les patriotes de bon sens comme par le Gouvernement (alors libre) du Maréchal.

À ce titre, nous nous rendîmes, Pujo et moi, au banquet offert par France-Amérique à l'ambassadeur américain, amiral Leahy. Telle fut la raison de nombre d'articles où la politique américaine fut examinée et appuyée avec liberté d'esprit et sympathie pour la personne de M. Roosevelt, et où j'exprimai la gratitude méritée par Mme l'amirale Leahy, généreuse contributrice au ravitaillement français. Ces divers articles de moi furent même sévèrement censurés en raison de la surveillance allemande.

La sage politique du Maréchal ne fut pas sans fruit puisque, fin décembre 1941, quand l'Amérique entra dans la guerre, elle ne rompit pas avec la France, et laissa son ambassadeur à Vichy, où il demeura plus de six mois encore. L'Action française reconnaissait, dans cette politique du Chef, notre intérêt général exclusif : *la France seule.*

Mais toutes ces nuances, ces précautions, ces réserves, tous ces points de replis successifs durent être sacrifiés par le retour au pouvoir d'un gouvernement pro-boche brutal, celui de M. Laval, en avril 1942.

Le retour au pouvoir de M. Laval

Il serait ridicule de perdre notre temps à débattre si ce retour a été imposé par les Allemands. M. Laval est assez habile, quand il ne s'agit que de lui, pour s'assurer de tous les masques et de tous les alibis. Lorsque, à ce moment, *Le Temps* annonça que de grandes modifications de politique « étrangère » étaient en vue, « laissez-nous tranquilles », lui répondis-je, car nous avions vent du projet, « et ce n'est pas la politique étrangère, c'est la politique intérieure qui va changer ». Et l'exclu, le triste exclu du 13 décembre 1940 ne tarda pas à témoigner de la grâce de qui il bénéficiait. Un de ses premiers actes, un de ses premiers mots fut son affreuse, sa honteuse déclaration qu'il croyait à la victoire des Allemands et qu'il la désirait. Peu après, il obtenait les pleins pouvoirs, la plénitude des responsabilités

gouvernementales. La position du Maréchal, qui avait déjà pris acte de sa « demi-liberté », devenait simplement celle d'un souverain constitutionnel, qui régnait, mais qui gouvernait de moins en moins.

Citoyens disciplinés, dans une circonstance affreusement critique pour le pays, nous n'avions pas à ajouter du mal au mal. Mais, d'autre part, notre fidélité au Maréchal n'a jamais oscillé ni défailli, nous n'avons jamais cessé de marquer, avec une force croissante qu'il était le drapeau de l'unité française et que c'était autour de lui qu'il fallait se grouper ; d'autre part, nous replacions M. Laval sous le régime auquel nous l'avions soumis avant, sa chute de 1940, une espèce de quarantaine où nous nous appliquions alors à l'ignorer, comme M. Bergeret ignorait Mme Bergeret dans le conte d'Anatole France, et nous nous remettions à faire comme s'il n'existait point. On trouverait bien peu de cas où, en dehors des communiqués insérés par force, le nom de M. Laval fut cité dans la partie du journal qui nous était personnelle ; il ne le fut que dans les cas où il était important de lui laisser les responsabilités des mesures discutées. Nous ne connaissions, pour le saluer, l'approuver, l'applaudir, que l'État, c'est-à-dire son Chef, le Maréchal.

À partir du retour de Laval au pouvoir se sont déchaînées les nouvelles catastrophes.

L'Amérique faisait l'acte d'hostilité dont elle s'était gardée jusqu'alors. Ensuite, la frénésie pro-allemande de Laval, et sa politique conforme aux divagations parisiennes, exaspéraient de plus en plus l'opinion française, et, malheureusement, celle-ci, au lieu de faire corps au centre, sous le drapeau national autour du Père de la Patrie, se précipitait au pôle opposé, et compensait le collaborationnisme lavalien par une faveur de plus en plus marquée pour les dissidences. Nous avions tout tenté pour conjurer cette calamité. Elle se précisait et s'aggravait. Il y avait partage de la France en deux clans de l'Étranger et cela de plus en plus ; le mal qu'ils firent l'un et l'autre est inimaginable, car c'est un mal fait à la Patrie tout entière.

Jusqu'au bout, nous nous sommes raidis contre cette erreur, fille directe de toutes les erreurs de M. Laval et de ses complices parisiens, erreurs qui devaient aboutir à la livraison de l'Afrique du Nord, et, par conséquence inéluctable, étendre l'occupation allemande à tout le territoire, supprimer la petite armée de l'armistice, contraindre notre flotte à se saborder, bref anéantir presque tout ce que nous avait laissé de puissance matérielle la débâcle de 1940. Nous y avons perdu toutes les semences de libre avenir qui étaient incluses dans les positions de juin 1940.

Jusque là, ces positions avaient fait dire à tous les esprits réfléchis qu'il était immanquable que la France eût son mot à dire et qu'elle pourrait le dire quand les belligérants se seraient affaiblis et peut-être épuisés. J'avais exposé cette thèse dans une réunion à Cannes ; le lendemain, j'avais eu la

grande satisfaction de voir une de nos plus hautes autorités militaires, qui ignorait mon sentiment, venir me confier la même conviction personnelle. L'automne suivant, à Marseille, dans une conférence aux « Amis de *L'Action française* », je développai cette idée qu'il nous restait, de ce côté-là, un avenir diplomatique ou militaire, peut-être même diplomatique et militaire, dont nous assuraient les sanglants sacrifices subis par l'Allemagne sur le front oriental, côté russe, et sur le front africain, côté anglais. Une heure après, rentrant à Martigues, le texte d'un téléphonage arrivé pendant mon absence m'apportait les premières rumeurs de la reddition algérienne.

C'en était fait des plus grandes lignes de la politique du Maréchal. Et pour quoi ?

Le lendemain, 11 novembre 1942, je remontais tristement vers Lyon par la route, croisant les convois et les trains allemands qui venaient occuper la zone sud, sans qu'il eût été possible de leur opposer le moindre barrage. Quelle amère leçon pour la France ! me disais-je. Leçon de force militaire, leçon de cohérence politique. À la violation coloniale de l'armistice, l'Allemagne avait répondu (hélas, trop facilement) par une violation métropolitaine. Ces régions du Lyonnais, du Dauphiné, du Languedoc, de la Provence ont été bienheureusement reconquises depuis ; il aurait mieux valu ne pas commencer par les perdre sans coup férir. Et devant l'étalage de l'armement ennemi reparaissaient à ma mémoire nos longues années de désarmement volontaire, ou de négligence, ou d'ignorance de l'ennemi. À la logique irrésistible de sa riposte avaient préludé, aux années 1937, 1938, 1939, l'imprudence et le décousu de nos mouvements offensifs. Le moins que l'on puisse dire des opérations africaines de 1942, c'est qu'elles n'ont été ni subordonnées ni coordonnées, ni même ordonnées du point de vue national ; la politique politiquante s'en est affreusement mêlée.

Pour que les opérations puissent être subordonnées, il aurait fallu opérer de concert avec le Maréchal, et que celui-ci eût jugé le moment favorable et les temps mûrs. On s'en est bien gardé.

Pour que les opérations fussent coordonnées, il aurait fallu que les exécutants fussent d'accord entre eux ; et ceux qui ont suivi dans les journaux anglo-américains l'histoire des rapports Murphy-Giraud-Darlan [40] savent bien que cet accord a manqué à la veille, au milieu et à la fin de l'opération.

Pour que l'opération fût ordonnée selon l'intérêt national, il aurait fallu que la force allemande n'en fût pas encore à ce point d'intégrité où elle

[40] Seul dans la presse, M. Charles Maurras cita de larges extraits d'un article de M. Demaree Bess paru dans le *Saturday Evening Post*. M. Demaree Bess vient de publier aux *Œuvres libres* (n° 228) une étude sur le même sujet. (Note des éditeurs de 1945.)

demeurait maîtresse de traiter la métropole comme elle put le faire à partir de ce moment-là.

Pendant de longues saisons des années 1942–1943–1944, les Allemands ont pu resserrer à leur guise leurs exigences, redoubler leurs rigueurs sans aucune limite que ce bon plaisir, qui, jusque là, rencontrait devant lui les termes du pacte conclu avec le Maréchal. Et le Maréchal ne manquait jamais de les rappeler énergiquement. Il savait se faire écouter. Ce n'est pas lui qui a perdu cette partie ; les événements qui la lui ont enlevée sont ceux pour lesquels il n'avait pas été consulté ni obéi.

Le dommage fait à la France est donc allé croissant, et, cependant, jamais on n'a obtenu du Maréchal ce que l'on désirait à Berlin et dans la presse berlinoise de Paris : ni la coopération militaire, ni la déclaration de guerre à la Grande-Bretagne. Comme il avait été fidèle aux devoirs prescrits par l'armistice envers l'Allemagne, il a observé les devoirs qui nous défendaient de livrer notre flotte et de nous battre contre nos anciens alliés anglais. La persécution allemande n'a rien obtenu, soit qu'elle s'assurât de la personne de Weygand, soit qu'elle attentât à la liberté du Maréchal, comme elle l'a fait le 20 août 1944. Il a été inflexible, l'honneur a été sauf.

On a résisté même, toujours pour l'honneur et la fidélité aux assurances données, aux provocations et aux dégâts les plus douloureux : bombardement de villes, sac de la Normandie, offensives répétées sur la capitale de la France, réduction de Toulon à l'état de Pompéi, ravages variés du littoral méditerranéen. Le Maréchal avait dit en 1940 : Je ne marcherai pas contre les Anglais ; il n'a pas marché contre l'Angleterre et ceux qui le suivaient ont soutenu le même principe que lui.

Par exemple, nous ne nous sommes pas fait faute de joindre nos voix aux malédictions, chargées de rappels au droit des gens, qu'élevaient sous les obus le bon sens, la justice, l'intérêt national. Il est trop facile de dire que ces malheurs étaient causés par la libération et que la fin voulait les moyens ; ce sont des cris de survivants. On n'a pas consulté les morts ; on n'a pas demandé l'avis des autres victimes, blessés, habitants des maisons démolies et cultivateurs des champs dévastés. Beaucoup de ceux qui ont eu la joie et le bonheur de revoir enfin flotter le drapeau français conservent néanmoins le droit d'avoir préféré des méthodes de libération moins onéreuses et moins cruelles. L'intérêt national, les égards dus aux membres de la Patrie auraient pu faire l'objet de calculs plus attentifs et d'efforts moins brutaux. Ceux qui ont à cœur le bien même du pays avant tout, ont le droit de s'arrêter, de réfléchir, et de se réserver ; l'Histoire répondra.

Une question domine tout : pourquoi la guerre a-t-elle été ramenée sur le sol déjà bien endolori de la France ? Pourquoi a-t-on fait un si grand tour par les plus lointaines frontières de son Empire ? Pourquoi l'Allemagne n'a-t-elle

pas été attaquée directement par des puissances maîtresses de la mer ? La mer du Nord est plus courte que l'Atlantique et que la Méditerranée. Quand l'Allemagne s'est sentie menacée vers Aix-la-Chapelle, elle a retiré du combat ses troupes de la vallée du Rhône ; elle l'eût fait bien plus vite si l'on avait menacé dès 1942 ou 1943 Brême, Hambourg ou Berlin.

Nous avions toujours annoncé deux choses :

– l'occupation allemande deviendrait plus rigoureuse au fur et à mesure que la puissance allemande aurait à subir plus de revers ;
– le gouvernement de Laval deviendrait plus plat au fur et à mesure de l'accroissement des rigueurs allemandes.

Un exemple de l'un et de l'autre. Dans l'hiver 1943–1944, nos amis d'Espagne réclamèrent des conférences de moi. Je ne demandais pas mieux que d'aller bien servir la France là-bas, comme je l'avais fait en Suisse. Je fis une demande de passeport au Gouvernement français. À mon vif étonnement, le Gouvernement Laval me fit répondre de m'informer moi-même auprès des Allemands si, oui ou non, ils m'accorderaient leur visa. Je répondis que ce n'était pas mon rôle et qu'il appartenait aux autorités françaises de préparer mon passeport si elles n'avaient pas d'objection et de l'envoyer au visa des occupants qui l'accepteraient ou le refuseraient à leur gré.

L'étrange procédure offerte fut maintenue malgré les instances diverses faites à Vichy. Malgré l'étonnement du Préfet Régional, M. Angeli[41], l'administration Laval voulait m'obliger à une démarche personnelle auprès des Allemands. Je m'y refusai formellement et renonçai au voyage en Espagne. Laval avait-il voulu me tendre un piège ? ou seulement, par peur et bassesse, se subordonner davantage aux Allemands ? ou ceux-ci avaient-ils accru leurs exigences ? Tout est possible. Une chose est certaine : Laval distinguait de moins en moins entre un sujet français et un sujet allemand.

Départ des travailleurs français pour l'Allemagne

Or déjà, du fait de leurs revers orientaux, les Allemands, outrés du petit nombre de nos « volontaires contre le bolchevisme », menaçaient de nous imposer l'envoi de travailleurs civils dans leur pays. Au premier mot, la réaction de *L'Action française* avait devancé même celle des cardinaux qui avaient protesté au nom du droit des gens. Nous voulûmes imprimer deux ou trois fois que c'était du rétablissement de l'esclavage qu'il s'agissait.

[41] Lire la déposition de M. Angeli au procès. (Note des éditeurs de 1945.)

La censure nous traita comme les princes de l'Église et nous dûmes nous borner à discuter des modes de l'iniquité.

Là se posaient de graves questions de fait. Ou l'Allemagne prendrait d'autorité les hommes dont elle aurait besoin, ou elle les obtiendrait du gouvernement français contre des prisonniers qu'elle relâcherait. L'Allemagne disposant de la force publique, mieux valait échanger nos hommes que de les donner pour rien. Nous fîmes pourtant observer qu'il était indigne de la France d'admettre que trois ouvriers français ne fissent délivrer qu'un seul prisonnier. Un autre que Laval eût peut-être obtenu une proportion moins dédaigneuse de l'honneur français et de la dignité de la classe ouvrière. Il n'était pas moins certain que mieux valait délivrer un seul prisonnier que n'en point délivrer du tout.

Autre point de vue : les jeunes Français qui se dérobaient à l'appel de leur gouvernement ôtaient-ils un seul travailleur à l'Allemagne ? Non, puisqu'un autre était pris à sa place ; et souvent, à la place d'un jeune homme libre, ayant l'avenir devant lui, on prenait un père de famille laissant les siens dans la détresse. Nous avons salué les héros qui se sont substitués à des défaillants ; nous avons blâmé ceux qui, pour se soustraire au joug, le rejetaient sur l'épaule de leurs frères. Dans les deux cas, nous faisions tristement notre devoir au nom de l'intérêt et au nom de l'honneur français. À ceux que nous voyions partir, nous ne disions pas qu'ils allaient servir la civilisation allemande contre la barbarie russe, ni se mettre au service d'une magnifique population de maîtres et de rois, nous leur disions que c'était une épreuve et dure, mais qu'il fallait la subir pour éviter au reste de la France des maux plus durs [42].

---

[42] Dans son mémoire au juge d'instruction, M. Charles Maurras ajoutait :

> Une dernière conséquence nous paraissait devoir résulter de l'immense afflux de travailleurs et de prisonniers européens en Allemagne. Des millions et des millions d'étrangers dans un pays assiégé du sud, de l'ouest et de l'est, pouvaient, peuvent encore faire éclater cette marmite de sorcière ou, peut-être, la transformer en un véritable cheval de Troie. Nous nous étions rappelé le rôle actif et heureux des prisonniers français pendant la révolution allemande de 1918. Nous nous demandions si, prisonniers de 1940 et travailleurs de 1942 ou 1943 ne pouvaient pas apporter la même aide précieuse aux convulsions probables de l'Allemagne de demain. Là aussi, une élite de Français aurait lieu de préparer et de faire du bon travail contre l'ennemi n° 1. La presse française et la presse étrangère s'accordent à dire le rôle insurrectionnel joué par les travailleurs déportés, à Berlin notamment.

Sur ce point-là encore, les prévisions de Charles Maurras ont été réalisées. (Note des éditeurs de 1945.)

Instigateurs, milice, réfractaires, cours martiales

Il est vrai, nous avons été contre ceux qui, sans risques personnels, couverts par leur condition ou leur caractère, se faisaient les instigateurs de ces défaillances.

Ces instigations étaient souvent accompagnées de sales calomnies contre des Français qui n'étaient ni pro-boches, ni collaborationnistes : les Français antisémites. Les antisémites français ont été notamment en butte à ces diffamations mensongères. Quand les Juifs va-t-en guerre de 1939 avaient précipité la France dans cet abîme de douleurs, il était déjà bien osé de solidariser leur cause et celle de la civilisation nationale ; en tous cas, il était absolument mensonger d'assimiler l'antisémitisme au nazisme. L'abbé Barruel, qui vivait au dix-huitième siècle, Bonald, Gouguenot des Mousseaux, Toussenel, qui vivaient au début du dix-neuvième, Drumont et La Tour du Pin, qui vivaient à la fin du même siècle, l'école de l'Action française et son *antisémitisme d'État*, juridique et humain, ne doivent absolument rien à l'antisémitisme allemand, ce féroce *antisémitisme de peau*. Les confondre était une mauvaise action, contraire à la vérité, à la gloire de la Patrie et à la paix publique.

Mais qu'étaient-ce que ces premiers froissements en comparaison de l'immense désordre, le désordre terroriste qui suivit ?

Les excitations à la haine civile et à l'indiscipline civique ne pouvaient avoir d'autre effet : le vol à main armée, une véritable épidémie d'assassinats, l'insécurité qui affolait les villes et les pays. Était-il possible de le tolérer ? Nul État ne l'eût permis. Nulle opinion ne l'eût supporté. Aussi avons-nous demandé toujours et partout le respect de l'ordre. Mais, avions-nous soin de stipuler, par les moyens d'État, sous la responsabilité de l'État, et non sous des formes privées. Il n'était naturellement pas possible à M. Laval, ni à ses conseillers ou fonctionnaires de prendre d'une main ferme la direction et l'autorité de la répression. Ils préféraient des combinaisons, où les responsabilités seraient partagées selon la méthode parlementaire ; s'en remettre à des bandes plus ou moins volontaires les dispensait de prendre en mains la police et la justice, de les organiser et de les épurer, s'il y avait lieu. C'est de quoi nous n'avons cessé de les blâmer, tantôt ouvertement, tantôt à mots couverts, en disant que la lutte de volontaires de l'ordre contre les volontaires du désordre sur la face de la Patrie s'appelait la guerre civile.

Du moins, fallait-il préserver ces bandes et ces partis de toute contamination avec les forces allemandes.

Notre dossier montre quelles ont été les positions de *L'Action française*

au sujet des différentes « polices supplétives », comme on disait en 1940, tirées de la Légion (Volontaires nationaux, Service d'ordre légionnaire) ; elles nous parurent mal utilisées, mal commandées, trop dominées par Laval et par ses hommes. Un de ceux-ci, Darnand, fut mis à la tête de la Milice à peine fondée. Quand il vint à Lyon, à l'automne de 1943, il prononça un discours où il s'abstenait de toute politique extérieure, en déclarant que le but de la nouvelle organisation était exclusivement la défense de l'ordre intérieur, par des moyens français. J'appuyai, dans mon article du lendemain, sur cette dernière condition, et félicitai Darnand de ce programme.

Nous n'engagions pourtant pas nos amis à adhérer à la Milice. Trois ou quatre d'entre eux nous ayant fait dire ou écrire que, sollicités d'y prendre un commandement local, ils avaient accepté pour ne pas laisser en d'autres mains, dangereuses ou suspectes, un groupe de jeunes gens de bonne volonté, nous répondîmes que c'était leur affaire, mais qu'ils devaient au moins profiter de leur activité pour parler haut à leurs chefs, ne pas accepter tous les ordres qu'ils recevraient, et refuser formellement ceux qui dépasseraient leur engagement. Nous savions que plusieurs d'entre eux étaient très hostiles à la tendance pro-boche et lavalienne. À ce moment, la lutte contre les terroristes n'avait pas encore commencé ; la Milice n'était pas encore armée, ni acceptée en zone Nord. D'autres, sans nous consulter, avaient adhéré à la Milice, sachant que, par là, ils se séparaient de nous. D'autres croyaient rester quand même des nôtres.

Nous apprîmes bientôt que Darnand, manquant aux promesses de Lyon, avait fait de la politique extérieure, de la politique allemande. Il s'était abouché avec les Waffen-SS et avait conclu un accord d'après lequel il leur fournissait des hommes et en recevait des armes. Dès lors, personne ne pouvait hésiter. La Milice devenait un organe international, incompatible avec le principe de *la seule France*[43].

On nous disait, à Pujo et à moi : « Mais, tous les jours, des Français, des

---

[43] Dans son mémoire au juge d'instruction, Charles Maurras précise :

> À partir de la contamination de la Milice par les Allemands nous déclarâmes à nos amis qu'il fallait choisir entre la Milice et l'Action française. J'en ai le souvenir d'autant plus net qu'un jour j'ai failli être la victime d'une confusion à cet égard. Revenant de Provence, j'ignorais les récentes compromissions de la Milice avec les Allemands et, des visiteurs étant venus me consulter, je leur fis une réponse conforme à nos anciennes instructions. Une heure après, Pujo et un autre collaborateur m'apprirent le scandaleux échange survenu entre Allemands et Miliciens. Je m'empressai de rattraper mes premiers interlocuteurs pour les mettre au courant et je n'y suis parvenu qu'au bout d'un certain temps.

(Note des éditeurs de 1945.)

anciens combattants, blessés, cités, décorés, sont assassinés, des fermes sont pillées, des moissons incendiées, de pauvres secrétaires de mairie tués pour ne pas avoir voulu livrer les tiquets d'alimentation de leur commune. Ne faut-il pas nous défendre ? »

Nous répondions :

– Pas avec des armes allemandes.
– Impossible d'en avoir autrement.
– Ce n'est pas la seule impasse que présente la situation. Si la police régulière est impuissante, il vaut encore mieux ne pas vous substituer aux Allemands. Tout plutôt que la guerre civile.

Mais nous apprîmes alors que la Milice avait partie liée avec Déat et les pro-boches. On commençait à dire que certains miliciens se faisaient les auxiliaires et les tortionnaires de la Gestapo. Nous fîmes savoir à ceux des nôtres qui avaient adhéré à la Milice d'avoir à la quitter le plus tôt possible. Beaucoup l'avaient déjà fait spontanément ; d'autres en avaient été les victimes. En toutes circonstances, nous refusions de participer à la guerre civile qui s'ouvrait, nous nous réservions pour la réconciliation et l'unité des Français.

Ainsi, dans tous les cas, ne manquions-nous d'insister sur la nécessité morale et politique de rendre à l'État ce qui était à l'État.

Nous ne pouvions admettre les assassinats sans motif, sans prétexte, sans excuse, comme ceux de nos amis Pierre Médan, Deloye, La Fléchère, le commandant de La Roque, le colonel de Boysson, le docteur Top, Français irréprochables, soldats valeureux, souvent combattants des deux guerres ou prisonniers évadés. Nous ne pouvions tolérer le massacre des enfants dans leurs berceaux, des vieilles femmes à leur foyer, comme à Voiron, de blessés dans leurs lits comme ce fut le cas de M. Verdier dans son lit d'hôpital, sous les yeux de sa femme et de sa belle-sœur, qui y passèrent aussi, les uns purs innocents, les autres seulement coupables de n'avoir point voulu sacrifier l'intérêt de la Patrie à des intérêts de factieux ou d'étrangers.

On nous accuse follement de dénonciations. Mensonges ! Nous n'avons jamais élevé que des plaintes. Nous avons demandé une juste protection contre toutes les formes du pillage et de la dévastation, mais nous n'avons jamais manqué d'insister pour que de simples réfractaires n'eussent pas à subir des traitements de criminels. Nous avons toujours fait la part des erreurs nobles et généreuses, des sentiments égarés, qui ont tourné des patriotes contre la paix intérieure de la Patrie. II suffit de nous avoir lu pour savoir que nous avons toujours fait, pour nous, et recommandé aux autres, ces distinctions. Nulle société humaine, même française, ne résisterait au régime de terreur que l'on a tenté de lui imposer. Nous avons réclamé l'usage de tous les moyens propres à éliminer ces extrémités.

Dans la mesure où elles suppléaient aux tribunaux réguliers défaillants, les Cours martiales étaient à leur place pour réprimer certains forfaits. Dans la mesure où elles poursuivaient des passions de vindicte pure ou de lutte civile, les Cours martiales étaient les produits de la même anarchie d'où avaient germé les assassinats. Certains excès commis nous faisaient préconiser le retour aux procédés réguliers ; on en trouverait l'expression dans un de nos derniers articles de 1944.

Mais ne nous laissons pas hypnotiser par les effets, M. le Président, MM. les Jurés. Ne quittons pas des yeux les causes et la cause supérieure : cette affreuse anarchie est sortie tout entière de la défaite française, donc de cette guerre non préparée, donc de la volonté de l'entreprendre de ceux que j'avais si vainement essayé d'arrêter et de mettre en garde contre leurs passions, leur entraînement et leur ignorance.

Cette anarchie, née de la guerre, a été indiscutablement aggravée par les menées du parti franco-allemand substituant à un armistice de salut son armistice de trahison, l'armistice qui devait nous supprimer toute revanche et tout avenir. J'ai été vilipendé dès le début et pendant quatre ans, sans arrêt ni relâche, par le parti franco-allemand. C'est mon premier honneur. Mon second honneur est de pouvoir ajouter que j'ai fait à ce parti de traîtres tout le mal que j'ai pu.

La même anarchie, née des Allemands et de leur parti, a été aggravée encore par l'absurde ambition du plus incompétent, mais du plus retors de nos hommes publics, M. Pierre Laval. Sa faiblesse, son incapacité, la naïve façon dont il a confondu la politique de couloirs et la politique des nations, ses trahisons successives, avaient fait de lui l'homme à tout faire de l'Allemagne, et il s'était assuré, d'autre part, il ne faut pas l'oublier, la complicité de beaucoup d'anciens administrateurs de la IIIe République, opérant du dedans et du dehors, pour Laval contre le Maréchal, auquel l'appui allemand lui permit de se substituer peu à peu dans l'action politique. Mais le journal a pris toutes les précautions pour que personne ne pût le croire capable d'accorder le moindre crédit personnel à M. Laval. Aux naïfs qui demandaient parfois de vive voix ou par écrit pourquoi je ne nommais jamais M. Laval, je me contentais de rire au nez, en leur disant « apprenez à lire ». Ceux qui savaient apercevaient, malgré la censure, le filigrane qui le montrait la créature et le fantoche des Allemands.

Entre les fauteurs de la même anarchie pro-allemande, il y avait comme la monnaie de M. Laval, et nous l'avons toujours traitée comme son maître, et pour la même raison, M. Doriot et les autres. L'occupation plus rigoureuse rendait notre langage moins libre ; il n'était ni moins net ni moins motivé. Lorsque, en avril 1944, M. Doriot et les siens vinrent manifester à Lyon, j'écrivis l'article suivant :

Manifestations et exhibitions

Nous nous sommes souvent expliqués sur la question de la défense contre le bolchevisme. Nous avons dit et redit que dans l'état où est la France, dans sa demi-liberté, dans son désarmement presque absolu, la lutte anticommuniste doit être menée à l'intérieur de sa frontière, et menée sérieusement avec la totalité des moyens dont peuvent disposer les pouvoirs publics. Nous avons été les premiers à réclamer cette lutte, nous ne sommes pas suspects de vouloir en diminuer la juste vigueur.

D'autres Français pensent autrement que nous. Ils croient que la ligne de défense est à l'Est, au plus lointain de l'Est européen, et qu'il existe une espèce de devoir d'y expédier nos concitoyens. Cette politique, à notre avis, n'est pas à la mesure de nos moyens, elle y est nettement disproportionnée, et elle ne peut nous valoir les résultats moraux escomptés. Quand le roi de Sardaigne envoya en Crimée la petite brigade de *La Marmora* pour y faire figure à côté des armées anglaise et française, il disposait de la plénitude de sa souveraineté dans son royaume, et son « geste » (à peine supérieur à un geste, en effet), pouvait être porté au crédit de la jeune Italie renaissante. Cette souveraineté pratique n'appartient plus à la France, et le mérite que prétendent accumuler sur leurs têtes un certain nombre de Français qui sont des volontaires ne peut être étendu à l'ensemble de la nation ; il appartient aux seuls Français pro-allemands. Alors, à quoi bon ? On pourra éternellement distinguer entre eux et leurs frères, et cela ne servira qu'à accentuer la division et la séparation. Je ne crois pas que l'on puisse désirer cela pour le bien de la France.

Telle est notre opinion. Nous ne prétendons pas l'imposer. Elle se défend par sa raison. D'autres en ont une autre. Ils sont venus la proclamer et la manifester hier et avant-hier à Lyon. C'était leur affaire. Non la nôtre. Mais il doit être permis de dire que leurs paroles ont dû dépasser leurs pensées, et leur action leurs intentions. Un des orateurs s'est écrié qu'une tête de Français fidèle valait bien dix têtes de Français infidèles. Le patriote de sang-froid qui m'a rapporté ces paroles (notre ami Auphan) s'est contenté d'ajouter que cela faisait onze têtes de Français sacrifiées et qu'il eût mieux y valu les conserver sur leurs onze paires d'épaules.

Telles sont nos objections à la formule lancée de Lyon dans la soirée de mercredi, nous ne croyons pas qu'elles puissent être facilement résolues.

Nous avons des objections plus graves peut-être contre l'attitude publique prise par les manifestants dont je parle. Hier je suis allé les voir de près, dans la rue qu'ils tenaient et qui est notre rue. Vieux spécialiste et participant de toutes sortes d'émeutes, je n'ai jamais vu d'attitude plus cruellement et plus honteusement provocatrice envers

> une multitude silencieuse et froide qui n'avait rien de menaçant. Les manifestants se trouvaient sous le patronage moral et matériel des forces énormes de l'occupant. Ils disposaient aussi de la protection matérielle immédiate, et d'ailleurs tout à fait naturelle, de la police française. Que redoutaient-ils ? Que pouvaient-ils redouter ? Et que faisait là, dans cet espace dégagé et nu, que les trams seuls pouvaient traverser, cette demi-douzaine de jeunes garçons en chemise bleue allant, venant, se prélassant, se démenant, faisant les grands bras pour la garde de ce large vide, tout en brandissant des espèces de grosses seringues appelées « mitraillettes » qu'ils braquaient très exactement dans la direction du plus inoffensif des publics ? Les curieux ne circulaient pas, ne se dispersaient pas (car les curieux ne circulent ni ne se dispersent jamais, même sous les bombes), et ce double jeu, « tarasconnade » des uns, passivité entêtée des autres, pouvait déterminer des incidents plus que graves s'ils se fussent produits (il n'en a heureusement rien été), à qui aurait été la faute, sinon à l'étalage superflu d'instruments de guerre civile ?

Et j'invitais en conclusion le Pays à réfléchir sur le « fossé moral » ainsi creusé entre « les menaçants et les menacés », les « spectateurs fixes ou mobiles dont beaucoup serraient les poings indignés et la parade des fanfarons ». Je pressais « MM. Laval, Henriot et Darnand » d'y prendre garde, et même d'essayer de le « faire comprendre à l'occupant »... C'était à la condition qu'ils le comprissent eux-mêmes ! Jusqu'à la dernière heure, je ne cessai donc pas de multiplier les efforts. Ils étaient tellement redoutés du côté allemand que la Censure régionale de Lyon différait cet article le 7 avril 1944 et que la Censure centrale le refusait le 10 avril suivant. Là, en effet, l'on ne se contentait pas d'être cause d'anarchie. On était devenu volontaire de l'anarchie.

Et je continuai de m'y opposer envers et contre tous.

VI — Le « parfait accord avec le Maréchal »

Mais une autre cause d'anarchie ou de confusion volontaire subsistait : c'était la savante identification entre la cause du Maréchal et celle de MM. Laval, Doriot et consorts. Le Maréchal restait comme il le fallait, à son poste pour épargner de plus grands maux, des maux incomparablement plus grands à la France. Raison de plus pour refuser d'attribuer le moins du monde au Maréchal et à sa politique nationale les responsabilités du parti allemand. Il ne fallait pas que l'on pût les confondre, et c'est pourquoi nous resserrions notre défense de la France seule autour du Maréchal, en maintenant aussi étroitement qu'il était possible, notre distinction entre l'État dont il était le Chef et le Gouvernement que détenait Laval. Aux derniers mois de l'occupation, on ne trouverait peut-être pas une seule fois le substantif « Gouvernement » pris en bonne part chez nous.

L'État, l'État, c'était le refrain ; le Chef de l'État était qui nous savions et la tactique des ennemis publics était de capter sa personne et son autorité.

Laval, de plus en plus discrédité auprès des Allemands eux-mêmes, était peu à peu remplacé par leur Marcel Déat. Ils le lui avaient imposé dans son propre ministère. Le problème allemand était de faire croire que le Maréchal était pour Déat. Mais notre problème à nous était de montrer le contraire, et nous le montrions !

Nous le montrions malgré la censure, et notre action personnelle le précisait. Je ne parle pas seulement des paroles qui s'envolent ; il subsiste des témoignages écrits. J'avais pu, le 26 juillet 1944, signaler certaines manœuvres diviseuses de Déat. Je reçus le lendemain, de son représentant lyonnais, cette lettre :

> Lyon, le 27 juillet 1944.
>
> Monsieur,
>
> La campagne de presse contre Marcel Déat, amorcée par le *Nouvelliste*, se poursuit avec *L'Action française* qui, n'ayant jamais compris qu'on pouvait adopter une autre ligne de conduite que la sienne,

n'a rien de plus pressé, à l'imitation de *L'Humanité*, que d'insulter méthodiquement les gens qu'elle prend à parti.

Je sais bien que lorsqu'on écrit, cela donne au style un petit air vigoureux, mais vous savez bien que Marcel Déat n'est pas un « misérable pêcheur en eau trouble », qu'il aime penser nettement et le dire (et c'est bien ce que lui reprochent certains milieux de Vichy) ; qu'il n'est pas davantage « un exploitant des malheurs publics » et qu'il mène une lutte épuisante pour essayer de réduire ces malheurs dont vous ne vous êtes occupé que pour pousser des incantations *(?)* et des exhortations *(?)*. Il comprend les intérêts de la France d'une autre manière que vous, voilà la seule question. Reste à prouver que la sienne ne vaut pas la vôtre. Et si, comme gage de votre sincérité, vous aimez rappeler le temps que la République vous a fait faire en prison, M. Déat pourrait (mais il a d'autres chats à fouetter) rappeler qu'il risque sa vie tous les jours à être sincère. Les attentats auxquels il a échappé le prouvent.

Vous passez à la question du cumul par M. Déat de son portefeuille et de la direction de *L'Œuvre*. Aucune vertu supérieure n'a valu à M. Déat « ce privilège exorbitant ». Mais, en tant que journaliste, j'espère que vous êtes renseigné là-dessus, et que vous savez que M. Déat avait renoncé à *L'Œuvre* en devenant ministre, mais étant donné que maintes promesses qu'on lui avait faites à son entrée au ministère ont été aussi trahies *(!!!!)*, il n'a pas cru devoir tenir la sienne en ce qui concerne son activité de journaliste. Il ne s'agit donc pas de l'exercice d'un privilège, mais d'une réponse.

Entre temps, sans avoir l'air d'y attacher d'importance, vous traitez M. Déat de « Ministre dissident ». Là est le but de votre papier et celui du *Nouvelliste* : faire passer M. Déat pour un dissident. Comme, jusqu'à preuve du contraire, je vous suppose de bonne foi, je me permets de vous informer sur ce point.

Si, plus haut, j'ai dit « faire passer », c'est que cela n'est pas. Le plus parfait accord ne règne probablement pas entre MM. Laval et Déat, au sujet de la politique intérieure. Et l'astuce consiste à faire croire qu'il s'agit de politique extérieure, ce qui n'est pas le cas. Mais il n'est pas seul, et des ministres comme MM. Bichelonne et Bonnard ont pris une position identique à la sienne. De plus, il est en parfait accord avec le Maréchal. Autrefois, de bonnes âmes avaient représenté au Maréchal M. Déat comme un croquemitaine. Mais, comme entre gens de bonne foi il y a toujours moyen de s'entendre, la glace a été rompue à la première entrevue et, à la suite de l'assassinat de M. Philippe Henriot, un manifeste a été rédigé par des journalistes et hommes politiques de Paris, par ceux dont vous détestez l'état d'esprit. Ce manifeste, présenté par l'amiral Platon au Maréchal, a été approuvé

par ce dernier. Il y a, en effet, scission entre Paris et Vichy. Mais outre qu'elle date de quatre ans bientôt, il se trouve que le Maréchal est entièrement d'accord avec ce que demande Paris.

De plus, est-ce diviser que de ne pas accepter la carence de Vichy et, cela, au seul point de vue de la politique intérieure, alors que c'est précisément cette carence qui crée l'effervescence et la désunion ?

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations les plus distinguées.

Le Secrétaire Départemental.

Le « parfait accord avec le Maréchal », c'était la grande prétention de Déat ! C'est ce qu'il voulait faire valoir, faire mousser auprès des Allemands, mais aussi la grande calomnie ! Mes renseignments étaient sûrs. Je répondis au secrétaire départemental du parti Déat, le 31 juillet, dès que j'eus sa lettre :

Monsieur,

J'ai bien reçu votre lettre du 27 juillet 1944.

Les informations que voulez bien me donner m'étaient connues. Elles faisaient partie des instructions données par M. Marcel Déat à sa faction. Vous seriez sage de ne pas en être dupe ; ce sont des histoires.

Vous vous plaignez d'insultes à votre Déat ! Vous tombez bien mal, Monsieur. Si vous lisiez *L'Œuvre* avec plus d'attention ou s'il vous en souvenait mieux, vous ne pourriez ignorer que M. Déat n'a cessé de m'insulter, de me diffamer et de ma calomnier depuis quatre ans ; que, par moi poursuivi, il a fui de prétoire en prétoire depuis 1941 et que, en 1944, une cause matérielle (la mort de mon avocat) m'ayant empêché de me rendre à son appel, il a écrit mensongèrement que je le fuyais.

Libre à vous, Monsieur, d'estimer que M. Marcel Déat comprend mieux que moi l'intérêt français en 1944. Ce qui est certain, c'est que je le comprenais mieux que lui en 1938, au temps où il était le plus frénétique, le plus enragé, le plus systématique sectateur de l'Angleterre [44]. Mais le savez-vous ? Et savez-vous aussi quels ont été les premiers débuts de M. Déat ? Dès son adolescence ? Après ce crime [45], un homme normal serait allé cacher sa vie.

Mais les criminels n'ont jamais eu cette pudeur.

[44] Cela apparaît nettement dans l'article qu'il donna à la revue maçonnisante *Axes* à l'occasion de la venue à Paris des souverains anglais. (Note des éditeurs de 1945.)

[45] Alors élève de la classe de troisième au lycée de Clermont-Ferrand, il joua un rôle important dans le suicide de l'un de ses condisciples en sommant celui-ci de mettre à exécution un projet où il entrait beaucoup de fanfaronnade, en lui fournissant le revolver qui lui permit de se donner la mort en pleine classe, en faisant ensuite disparaître l'arme, avec le plus inconcevable sang-froid chez un garçon de cet âge. (Note des éditeurs de 1945.)

> Monsieur Déat constitue un danger public, je ne cesserai pas de le dénoncer.
>
> Agréez, vous aussi, Monsieur, mes salutations les plus distinguées.
>
> Signé : Charles Maurras.

Il me parut que « les instructions données par Marcel Déat à sa faction » dépassaient la zone d'une correspondance privée et même d'une polémique de presse. Je fis parvenir à Vichy copie des deux lettres qui précèdent et, par retour du courrier, j'eus la confirmation expresse et formelle de ce que je pensais. M. Déat s'était vanté auprès de sa faction ; on me dit que M. Déat s'était prévalu d'un crédit qu'il n'avait pas et que, dans la réalité des choses, le Maréchal le connaissait à peine et n'avait aucune espèce de contacts avec lui. Je fis savoir cette vérité aux partisans lyonnais de Déat. Je ne sais ce qu'ils ont fait ; moi, j'ai fait mon devoir.

Ainsi, en juillet 1944, se poursuivaient nos violentes accusations contre M. Déat et les siens. Elles se sont aussi continuées plus tard ! Le 8 août, nous écrivions encore de cet ami de l'ennemi et de sa politique étrangère :

> … toute les mesures sont dépassées par le charlatan qui vient de poser ce principe qu'avant d'être un État, avant d'être lui-même, cet État doit avoir une politique étrangère. Qu'avant de s'être constitué une force suffisamment consciente, résistante, agissante et réalisante, il doit s'être fabriqué, noir sur blanc, le programme de son choix sur les rapports extérieurs avec ses voisins ! Plutôt que de nous exclamer, comprenons.
>
> L'olibrius à qui j'emprunte cette vue puissante est un habitué, un professionnel de la matière électorale et parlementaire. On lui déchire le cœur lorsqu'on lui dit que le Parlement et l'élection ont manqué de tuer la France en cent cinquante ans. *(Je rappelle à Déat les invasions subies par la Démocratie depuis 1789 : 1792, 1793, 1814, 1815, 1870, 1914, 1940.)* Il s'est fabriqué une espèce de monstre, qu'il appelle sa doctrine, d'après laquelle la révolution européenne, tout en étant le contraire de la révolution de 1789, y est cependant identique au fond. La démocratie, le libéralisme, le jacobinisme, la juiverie, la boîte à voter lui sont, secrètement, aussi chers que cette révolution à laquelle il doit (comme toutes les nullités à langue bien pendue) son ascension sociale ; dès lors, un État et sa politique sont devenus choses incompréhensibles pour lui s'il leur manque un programme à afficher sur les murs et à mettre aux voix des partis.
>
> Ne lui dites pas que les États étrangers n'affichent rien du tout ; qu'ils ont leur politique, qu'ils la tiennent secrète, et, comme des joueurs, en serrant les cartes sur leur poitrine. Le pauvre ne comprendrait pas, il ne pourrait comprendre. Il faut, dit-il, crie-t-il, que

la France, au lieu de se choisir elle-même et de suivre son intérêt au mieux des événements choisisse « une destinée entre les attractions des empires », sous peine de se disloquer et de « tendre au néant ». La France doit procéder comme un « chef de partisans », qui les groupe derrière lui en affirmant son plan d'action, avec la promesse et la récompense qu'il y attache ! La « prise de position », voilà le salut ! Attitude, cocarde, plumet, c'est le défilé des pompiers. En disant bien haut ce que nous avons l'intention de faire devant un monde qui fait sans dire, nous résoudrons tous nos problèmes ; en abattant toutes nos cartes, nous les sauverons.

On eût bien étonné, en leur lisant ces fariboles, l'un ou l'autre des grands ouvriers de la création et de l'accroissement de notre Patrie. Ils se fussent demandés comment on peut subordonner l'être à l'action, et l'action politique parlée, criée, à l'action tout court. Ce programme de gambades et de déclamations les eût certainement ahuris. Ils en fussent restés pantois. Mais, d'autre part, Déat n'eût rien compris à leur stupeur. Pas plus qu'il ne comprend quand on lui met sous les yeux les évidences qu'il ignore. Lui est-il impossible de les voir ? Je viens de le dire, et j'ai dit pourquoi.

Charles Maurras.

Comme on le voit, ceux qui favorisaient l'entreprise ennemie ont eu affaire à nous jusqu'à la fin. Nous ne leur avons épargné ni l'objection raisonnable, ni le brocard fouaillant. Nous n'avons jamais arrêté de leur tenir tête et de les dénoncer comme pires auteurs de l'anarchie, de la débâcle et des catastrophes françaises.

Comment, dès lors, a-t-il été possible de nous reprocher, un seul instant, même du bout des lèvres, d'avoir « favorisé les entreprises de l'ennemi ? » Nous les avons, au contraire, attaquées, critiquées et contrecarrées tout le temps. Ceux qui les favorisaient ont été nos ennemis mortels. Nous n'avons jamais cessé de les dénoncer et, quand ce n'était pas possible de manière ouverte, c'était, comme avec M. Laval, de façon couverte et en évitant, à tout prix, de nous laisser compromettre avec lui. M. Laval, chef officiel du Gouvernement de la France, était traité chez nous comme un suspect parce que nous le savions, et tenions que l'on sût que nous le savions, le représentant officieux que l'Allemagne avait placé entre elle et le Maréchal.

Notre manière de favoriser les entreprises de l'ennemi consistait à les déjouer et, quand ce n'était pas possible, à les faire connaître et à les dénoncer. C'est ainsi qu'à peine avons-nous appris le traitement honteux dont a été victime le Maréchal de la part des Allemands, quand ils ont forcé sa résidence, violé sa maison, crocheté son cabinet de travail et sa

chambre à coucher, avant de l'emmener captif en Allemagne, nous nous sommes empressés de le publier, et, comme la Censure s'y opposait, de faire circuler des feuilles qui rapportaient les faits, en même temps que de conseiller à tous nos amis de le redire de bouche à oreille. Comme c'était un mois après l'arrestation et la détention de Maurice Pujo et Georges Calzant au fort Montluc, nous savions ce qui nous attendait en cas d'indiscrétion. Cela ne nous a pas plus arrêtés qu'à aucun autre moment de notre action politique.

L'*interviouve* aux journalistes américains L'arrestation

Il est triste d'avoir à dire : ce que la Gestapo n'a pas osé réprimer, l'a été par la police française !

Je rapporte ici des faits ; je suis mieux placé que personne pour les connaître.

Le lundi 4 septembre, mon collaborateur Auphan vint me dire que quatre journalistes attachés à l'armée américaine qui venait d'entrer à Lyon, désiraient avoir une conversation avec moi et me prendre une *interviouve* sur les événements. Bien que caché dans Lyon, à cause des communistes, je me suis mis à la disposition de ces confrères d'outre-mer. Il me fut objecté que l'on saurait ainsi que j'étais encore en ville, alors qu'on me croyait parti. Le devoir de renseigner le peuple américain était bien supérieur à ces soucis de sûreté personnelle. Une heure après, j'étais à mon domicile rue Franklin. Nos confrères me rejoignirent ; la conversation s'engageait.

Nos confrères, dont celui qui portait la parole appartenait au *Times* de New-York, me posèrent les questions que voici, dans l'ordre où ils les avaient mises, d'après leur texte par moi conservé :

1. À votre avis, la France de l'avenir aura quelle sorte de gouvernement ?
2. Croyez-vous qu'il y a encore la possibilité d'une monarchie en France ?
3. Le gouvernement de Vichy était-il vraiment pro-allemand ?
4. Croyez-vous qu'il y a chance d'une guerre civile en France ?
5. Quel jugement portez-vous sur la politique américaine à l'égard du gouvernement de Vichy ?
6. Quels sont vos projets personnels pour l'avenir ?
7. Est-ce qu'il y a quelque chose de particulier que vous voudriez dire au public américain pour exprimer voire position politique ?

Dès le questionnaire lu, je demandai à mes interlocuteurs de me permettre d'intervertir l'ordre pour répondre d'abord sur le cas du Gouvernement de

Vichy, c'est-à-dire, comme ils en convinrent, du Maréchal. Alors je protestai de toutes mes forces qu'il était calomnieux de le croire pro-boche. Non, le Maréchal n'était pas pro-allemand, il ne l'avait jamais été. Et j'en donnai toutes les preuves surabondantes que je possédais. Je montrai, comme l'avait fait Pujo devant ses co-détenus de Montluc, que le Maréchal avait toujours été le plus résistant des Français, l'incarnation même de la résistance, puisqu'il n'avait jamais voulu rien céder à l'Allemagne au delà des clauses de l'armistice, lui avait toujours refusé la collaboration militaire, les bases navales de la Méditerranée, avait approuvé le sabordage de la flotte et, s'il avait accepté, par patriotisme, tant d'avanies et d'outrages, s'il avait subi des hommes comme Laval et Déat, c'était pour éviter à sa Patrie de plus grandes calamités.

Je savais que mes interlocuteurs étaient en possession de feuilles dactylographiées portant :

1. le Message du Maréchal à la France ;
2. sa lettre de protestation à Hitler ;
3. le compte rendu, heure par heure, des outrages que lui avaient fait subir les Allemands le 20 août.

Je me contentai de montrer que ces documents, s'ils manifestaient bien la politique de l'Allemagne envers le Maréchal, contenaient aussi, sanctionnaient et solennisaient la politique *seule France* du Maréchal envers l'occupant.

Tout en répondant à nos confrères sur leurs autres questions dans le sens qu'il est facile d'imaginer, j'ai dû montrer quant à celle-ci une certaine animation, car le rédacteur du *Times* dit à Auphan, quand ils m'eurent quitté : « Il est vif, le vieux ! » Mon insistance l'avait frappé.

Le martyre infligé au Maréchal par l'Allemagne a donc été connu grâce à moi dans l'Amérique.

Grâce à moi, le monde n'aura pas pu croire qu'il n'y ait eu, à la tête de l'État Français de 1940 à 1944, que des complaisances devant l'ennemi. La cause du Chef qui tenait le drapeau aura été distinguée de ceux qui le trahirent. Ce qui eût le plus favorisé la cause de l'occupant et de sa propagande, c'est-à-dire la fable de leur entente avec le Maréchal et les bons Français qui le suivaient, cette fable était dissipée, grâce à nous.

Comment me reprocher d'avoir favorisé ce que nous avons, au contraire, combattu, déjoué, démoli, littéralement annulé !

Mais ce n'est pas fini, il y a un épilogue et beau !

Un quart d'heure après les Américains, je quittai, de nouveau, mon logement de la rue Franklin pour réintégrer une retraite moins connue ; j'y ai passé les journées du mardi, mercredi, jeudi et vendredi suivants. Mais le vendredi 8 septembre, à huit heures et demie du soir, mon collaborateur

Auphan sonnait à la porte, suivi de plusieurs policiers. Ces messieurs lui avaient dit que M. le Commissaire de la République à Lyon avait à me parler au sujet de l'*interviouve* américaine.

Je jugeai, en effet, que le Gouvernement pouvait avoir intérêt à être renseigné par moi là-dessus. Je ne fis donc aucune difficulté de suivre mes visiteurs, pris ma canne et mon chapeau et descendis sans autre bagage que mon pardessus. Mes deux collaborateurs et amis Pujo et Auphan descendirent avec moi.

Les policiers étaient armés jusqu'aux dents. Je les plaisantai. Ils me répondirent que c'était pour les communistes, au cas où nous serions attaqués.

Nous arrivâmes à la Préfecture. Le Commissaire de la République, M. Yves Farge, était, nous dit-on, en conférence avec l'autorité militaire. Il nous recevrait dans la nuit ou le lendemain matin. Nous passâmes la nuit sur trois chaises. On nous demanda à Auphan et à moi un résumé écrit de l'*interviouve* américaine. Nous le rédigeâmes aussitôt. Les deux documents n'ont jamais été retrouvés, paraît-il. Deux ou trois heures après leur remise, notre arrestation nous était signifiée sans autre motif.

Ainsi cette arrestation, au moins singulière, me retrouvait-elle, encore et toujours, en action contre l'Allemagne ; et, encore et toujours, très précisément en vue de desservir, de défavoriser l'entreprise de l'ennemi.

Récapitulons

Ainsi, tout ce qui avait précédé cet acte final de septembre 1944, comme notre activité politique de juin, juillet et août suivants avait-il consisté à lutter contre l'homme-lige de l'Allemagne, ce Marcel Déat qui, de tout temps, avait voulu faire combattre la France aux côtés de l'Allemagne.

« L'Allemagne n'attendra pas toujours, elle n'attendra pas longtemps », écrivait-il le 11 janvier 1943, le même Déat qui, en juin 1944, voulait que la France assistât l'Allemagne dans la bataille de Normandie.

Pour déjouer l'action de cet agent de l'ennemi, nous avons fait encore tout ce qui dépendait de nous.

Ainsi encore, dans les saisons et les années précédentes, nous étions-nous appliqués à maintenir les deux grands refus du Maréchal : pas de mobilisation française au service de l'Allemagne, pas de déclaration de guerre à l'Angleterre.

Et l'on ose nous inculper d'un accord quelconque avec l'ennemi !

Remontons plus haut pour tout voir :

- dès 1939, nous nous étions opposés violemment à cette guerre que l'ennemi voulait se faire déclarer ;

- nous nous étions prononcés énergiquement pour l'armistice de salut contre l'armistice de trahison ;
- et, dès l'armistice, nous avons pris une position ferme et claire contre la faction allemande de Vichy et de Paris ;
- et de même à Montoire, contre toutes les fausses interprétations contraires à la double consigne du Maréchal : *suivez-moi, ne me dépassez pas* ;
- nous qui avons traqué Laval autour du Maréchal, devant le Maréchal lui-même ;
- nous qui avons fait une guerre de quatre ans aux transfuges parisiens du patriotisme français ;
- nous qui nous sommes opposés en toute occasion au collaborationnisme, à ses orateurs, propagateurs et conférenciers, à la fable de la « bonne Europe allemande », fable que soutenait la presse de Paris et le journal allemand de Lyon, *L'Effort*, mais que *L'Action française* de chaque jour discutait et ridiculisait, et à l'autre fable boche de la Croisade de l'Est, attaquée dans *L'Action Française* à la grande fureur des doriotistes, et que j'ai également discutée contre M. Bonnefoy devant tous nos confrères lyonnais ;
- nous qui avions attaqué et continuions d'attaquer ces billevesées anti-françaises pour mieux appuyer, étayer et consolider la résistance du Maréchal.

Car le Maréchal était le résistant par excellence ; alors même qu'il semblait céder sur quelques questions de personne, il restait d'autant plus ferme sur les principes et les réalités.

S'il était obligé de rappeler Weygand de l'Afrique du Nord, il ne bronchait pas sur l'affaire dont Weygand portait le drapeau ; il refusait les points d'appui méditerranéens, Toulon, Bizerte, que Berlin réclamait.

Le Maréchal pratiquait et professait le respect scrupuleux de tous les termes de l'armistice en ce qui concernait nos anciens alliés. Quand ceux-ci l'obligeaient à se défendre contre leurs violences, ils ne parvenaient point à lui arracher rien de ce qu'il s'était interdit en signant l'armistice.

Telle était, invariable, invariée, sa ligne.

Telle était la nôtre à sa suite.

Il est absurde et mensonger de la méconnaître ou d'en ignorer l'opposition radicale aux désirs, aux passions et aux intérêts allemands.

L'Allemand roulé : son aveu

Que se serait-il passé si le Maréchal eût été moins ferme, ou s'il n'eût pas trouvé dans l'opinion française des concours moraux comme le nôtre, sur lesquels sa haute autorité a pu s'appuyer ?

Que fût-il arrivé si le parti franco-allemand, qu'il a toujours tenu en échec, l'eût emporté sur le Maréchal ? si les Laval ou les Déat avaient pu accorder à Hitler les ports méditerranéens qu'il ambitionnait ? si la guerre avait été déclarée à l'Angleterre et que des centaines de milliers de jeunes paysans français, habillés en gris vert, eussent été mis à la disposition de l'hitlérisme ?

On ne calcule pas ces éventualités. On ne veut plus voir ces périls. Ils existaient. Il était possible de mettre en mouvement les indignations causées aux Français par les ruines et les massacres des bombardements pour émouvoir ces nouveaux secteurs de l'opinion.

Qui a dit non, toujours non ? Le Maréchal, et nous à la suite du Maréchal. C'est une résistance comme une autre. Moins romanesque, peut-être, mais aussi puissante, aussi efficace que l'autre, plus précieuse peut-être. Mais cette résistance n'eût pas été possible sans une lutte de tous les instants contre la presse allemande de Paris, Lyon, Marseille et d'ailleurs. Cette lutte eut ses risques. Nous ne nous en sommes pas vantés. Mais puisque tout le monde se vante aujourd'hui, pourquoi ne pas dire ce qui est et ce qui fut ? Le traitement final subi par le Maréchal montre qu'il ne fut jamais sur un lit de roses. Quant à nous, sans parler de l'envoi de Maurice Pujo et de Georges Calzant où l'on sait par la Gestapo, il ne faudrait pas oublier les bandes plus ou moins révolutionnaires assemblées à Paris par Déat et consorts qui nous menaçaient de leur visite. Dénoncée chaque jour par la presse embochée, cette résistance fidèle avait cependant la vertu d'échapper en quelque mesure au Boche lui-même par la simple finesse du jeu français.

Il s'en est étonné, le Boche, depuis ! Parmi les papiers abandonnés par la *Propaganda-Staffel*, on a trouvé une brochure, datée de novembre-décembre 1943, intitulée *Spiegel der Französischen Presse* (*Miroir de la Presse française*). Son origine n'est pas douteuse elle porte en sous-titre « Rapport du groupe presse de la section de propagande en France ». Le document est confidentiel ; en haut de la couverture, il est spécifié « Les destinataires sont responsables de la conservation et de la destruction des exemplaires numérotés » et « Confidentiel, uniquement à l'usage du service ».

Le grand intérêt du document est qu'il établit l'opinion des Allemands sur *L'Action française*, non pas pour leur propagande, mais pour ce que leurs services doivent penser de *L'Action française*. Le document, dont nous avons la photographie, éclaire ainsi les attaques de la presse germanophile contre nous. Il est capital.

Voici un passage de l'article du *Sonderführer* A. Thiersch qui concerne *L'Action française* :

Entre les lignes. — Coup d'œil sur la presse de zone sud

La résistance passive contre la Nouvelle Europe, que mettent en lumière les textes précités, devient opposition dans une feuille qui, par sa violence, a pris depuis longtemps une place toute particulière dans la presse française, la royaliste *Action française.* Sans doute, Charles Maurras se répand aujourd'hui en paroles véhémentes contre l'Angleterre, contre Moscou et contre la juiverie ; mais toute l'argumentation qu'il dresse contre ces puissances est également dirigée contre l'Allemagne et l'Europe, car elle est liée au postulat d'une autarcie politique et spirituelle de la France que Maurras revendique jour après jour avec la dernière intransigeance. « La France, la France seule », telle est la devise qui, chaque jour, s'étale à la manchette du journal et l'avenir retiendra sans contredit, comme le signe d'une extraordinaire tolérance *(boche, oh ! la, la !)* le fait qu'après avoir, cinquante années durant, combattu l'Allemagne comme pas un, cet homme auquel on reconnaît une influence déterminante sur le cours « attentiste » de la politique vichyssoise, ait pu poursuivre, sans être inquiété, son activité dans un pays occupé par l'armée allemande.

« La France, écrivait Maurras dans *L'Action française* du 24 septembre 1941, n'a pas à se sacrifier pour des intérêts étrangers, car l'Étranger (spécialement la Russie, l'Angleterre et l'Amérique), par la force des choses et en raison même des sacrifices qu'il a faits et qu'il continue à consentir à la guerre, est contraint de penser avant tout à lui-même. Ce serait la plus ridicule des rêveries que de lui prêter je ne sais quelles intentions généreuses ; il lui faut se soucier de sa propre existence, chercher à survivre à des efforts inouïs. . . Nos prétendus sauveurs et libérateurs sont de féroces créanciers... Il n'y a qu'un moyen de durer et de vaincre, et c'est l'inébranlable volonté de ne nous laisser duper ni dépouiller par quelque ennemi que ce soit, ancien ou nouveau. »

Le lecteur devinerait sur-le-champ que les phrases ne visent pas seulement les puissances désignées entre parenthèses, même si le mot « spécialement » n'y figurait pas.

Voilà l'aveu de notre résistance et comme son brevet. Voilà l'aveu de l'utilité de l'appareil administratif français interposé par l'armistice du Maréchal, l'armistice sauveur ; il y avait encore moyen de passer entre les mailles de l'occupation. Mais c'est aussi l'aveu de la balourdise boche

trompée, roulée, dupée par nos soins. Notre intention était remplie, nos buts étaient touchés toutes les fois que, sur un point ou sur un autre, nous avions fait échouer son entreprise ennemie.

Et l'on ose nous accuser de l'avoir servie !

Je ne serai pas dupe

Monsieur le Président,

Messieurs les Jurés,

Monsieur l'Avocat de la République,

Je ne serai pas dupe de cette accusation.

Je vous ai fait savoir, dans mon mémoire écrit, comment je l'interprète.

Je vous dois, je me dois de le rappeler de vive voix.

Pas une personne au courant des Lettres contemporaines ne me contredira si j'affirme qu'il n'existe pas un écrivain français qui ait manifesté par toute sa carrière, au même degré que votre serviteur, une semblable horreur de l'esprit allemand et de la domination allemande. Le fait matériel n'est pas contesté jusqu'au mois de juin 1940 ; et l'accusation veut qu'alors, à soixante-douze ans, j'aie changé de pensée, d'esprit et de langage ! Il faudrait qu'elle nous expliquât ce revirement.

D'où viendrait-il ?

Des bontés que les Allemands auraient eues pour moi ?

De leurs avances ?

De leurs promesses ?

Je m'étais énergiquement opposé au clan parisien des amis de l'Allemagne.

À l'approche des armées allemandes (juin 1940), j'ai quitté Paris, pour continuer à publier librement une pensée française.

Aussitôt que j'ai eu la certitude que Paris ne serait pas défendu, nous nous étions réfugiés à Poitiers.

J'ai quitté cette ville hospitalière dès qu'elle s'est trouvée sous la menace allemande.

À leur arrivée à Paris, le troisième jour, les Allemands avaient mis les scellés sur mes domiciles personnels, rue de Verneuil, rue de Bourgogne.

Ils se sont mis à piller et à repiller, rue du Boccador, le siège de *L'Action française* dont nous sommes, Maurice Pujo et moi, les directeurs. Ce fut d'abord un déménagement graduel et, au bout de deux ans, lorsqu'ils s'approprièrent nos locaux, ils emportèrent tout ce qui restait pour des destinations inconnues, collections, registres, meubles, sans négliger les livres,

bibelots, autographes, reliques et souvenirs précieux dont mon cabinet personnel, entre autres, était garni.

Pendant ces quatre années les Allemands ont interdit et traqué mon journal dans toute leur zone nord. Quiconque en détenait un numéro était puni ; en avoir un paquet exposait à des pénalités graves.

Depuis plus de quatre ans, les Allemands retiennent prisonnier mon neveu et fils adoptif, le lieutenant Jacques Maurras. Malgré les propositions et les tentations dont il a été l'objet, ce brave enfant a refusé de devenir travailleur libre chez eux ; mes dernières volontés le citeront à l'ordre du jour de *L'Action française* en raison de ce refus bien français.

À Martigues, les Allemands ont occupé ma maison, sillonné mon jardin de leurs tranchées et miné ma colline. On m'a proposé une indemnité ; je l'ai refusée, ne voulant ni toucher de l'argent boche, ni, si l'indemnité est française, ajouter, si peu que ce soit, une charge à mon pays.

À Limoges, les seuls panonceaux de leur « *Kommandantur* » apposés sur l'hôtel que j'habitais me l'avaient fait quitter.

À Lyon, ce sont les Allemands qui m'ont chassé d'hôtel en hôtel. Avant de me réduire à vivre en meublé, une de leurs perquisitions au « Grand Nouvel Hôtel » avait arraché le nœud de rubans tricolores qui décorait une belle image de la cathédrale de Strasbourg au-dessus de ma table de travail.

À Lyon encore, leurs bons amis les Miliciens nous ont chassés, par réquisition, d'une partie de l'appartement que nous avions loué au *Progrès* ; à Lyon toujours, les Allemands ont, on ne saurait trop le dire et le redire, emprisonné, pendant dix-neuf jours, au fort Montluc, mon admirable co-directeur, co-détenu, co-accusé Maurice Pujo et mon cher collaborateur Georges Calzant.

À Lyon enfin, en guise de bouquet d'adieu, le souffle de la bombe destinée à faire sauter l'un de vos ponts, failli nous tuer, Maurice Pujo et moi…

Vraiment, Monsieur le Président, Messieurs les Jurés, Monsieur l'Avocat de la République, est-ce la liste de ces bienfaits qui auront bien pu me retourner dans le sens allemand et me conduire à les favoriser dans leurs entreprises ?

C'est une absurdité qu'on ne soutiendra pas.

Alors ?

Alors, je vous propose une explication raisonnable. Les reproches qui me sont faits, les accusations dont je suis l'objet se fondent sur ceci :

La longue suite de mes campagnes contre l'influence allemande en France, la longue liste de mes avertissements au peuple français, cette série de mises en garde antérieures même à la naissance de *L'Action française* et qui s'étend sur un espace de plus de cinquante ans, forment un corps de souvenirs et un monument de services qui se voient de loin.

Il se voit d'assez loin pour gêner ceux qui ont fait campagne pour que je ne sois pas écouté, ceux qui n'ont pas voulu ou n'ont pas su *armer, armer, armer,* ceux qui ont voulu, et voilà les vrais traîtres, voilà la véritable intelligence avec l'ennemi, ceux qui ont voulu, dis-je, faire cette guerre après qu'ils nous avaient désarmés.

Les Français qui me rencontrent me disent volontiers : « Ah ! quel malheur qu'on ne vous ait pas écouté, nous n'en serions pas où nous en sommes ! »

Les mêmes Français peuvent et doivent dire à mes accusateurs : « Nous sommes là par votre faute. Quel malheur qu'on vous ait écoulés ! »

Mes états de service font donc à mes accusateurs un reproche vivant. Alors, ils ont essayé d'intervertir les rôles. Ils entreprennent de transférer à eux-mêmes, à leur propre compte, eux, anciens négateurs de la Patrie, anciens désarmeurs de la France, anciens boute-feux d'une guerre perdue, le mérite et l'honneur de mes doubles campagnes pour la paix et pour les armements, pour la défense de la Nation et pour la victoire de la Patrie.

Le sentiment national que ces messieurs étalent aujourd'hui peut tromper sur leur passé. Je ne conteste pas ce que leur patriotisme a de très sincère, mais il est récent. Il n'a surgi qu'après l'échéance des malheurs que nous avions annoncés, prévus, prédits et voulu empêcher. Il a fallu défaite sur défaite, il a fallu quatre ans d'occupation tyrannique pour réveiller dans les bons cœurs français les idées, les lumières que l'anti-patriotisme et l'anti-militarisme avaient obscurcies. Le cœur, ou le bon cœur, le sang ou le bon sang français ont enfin senti qu'il n'y a point de vie privée tranquille et sûre sans une vie nationale forte et sans un esprit national puissant. La maison a besoin du Rempart. Il n'y a ni classes sociales, ni corps sociaux heureux, établis, durables, sans la ceinture du Rempart. Le travail des hommes paisibles est toujours exposé aux pillages de guerre, à l'agression, à l'invasion, si un Rempart solide ne les protège point. Autrefois, le Rempart de la France était assuré par la monarchie. La démocratie n'a pas su le maintenir. Pendant les cent cinquante ans qui avaient précédé la démocratie, nous n'avions pas été envahis une seule fois. Depuis, je le répéterai jusqu'à ma mort, depuis, sous les nouveaux gouvernements la grande invasion, l'invasion profonde a mordu sept fois notre territoire : en 1792 et 1793, en 1814, en 1815, en 1870, en 1914, en 1940. Ceux qui se montrent très justement, très légitimement irrités de l'occupation allemande avaient-ils pensé à elle, l'avaient-ils seulement conçue avant de la subir et de la souffrir ? Eh bien ! c'est à quoi je pensais toujours : à l'attaque possible, à l'invasion possible, à la défense nécessaire contre ces invasions, dont la menace est toujours pendante sur nous.

Voilà à quoi l'on ne songeait jamais, ou presque jamais, que sous le coup de l'événement. Cela me donne le droit de dire que, si quelque chose a été

fait pour favoriser l'entreprise de l'Étranger, ce fut bien par cette négligence, cette imprévision, cet aveuglement, contre quoi j'ai tant milité !

On favorisait, on servait l'ennemi allemand en refusant de prévoir la guerre qu'il préparait.

On le favorisait et on le servait aussi en lui déclarant la guerre à l'étourdie.

On servait Hitler en lui déclarant une guerre qu'il lui fallait, la même guerre qu'Émile Ollivier avait déclarée à Bismarck en 1870.

Pendant tout le premier semestre de 1939, je ne cessais d'écrire :

— Daladier ! Daladier ! votre nom, qui s'écrit Daladié dans notre provençal, signifie olivier sauvage. Prenez garde à l'homonymie. Méfiez-vous des astres. Les astres disent qu'Émile Ollivier étant fils de Marseille peut attirer dans son destin un fils de Carpentras comme vous.

Daladier et ses pareils servaient l'ennemi en ne m'écoutant pas, quand je disais : *Armons !*

On servait l'ennemi en ne faisant rien de ce que nous disions.

On servait l'ennemi en faisant tout ce que nous déconseillions de faire.

Tous les jours qui précédèrent la fatale déclaration, nous disions à Daladier :

— Que pouvez-vous pour la Pologne ? Vous ne pouvez rien !

Il ne répondait pas, mais il s'entêtait avec son parti. Ainsi sont-ils tombés dans le piège tendu, qui était cependant bien visible ! Nous aimions la Pologne, nous, nous détestions l'Allemagne, nous, bien plus que Daladier n'aimait l'une et ne détestait l'autre. Mais nous croyions qu'avant de partir en guerre, il fallait connaître ses forces et les forces de l'ennemi ; le peuple français ne doit pas être conduit à la boucherie comme un pauvre bétail. On servait l'ennemi quand on se faisait de la multitude française une idée aussi dégradée !

Et tous les jours nous répétions aussi qu'il était fou d'engager une guerre offensive lorsque, depuis des années, on n'avait prévu ni organisé qu'un appareil militaire défensif. On rendait un service puissant à l'ennemi, on favorisait l'entreprise de sa victoire en négligeant ces objections du patriotisme et de la raison. La vraie trahison, la voilà. Et les traîtres sont parmi vous.

Oh ! comme je comprends que les responsables de la hideuse aventure ne puissent pas penser à nous sans avoir à rougir d'eux-mêmes !

Et comme je comprends qu'ils désirent me passer les responsabilités qu'ils sentent peser sur eux lourdement !

Il leur serait très agréable de se dire qu'aux temps où ils croyaient les Allemands inoffensifs, je disais la même bourde qu'eux. Sans doute aussi, seraient-ils enchantés de pouvoir dire que nos pronostics de 1939 étaient vains et faux. Malheureusement, ils ont été vérifiés par les sombres et tragiques

événements qui, pour être devenus des souvenirs, ne cessent pas de nous accabler de leurs conséquences.

Alors, il ne leur reste plus qu'à s'obstiner à répéter ce bobard : j'avais eu raison autrefois, j'aurais changé depuis !

Au moment où tout vérifiait, où tout confirmait mes deux campagnes parallèles contre l'Allemagne et contre la démocratie, je serais passé à celui des deux ennemis que j'avais le plus combattu...

— Mais oui, ose-t-on dire, vous exprimiez ainsi à l'Allemagne votre reconnaissance d'avoir causé la chute de la démocratie.

— Encore une grosse bêtise !

Si j'avais pu souhaiter la chute de la démocratie au prix de la ruine de la Patrie, est-ce que je me serais donné tant de peine pour renverser la démocratie ? Il m'aurait suffi de la laisser faire, au lieu de m'efforcer de limiter ses dégâts en la combattant. Il aurait suffi de la laisser courir là où elle courait d'elle-même : au désarmement, à la démilitarisation et à la dénationalisation de la France, qui sont les voies directes, les pentes verticales à la défaite et à la débâcle ! Au lieu de m'opposer de toute mon âme à cette guerre perdue d'avance, j'y aurais poussé, comme, dans le même cas, j'aurais dû pousser à d'autres guerres en 1936, en 1938, guerres que j'ai empêchées, avec mes amis, parce que nous mettions la France au-dessus de tout.

Et maintenant, ce sont les hommes qui chantaient l'hymne de Pottier, « Crosse en l'air et rompons les rangs », ce sont ceux qui criaient à la « folie des armements », ce sont ces hommes-là qui voudraient me coller au visage leurs doctrines et leur action. Cela s'explique ! Ils veulent barbouiller de leurs mensonges leur passé et le mien. Mais si j'admire leur impudence, je les trouve assez imprudents. Il existe des évidences plus brillantes que le soleil. Ils n'en viendront pas à bout sans difficultés, je le leur promets !

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que l'on essaie de me manœuvrer ainsi. Cette tentative est bien la plus effrontée et la plus grossière que j'aie eu à subir, mais on a déjà essayé de me donner pour autre que je suis en m'affublant d'erreurs contraires à l'esprit de ma vie, au cœur de ma pensée. Sur le terrain social, sur ce terrain où l'on m'a si souvent représenté comme un « défenseur des trusts » ou un partisan du libéralisme économique oppresseur du peuple, comme favorable aux doctrines que j'ai combattues depuis que j'existe. À dix-huit ans, j'entrais à *La Réforme sociale*, la revue fondée par le grand Frédéric Le Play, l'auteur de la fameuse enquête sur les Ouvriers européens qui domine son siècle. J'avais trente-cinq ans lorsque je composai mon *Avenir de l'Intelligence*, qui est un réquisitoire contre cette ploutocratie que vous appelez le capitalisme. À quarante ans, lors de la répression inhumaine des émeutes populaires de Draveil-Vigneux, je prenais

dans *L'Action française* le parti du peuple ouvrier trahi par la bourgeoisie républicaine, j'accablais Clemenceau (à son premier ministère) d'invectives cinglantes, à la suite desquelles des syndicalistes patriotes, conduits par notre ami Émile Janvion, pendaient le buste de la République sur la façade de la Bourse du Travail. En même temps, je développais une campagne doctrinale sur la nécessité d'incorporer le prolétariat à la société, suivant la formule de mon maître Auguste Comte, de donner à l'ouvrier de la grande industrie des garanties sérieuses qui fissent partie du statut national. Dans ces études qu'a recueillies mon gros *Dictionnaire politique et critique*, je montrais que, si le paternalisme était nécessaire, il ne suffisait pas, et je répondais à ceux ou à celles des jeunes bourgeois ou bourgeoises qui, à bon droit, vantaient la bonté, la générosité, la philanthropie de leurs pères ou de leurs maris envers les ouvriers de leurs industries, que ces bons patrons avaient raison, mais qu'ils n'étaient pas éternels, pouvaient être remplacés par de moins bons patrons, et qu'il fallait reconnaître et inscrire le droit ouvrier dans les lois.

Ce n'était point là, de ma part, l'effet d'un choix arbitraire de ma pensée. Cela était lié à l'ensemble de ma doctrine. Le libéralisme économique amenant la toute-puissance de l'argent est un fléau issu de la Révolution dite française. La réaction dont nous prenions la tête exigeait que nous commencions par rétablir des conditions humaines dans le travail national et chez les travailleurs français. Conditions naturelles, conditions nécessaires que l'ancienne France a connues. Si nous repoussions absolument les fausses devises de liberté et d'égalité, faiseuses d'anarchie, de jalousie et de haine, nous gardions le précepte de la fraternité, dérivé direct de l'idée de nation qui exprime un lien de famille, l'état de naissance commun à tous les nationaux. Ce programme social se tenait, et il tenait à l'âme de notre politique. Eh bien ! toutes les fois que l'on a redouté d'avoir à en parler, on a commencé par le travestir avec une rare insolence.

Je n'oublierai jamais le jour où, devant le jury de la Seine, l'immonde assassin d'un héros de la guerre de 1914, *le Decius français*, notre cher et grand Marius Plateau, une fille de police, Germaine Berton, osa m'appeler le plus grand ennemi du prolétariat. Je lui répliquai, l'on s'en doute ! Je lui lançai au visage ce que je viens de redire aujourd'hui. Mais le lendemain, tous les journaux officieux reproduisaient l'injure et le mensonge, sans dire un mot, un seul, de la rectification. Pourquoi ? Quel intérêt y avait-on ? L'intérêt, commun à nos démocrates révolutionnaires ou bourgeois, de bien tenir le peuple ouvrier à l'écart de ses véritables amis, de ses amis désintéressés, de ses amis dévoués ! L'ouvrier français, intelligent, ardent, toujours prêt à marcher, constituant une « valeur » électorale et parlementaire précieuse, les partis de gauche et d'extrême-gauche en faisaient leur chasse gardée. Il ne fallait pas que notre parole sincère pût pénétrer jusqu'à l'ouvrier ; il fallait

établir une cloison étanche entre les ouvriers et nous. Pour y parvenir, on se servait surtout de l'anti-patriotisme et de l'anti-militarisme, dont on les avait gorgés et littéralement saturés ; car, pendant que l'ouvrier allemand, l'ouvrier anglais, l'ouvrier américain, l'ouvrier italien, étaient élevés dans le respect et dans la foi de leur Patrie, l'ouvrier français, sevré de cette sève naturelle, rencontrait et heurtait dans notre nationalisme un élément qui devait l'éloigner de nous.

Les mandataires qui s'étaient imposés à lui faisaient ce qu'ils pouvaient pour exprimer leur indifférence à l'idée de Patrie ; on disait couramment, il y a trente ans, que mieux vaudrait devenir allemand que de laisser faire trois ans de caserne aux enfants de la France. En pleine guerre de 1914–1918, de prétendus chefs du prolétariat français allaient à Kienthal traiter de paix blanche ! Lorsque nous voulions mener la guerre jusqu'à la victoire, nous étions étiquetés buveurs de sang ouvrier ! Ces précautions calomnieuses ne parvenaient pas toujours à dissiper tout risque de contact entre les travailleurs et nous. Alors, un seul remède était possible, le grand, le beau, le décisif : dénaturer, défigurer cette doctrine juste et fraternelle qui était la nôtre et nous imputer celle que nous avions toujours combattue.

Sous le couvert de ces mensonges, les mauvais bergers de la démocratie sociale pouvaient gaiement se mettre à table, à la table du grand capital ; ils se faisaient les avocats de grandes firmes ou mendiaient pour leurs enfants des postes lucratifs auprès des tripoteurs du régime, le fameux Oustric, par exemple.

L'innocent suffrage ouvrier était de bon rapport, on le voit ! Ses profiteurs avaient un intérêt croissant, l'ayant capté, à le retenir. Ils nous imputaient donc leurs pratiques et dénaturaient nos idées. Plus tard, quand il se fut formé sur le flanc droit du parti socialiste une aile démocratique, dite chrétienne, le même intérêt joua pour faire jouer les mêmes mensonges ; les orateurs et les écrivains de cette faction n'avaient pu perdre de vue la vieille devise de leurs tournées électorales : « Je mets ma conscience dans un tiroir, je la reprendrai au retour ! » La retrouvaient-ils jamais ? Ce printemps dernier encore, en Suisse, un journal de la secte qui paraît à Fribourg donnait à ce qu'il appelait le maurrassisme la couleur odieuse d'un esprit anti-social, anti-ouvrier, anti-prolétaire. Seulement, cette fois, la calomnie tombait dans un milieu réfléchi et, qui plus est, informé des lecteurs que nous avions en pays vaudois, les rédacteurs de *L'Action*, de Lausanne, rétablirent spontanément la vérité, telle qu'on vient de l'entendre, et ils terminèrent la rectification en disant qu'ils la soumettaient « à l'appréciation des honnêtes gens de droite et de gauche ». Belle pensée, mais qu'il faut compléter par cette vérité d'expérience : il n'y a point d'honnêteté chez les politiciens quand on les menace dans leur pain quotidien. Avec eux, il faut s'attendre à tout.

Les politiciens qui étaient en place au moment de l'immense ruine de la Patrie, les politiciens qui ont fait cette ruine, soit par malice ou par maladresse ou par incapacité, estiment aujourd'hui qu'il serait heureux, utile, commode et confortable de me faire prendre pour eux et de se faire prendre pour moi-même. Ainsi seraient-ils bien tranquilles. Leur passif, je le répète, les gêne, ils voudraient me l'attribuer. Mon actif les tente, ils veulent se l'approprier. On me permettra de redire que je les comprends. Pour un peu, je les louerais ! Après tout, ils occupent en 1945 la triste position morale qu'occupait, après 1870, l'empereur Napoléon III, son ministre des Affaires étrangères Gramont, son premier ministre Ollivier, son ministre de la Guerre le maréchal Lebœuf. Ma position est celle des avertisseurs prudents et sages comme M. Thiers, des informateurs sérieux comme le colonel Stoffel. Pareil à ceux qui voulaient empêcher l'empereur de se jeter sur l'épée tendue de Moltke et de Bismarck, je faisais ce qui dépendait de moi pour détourner nos politiciens de l'épée tendue par Hitler. « Non, disaient-ils, ce n'est pas une épée, c'est un jeu de cartes. Hitler bluffe. Hitler joue au poker. » Ils ont foncé et se sont embrochés, ou plutôt ont fait embrocher leur pays que leurs conseils trompaient et perdaient. Ce sont de mauvais souvenirs pour ces messieurs. Calculez comme il serait agréable aux profiteurs de la « femme sans tête » de dire, appuyés sur de solennels arrêts de justice populaire : « Ce n'est pas nous ! ce n'est pas nous ! Ce n'est même pas le chat ! C'est Maurras ! »

Eh bien ! Maurras ne se laisse pas faire. Peut-être s'en doutent-ils déjà un peu, maintenant.

Oh ! ce n'est pas que j'aie une envie particulière de sauver ma vieille personne mortelle !

À mon âge, la vie est peu. L'honneur ? Je défie qu'on souille le mien. Tout ce que je viens de dire parle haut. Ni la plus étonnante des arrestations, ni plus de quatre mois d'une prison assez resserrée, ni quelques minutes de menottes bien symboliques, ni le rapport charentonnesque d'un informateur dégradé dont nous vous parlerons, ni l'inculpation qui voudrait être infamante mais qui retombe sur ses auteurs, rien ne peut résister au paisible rayon de lumière que je viens de projeter jusqu'à vous. Oh ! je n'ignore pas ce que sont les factions, ce que peuvent les factieux en temps de crise et de révolution. On s'attend à tout avec elles.

Mais qu'est-ce que cela fait ? Je ne m'intéresse, pour ma part, qu'à la Vérité, à la Justice, à la Patrie.

La Vérité, elle est. Je défie que l'on puisse contester sérieusement ni, certes, l'ensemble, ni le moindre détail de ce que je viens d'exposer. Je suis en règle avec la Vérité.

La Justice ? Elle ne peut voir sans un sourire d'amère ironie les boute-feux de 1939, cause de tous nos maux, un Champetier de Ribes[46] par exemple, vouloir exonérer leurs augustes épaules des effroyables conséquences de leur gestion, afin de s'en décharger sur quelqu'un qui les avait avertis, un par un, de leurs malfaçons. Je ne crains rien de la Justice.

Quant à la Patrie, je connais ce que je lui dois, mais mon respect filial m'empêche de penser que le nom d'un de ses bons serviteurs s'efface de son sein, ni qu'il y soit mêlé à d'indignes contacts. Les très rares erreurs de l'Histoire de France eurent toujours le privilège d'être compensées par des réhabilitations éclatantes et généreuses. Plus encore que de la Vérité et de la Justice, je suis sûr de l'affection maternelle de ma Patrie et du fidèle souvenir de tous les vrais Français.

Je m'asseoirai tranquillement, ayant dit ce qu'il fallait dire et prêt à répondre sur toutes les plates histoires plus ou moins déformées que vous me reprochez.

Venez donc, faux informateurs, faux transcripteurs ou mauvais lecteurs des textes les plus clairs ! Venez, mauvais inventeurs d'intentions qui pourraient bien vous convenir à vous, mais qui ne sont pas dignes de moi ! Venez messagers, serviteurs, instruments de factions et de factieux ! Venez, faux témoins ! Je tiens prêt mon mot sur chacun. Chacun de vous recevra le jet direct du Vrai, les éclats irrésistibles du Juste, comme un dernier surcroit de services que, vieux et usé, j'aurai ainsi pu rendre encore à la mère Patrie. Il y a quatre mois que je place ces audiences sous deux grandes invocations : Jeanne d'Arc, et André Chénier[47].

---

[46] Auguste Champetier de Ribes (1882–1947), parlementaire démocrate-chrétien, fut l'un des 80 députés à refuser les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Fondateur du réseau Combat, homme de confiance du général de Gaulle, il fut brièvement président du conseil en fin 1946. (n. d. é.)

[47] Le Président reprend alors la parole :

— Je vous ai laissé parler longuement. Il y a encore une question que je voudrais vous poser...

Il s'agira de l'affaire de Roger Stéphane. Le Président reprend donc le fil des accusations tel qu'il était préparé la veille, sans commenter en rien la longue déclaration de Maurras.

Table des matières